

SUISSE : M. Kohl à Berne

Première visite d'un chancelier ouest-allemand

BERNE
de notre correspondant

M. Helmut Kohl a fait les 13 et 14 avril la première visite officielle d'un chancelier ouest-allemand en Suisse. Ancien contentieux n'assombrissant pas les liens particulièrement étroits entre les deux pays, les entretiens avec le président de la Confédération, M. Jean-Pascal Delamuraz, et d'autres membres du conseil fédéral ont fait apparaître une « parfaite identité de vues » que ce soit sur les transports, la collaboration monétaire ou les relations Est-Ouest.

Avant de regagner Bonn, vendredi 14 avril, le chancelier avait fait une courte escale à Fribourg, dans le canton du Valais, pour s'inscrire sur la tombe du poète Rainer Maria Rilke. Seule ombre au



tableau : de légers heurts avaient opposé la police à quelques dizaines de protestataires qui manifestaient en signe de solidarité avec les membres de la Fraction armée rouge, en grève de la faim dans les prisons allemandes.

M. Kohl s'est efforcé de dissiper les craintes des Suisses de se voir « marginalisés » lors de la création du grand marché européen de 1993. Se voulant rassurant pour cet important partenaire économique de la RFA qu'est la Confédération, il s'est fait l'avocat d'une Europe ouverte, invitant ses voisins à développer simultanément les contacts bilatéraux et les négociations multilatérales avec la Communauté par l'intermédiaire de l'Association européenne de libre-échange.

J.-C. B.

Sévères condamnations dans le procès de la « filière libanaise »

BERNE
de notre correspondant

En suivant pour l'essentiel le réquisitoire du procureur, la cour d'appel de Bellinzone, dans le canton du Tessin, a voulu donner un caractère exemplaire au verdict rendu vendredi 14 avril, dans le procès de la plus grosse affaire de drogue jamais jugée en Suisse. Le chef du réseau, Hacı Mirza, trafiquant turc de drogue et d'armes, a été condamné à dix-sept ans de réclusion tandis que son complice, Nicola Giulietti, un ressortissant italien né à Istanbul, écoppait de douze ans.

Pour leur part, Mehmet Mutlu et Bekkas Ingi, deux chauffeurs turcs qui avaient convoyé la drogue dis-

seminée dans un camion en provenance d'Istanbul, se sont vu infliger huit ans de détention. Quant au dernier accusé, Gaetano Petraglia, un commerçant italien établi à Lugano qui avait servi d'intermédiaire, il devra purger six ans d'emprisonnement.

Les cinq hommes ont été reconnus coupables de « la préparation d'un trafic international de drogue, et le transport en Suisse de 100 kilogrammes d'héroïne ». Dans ses attendus, la cour a estimé que Mirza avait été le principal organisateur du trafic avec le concours actif de Giulietti.

Lors des interrogatoires, les inculpés, sans nier les faits, avaient essayé de minimiser leur rôle. Pourtant, a rappelé le procureur, c'est

grâce à un numéro de téléphone découvert dans un de leurs carnets qu'il a été possible de remonter la filière jusqu'à deux agents de change d'origine libanaise installés à Zurich, les frères Jean et Barghev Magharian.

Considérés comme les piliers de ce qui allait devenir la filière libanaise, les frères Magharian, incarcérés à Lugano depuis juillet 1988, sont soupçonnés d'avoir recylé plus de 1 milliard de « narco-dollars » par l'intermédiaire de banques, ou de sociétés financières ayant leur siège en Suisse. Parmi celles-ci, le procureur a cité les noms des sociétés Sharakchi Trading de Zurich et Miralis de Genève, pour lesquelles Mirza a effectué des versements.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

Afrique

Une tentative de coup d'Etat reconnue par N'Djamena

Rébellion avortée au Tchad

Le commandant en chef des forces armées tchadiennes, M. Hassan Djamous, qui était entré en rébellion, début avril, contre le pouvoir, a été arrêté alors qu'il s'enfuyait vers le Soudan. Dans un communiqué, le président Hissène Habré invite ses compatriotes à « détruire à jamais les démons de la subversion, de la division et du retour au chaos ».

Un communiqué de la présidence de la République tchadienne, diffusé jeudi soir 13 avril, a fini par reconnaître qu'il s'était passé « quelque chose » à N'Djamena, dans la nuit du 1^{er} au 2 avril. La rumeur voulait qu'il y ait eu cette nuit-là une tentative de coup d'Etat. Les autorités locales parlent d'une « rébellion contre les institutions de la République » à laquelle il a été « mis fin » (le Monde du 15 avril).

Cette tentative de déstabilisation est d'autant plus grave que ses auteurs étaient trois des plus proches collaborateurs de M. Hissène Habré, le chef de l'Etat tchadien. Ces « individus nés par des ambitions dévorantes », selon les termes du communiqué, ne sont autres que MM. Ibrahim Mahamat Ito, ministre de l'Intérieur, Hassan Djamous, commandant en chef des forces armées, et Idris Deby, conseiller militaire du président de la République.

Si M. Ito a pu être arrêté à N'Djamena, les deux autres « rebelles » ont réussi à prendre la fuite en direction de la province soudanaise du Darfour, ralliant sur leur passage quelques hommes à leur cause avant d'être rejoints par les forces gouvernementales lancées à leur poursuite. Dans un communiqué qu'ils avaient fait diffuser auparavant à Lagos, ils assurent qu'en fuyant ainsi ils ont voulu « éviter un affrontement armé à l'intérieur de la capitale ». Il semble néanmoins qu'il y ait eu entre adversaires des sanglants accrochages.

Hassan Djamous et Idris Deby insistent, dans leur communiqué, sur le « caractère tchado-tchadien de leur action », veulent ainsi mettre hors de cause le colonel Kadafi dont on a tendance à voir la main un peu partout. En somme, une querelle de famille qui a, pour protagonistes, trois intimes du chef de l'Etat, tous membres, comme lui, de la tribu des Goranes sur laquelle le pouvoir s'appuie pour gouverner (1).

Ibrahim Ito fut le négociateur de tous les ralliements au régime de M. Habré, malgré d'interminables discussions, il ne réussit cependant pas à ramener au bercail Goukouni Oueddei, l'ancien président déchu. Idris Deby, son demi-frère, aide en 1982 l'actuel chef de l'Etat à reconquérir le pouvoir et fut alors nommé commandant en chef des forces armées. Il fut en 1985 envoyé en stage à l'Ecole de guerre à Paris et à son retour fut nommé conseiller à la présidence, chargé de la sécurité et de la défense.

Quant à Hassan Djamous, commandant en chef des forces armées, il s'illustra en 1986-1987, notamment dans les victoires de Fada et de Ouadi-Doum, lors de la reconquête du nord du pays occupé par les troupes libyennes. Certains observateurs jugent que ce chef militaire manquait un peu d'envergure et qu'il affichait un goût immodéré pour l'argent. Ne détestait-il pas le monopole des taxis à N'Djamena ? Hissène Habré avait-il fini par se méfier de ses manigances ? Il avait prévu de l'envoyer, comme son prédécesseur, en stage à l'Ecole de guerre à Paris. Une mesure d'éloignement qui annonçait peut-être une disgrâce.

Les ralliés de la dernière heure

Aussi longtemps que Hissène Habré eut à se défendre des visées expansionnistes de son voisin libyen, son attention fut retenue ailleurs. Si tôt la normalisation engagée avec Tripoli, en octobre dernier, il se préoccupa de consolider le front intérieur. Le deuxième congrès de l'UNIR, le parti unique au pouvoir, en novembre, eut pour thème : « Rassembler pour la paix et le développement ». Cette nouvelle orientation ne pouvait qu'aboutir à bousculer, voire à remettre en question des droits acquis, notamment ceux des caciques du régime, des chefs militaires qui entendaient bien tirer profit de leurs états de services.

Les anciens compagnons de lutte de Hissène Habré s'inquiétèrent d'autant plus du nouveau cours des choses qu'il était question, en préalable, de réconciliation nationale et que, pour ce faire, le chef de l'Etat souhaitait aller vite en besogne. Les « suisses », qui ne siègent qu'au gouvernement où ils étaient notamment représentés par Abdelkader Kamougue, chef du mouvement révolutionnaire du peuple tchadien,

entrèrent lors du deuxième congrès du parti au comité central de l'UNIR.

Quant à Achelk Ibn Oumar, chef du Front national tchadien, rallié au régime en novembre dernier, il se vit proposer quelques semaines plus tard le poste prestigieux de ministre des affaires étrangères. D'aucuns, parmi les fidèles, ont alors trouvé que l'on en faisait un peu trop pour ces ralliés de la dernière heure.

Le paradoxe a voulu que Hissène Habré soit « déstabilisé » par ceux-là mêmes qui l'avaient installé et maintenaient pas l'idée d'avoir à cohabiter avec d'autres beaucoup moins méritants qu'eux. Nul ne sait si les « rebelles du 1^{er} avril » auraient réussi à constituer un front intérieur pour lutter contre cette « injustice », puisque leur équipée a échoué. Mais, au Tchad, les équilibres ethniques sont tellement fragiles qu'il n'est pas impossible qu'ils aient pu sérieusement menacer le régime en place.

Malgré tout, cette « rébellion » porte un coup sévère au prestige de M. Hissène Habré et l'affaiblit, l'incitant à redoubler de méfiance. Les rangs de sa « garde rapprochée » s'éclaircissent. Mais le chef de l'Etat garde la haute main sur tout, particulièrement sur les affaires militaires. Il demeure ministre de la défense nationale avec pour le moment, comme commandant en chef adjoint des forces armées, Adoum Yaouba, rallié au régime il y a deux ans seulement.

Celui-ci deviendra-t-il l'interlocuteur privilégié des Français maintenant que Hassan Djamous et Idris Deby ont « trahi » ? Il est certain, en tout cas, que le courant passait bien avec ces deux chefs militaires prestigieux. Ce dialogue n'est pas sans importance dans la mesure où Paris entendait encore au Tchad un dispositif, nommé « Epervier », qui, même allégé, mobilise sur place un millier d'hommes.

La « rébellion » du 1^{er} avril n'est-elle qu'une péripétie, liée à la difficulté d'unir un pays divisé par de longues années de guerre civile ? L'avenir dira si Hissène Habré saura reprendre les choses en main et mener à son terme l'indispensable réconciliation nationale.

JACQUES DE BARRIL.

(1) Les Goranes comprennent plusieurs sous-ethnies, notamment celles des Zakwas et des Anakras.

YOUgoslavie : nouveau plénum le 19 avril

Les divergences demeurent sur la convocation d'un congrès « extraordinaire »

BELGRADE
de notre correspondant

Réunie le 14 avril à Belgrade dans une atmosphère tendue, la séance plénière du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie a pris une tournure inattendue. Après onze heures de débats, consacrés au premier point de l'ordre du jour — la réforme du Parti — et la présentation du rapport du président en exercice, M. Stipe Suvar, les délégués ont décidé de remettre au mercredi 19 avril la discussion sur la convocation d'un congrès, « extraordinaire » ou « avancé ».

Les travaux du plénum se sont déroulés sans incident. Néanmoins, un membre du comité central avait demandé au début de la réunion que celle-ci ne soit pas présidée par M. Suvar. Le leader croate a été accusé d'avoir « offensé la Serbie et sa direction » dans un récent discours prononcé à Zagreb (le Monde du 14 avril). La demande a été rejetée à une large majorité, par 111 voix contre 23.

Une fois ce détail « technique » réglé, M. Stipe Suvar a déclaré dans son rapport que la crise yougoslave devait être attribuée au manque d'activité et de dynamisme de la Ligue dans le domaine des libertés politiques, culturelles et nationales, et que le parti était même devenu un « frein » à l'évolution. Il a exprimé des réserves à l'égard des mouvements indépendants qui prônaient le pluralisme politique et rappelé que l'actuelle Constitution ne permettait pas la création de nouveaux partis.

Mais, a-t-il ajouté, si la Ligue demeure ce qu'elle est aujourd'hui, elle ne fera qu'approfondir la crise

et elle pourrait être tentée de recourir à la répression politique pour sauver le système et régler les rapports entre les communautés nationales.

Sur proposition de M. Korošec, secrétaire du comité central, les délégués ont décidé à l'unanimité de se retrouver mercredi 19 avril, dans du soixante-dixième anniversaire de la fondation du PC yougoslave, pour examiner la question épineuse de la convocation d'un congrès « avancé » ou « extraordinaire » du parti avant la fin de l'année. Dans le premier cas, les partis des six républiques et des deux provinces de la fédération seraient représentés d'une manière paritaire. En revanche, si le congrès était extraordinaire, le nombre de délégués serait proportionnel au nombre de membres dans les différentes républiques. La Serbie y serait ainsi majoritaire. A elle seule, la section du Parti communiste de Belgrade (200 000 membres) compte davantage d'adhérents que tout le PC de Slovaquie (105 000 membres). Les débats, estime-t-on dans les milieux politiques, risquent d'être houleux.

PAUL YANKOVITCH.

● KOSOVO : condamnation de la répression par le Parlement européen. — Dans une résolution adoptée par les groupes politiques et adoptée, jeudi 13 avril, à Strasbourg, les parlementaires se déclarent « indignés » par la « répression » exercée par « les milices et les forces armées » au Kosovo. Une délégation du Parlement européen doit se rendre prochainement au Kosovo pour examiner la situation sur place. — (AFP.)

URSS

Moscou souhaite l'inclusion des Pluton dans les négociations sur les armes nucléaires à courte portée

Pour l'Union soviétique, les missiles nucléaires français Pluton font partie de l'arsenal tactique de l'OTAN, a déclaré, vendredi 14 avril, à Bruxelles, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Viktor Karpov. Par conséquent, le pacte de Varsovie demanderait leur inclusion dans des négociations sur les armes nucléaires à courte portée (SNF, moins de 500 kilomètres) qu'il a proposées, mercredi dernier, à ajouté M. Karpov, responsable des questions de désarmement au ministère soviétique des affaires étrangères.

« Toutes les armes nucléaires tactiques devraient être prises en compte dans de telles négociations », a-t-il souligné au cours d'une conférence de presse. Comme un journaliste lui rappelait que la France était sortie de la structure militaire intégrée de l'OTAN en 1966, M. Karpov a répondu : « S'il y a des réductions, chacune des alliances décidera qui réduira et de combien ».

Dans le document, « Le rapport de force en Europe », qu'il a publié, le 30 janvier dernier, le pacte de

Varsovie, tout en reconnaissant détenir 1 608 lanceurs de missiles tactiques, en a dénombré 136 du côté de l'OTAN. L'Alliance atlantique ne fait état que des 88 systèmes Lance (110 kilomètres de portée), déployés pour la plupart en RFA, mais la France déploie 48 missiles Pluton de 110 kilomètres de portée.

La question des SNF, qui continue de diviser l'OTAN, sera au centre des discussions du prochain sommet de l'Alliance atlantique, les 29 et 30 mai. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne militent pour leur modernisation, mais la RFA, suivie par une majorité des pays membres, sont contre et préféreraient négocier leur réduction avec le pacte.

D'autre part, l'amiral William Crowe, chef d'état-major interarmes américain, se rendra prochainement en URSS, pour la première visite d'un chef d'état-major américain dans ce pays. C'est l'amiral lui-même qui a annoncé cette visite lors d'une déposition, vendredi, devant la commission sénatoriale des forces armées. Il a précisé que les détails et la date de cette visite restaient à déterminer.

ROUMANIE

Bucarest n'empruntera plus à l'étranger

Le comité central du PC roumain a demandé vendredi 14 avril au Parlement, sur proposition du président et chef du parti Nicolas Ceausescu, d'adopter, la semaine prochaine, une loi disposant que la Roumanie, qui vient de terminer le remboursement de sa dette extérieure (le Monde du 15 avril), ne contractera plus d'emprunts à l'étranger et assurera désormais son développement par ses propres moyens. Le remboursement de la dette s'est fait au prix de terribles restrictions pour la population.

Par ailleurs, la dissidente roumaine Doina Cornea a protesté contre les violations des droits de l'homme dans son pays dans deux nouvelles lettres ouvertes parvenues à l'AFP à Vienne via la Hongrie. M^{me} Cornea demande notamment à M. Ceausescu de faire cesser la répression contre les poètes Dan Dosi, qui a entamé une grève de la faim le 17 mars dernier, et Mircea Dinescu, placé en résidence surveillée, ainsi que trois journalistes arrêtés fin janvier à Bucarest pour avoir imprimé et distribué des tracts hostiles au président roumain. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : libération du dissident Stanislav Devy. — Arden porte-parole de la Charta 77, M. Stanislav Devy, trente-sept ans, a été libéré de prison vendredi 14 avril à Brno (Moravie du Sud) « parce que les motifs de son incarcération sont périmés », a annoncé un communiqué officiel de l'agence CTK, précisant cependant que « l'enquête sur ses activités criminelles est maintenant ». M. Devy observait une grève de la faim depuis son arrestation, le 16 mars dernier. — (AFP.)

Les Vacances à Cannes

Quel Festival!

Le Festival international du film de Cannes, le plus prestigieux au monde, se déroule du 16 au 28 mai. Festival américain du 3 au 31 juillet. Nuits musicales du Suquet du 15 au 25 juillet et de nombreux événements de mai à septembre.

Sports nautiques, golfs, tennis, randonnées. Exemple de prix : 1 semaine, hôtel **, 1583F par personne, 7^e nuit offerte.

LES VACANCES A CANNES. QUEL FESTIVAL!

Demande de documentation à adresser à : Direction Générale du Tourisme B.P. 262 - 06400 Cannes - Tél. 93.39.01.01

M.

souhaite recevoir une documentation sur Cannes et les offres exceptionnelles de l'été.

Direction Générale du Tourisme et des Congrès B.P. 262 - 06400 CANNES - Tél. 93.39.01.01

Asie

CHINE : ancien secrétaire général du PC

Hu Yaobang est mort à l'âge de soixante-treize ans

PÉKIN
de notre correspondant

L'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, un des hommes les plus ouverts à avoir jamais gouverné ce pays, est décédé d'un infarctus, le samedi 15 avril en début de matinée, à l'âge de soixante-treize ans. L'agence Chine nouvelle a confirmé pour la première fois qu'il avait subi, le 8 avril, une première attaque cardiaque et précisé qu'il avait reçu « tous les soins médicaux possibles ». L'agence n'a, en revanche, pas confirmé que cette première

attaque s'était produite au cours d'une réunion du bureau politique, dont M. Hu était membre. Selon des informations non confirmées officiellement, cette réunion, consacrée à la crise de l'enseignement, avait donné lieu à de vifs débats.

Depuis son éviction à la suite de la vague de manifestations étudiantes de l'hiver 1986-1987, il avait été vu plusieurs fois en public. On a pu le voir à la cérémonie de la remise des rétrogrades à M. Deng Xiaoping, des regrets pour la façon dont il avait dû se séparer de M. Hu, un homme avec qui il avait eu des relations très étroites. Selon un compte rendu qui n'a jamais été démenti,

M. Deng aurait même proposé, l'an dernier, à son ancien bras droit, de reprendre des fonctions plus actives que son simple siège au bureau politique. M. Hu aurait alors répondu qu'il préférait rester chez lui, ayant des lectures à achever.

Sa disparition ne remet pas fondamentalement en question l'équilibre des forces au sommet de la direction chinoise et ne devrait pas avoir de réel effet sur la position de son successeur, M. Zhao Ziyang. Pour des raisons personnelles évidentes, M. Hu ne passait pas pour avoir fourni un soutien très actif à M. Zhao, même si les deux hommes

se situaient dans le même camp réformiste. Son décès semble toutefois comme un coup de gong pour la génération de la Longue Marche, qui se retire actuellement progressivement de la scène, et peut avoir un effet psychologique important sur M. Deng lui-même. M. Hu était, par sa présence passive au sommet depuis son limogeage, l'incarnation d'un faux pas aux conséquences importantes dans l'effort de réforme politique entrepris par le régime après la mort de Mao Zedong sous la houlette de M. Deng.

FRANCIS DERON.

Vétérans de la Longue Marche et réformiste convaincu

« J'aimerais que la Chine se développe à la vitesse du TGV », déclarait Hu Yaobang en juin 1986 lors de sa visite en France. Homme pressé, peut-être trop, il voulait lancer son pays à marche forcée dans la voie de réformes profondes afin de la sortir d'un héritage maoïste qu'il avait pourfendu avec plus de véhémence que tout autre, dénonçant la « catastrophe » d'une révolution culturelle qu'il appelait à « nier totalement ». Il s'en était pris aux « erreurs affligantes » de Mao Zedong en personne, dont il voulait mettre à bas l'influence sous prétexte de « restaurer le véritable visage de sa pensée ». Sa franchise et sa manière d'attaquer de front ses adversaires conservateurs, dans un monde feutré où les comptes se règlent discrètement derrière les murs de Zhongnanhai, le Kremlin chinois, seront la principale cause de sa chute le 16 janvier 1987.

Très proche de M. Deng Xiaoping, ce petit homme — il était encore plus petit que son mentor, — militant de toujours, était connu pour son franc-parler, ses positions en flèche et une rapidité de répartie qu'il avait conduit à plusieurs reprises à faire des « gaffes ». Né en 1915 dans la province du Hunan (comme Mao et Lin Biao), il s'était engagé à douze ans dans la lutte révolutionnaire des offensives de la « moisson d'automne », la première dirigée par Mao.

Vétérans de la « Longue Marche » à vingt ans, il fera rapidement carrière dans la Ligue de la jeunesse et l'armée. C'est là qu'il rencontre M. Deng, en 1941. Leur collaboration durera quarante-cinq ans. Ren-

tré à Pékin avec M. Deng, dont, selon les Gardes rouges, il était le partenaire de bridge, il prend la tête de la Ligue de 1952 à 1964, formant autour de lui un groupe que l'on appellera plus tard « la clique de la Ligue », pépinière de jeunes talents réformistes.

Purgé avec M. Deng en 1966, il suivra les heurs et malheurs de son patron. Responsable de l'école des cadres, puis de l'organisation du parti, il est l'un des stratèges de cette « tactique du salami », qui coupera graduellement les ailes du successeur désigné de Mao, M. Hua Guofeng, qu'il remplacera à la tête du PCC à partir de 1980. Pour lui, il ne s'agit pas seulement de prendre le pouvoir pour le pouvoir, mais de l'utiliser pour réformer le pays de fond en comble et d'offrir d'un marxisme déconsidéré une conception plus ouverte, « aux couleurs de la Chine ».

Les baguettes
ou la fourchette

Avant même sa nomination comme secrétaire général, il avait critiqué les cadres, dont il voulait contrôler l'action et les compétences de plus près, et supprimer les privilèges, lui qui, selon le témoignage de la dissidente Lin Xiling, vivait simplement dans la même maison depuis trente ans. Quelques mois après être devenu officiellement le bras droit de M. Deng — le gauche était le premier ministre Zhao Ziyang, — il se rend au Tibet, où il laisse éclater sa colère face aux ravages d'une révolution culturelle

dont les responsables sont toujours en place.

Son libéralisme sur le problème tibétain, dont il semble avoir compris le premier la gravité, lui sera reproché plus tard lors des émeutes de 1987-1988. Tout comme la publicité avec laquelle il annonce la décision de réduire les effectifs de l'armée d'un million d'hommes, ce qui lui vaudra la haine tenace des militaires, qui s'opposent en 1986 à ce qu'il succède à M. Deng à la tête de la commission militaire du parti. C'est aussi lui qui, avec sa franchise, avait dénoncé la manière dont les dirigeants locaux organisaient les visites officielles, remplaçant par exemple des gosses de village peu présentables par des danseuses d'une troupe de ballet.

Sa volonté d'ouverture l'avait conduit à afficher un profond attrait pour le Japon peu aimé des Chinois, ou à préconiser de remplacer les baguettes par la fourchette et la cuillère ; lors de son limogeage, la presse conservatrice dénonçait cette « xénophilie » dans un article féroce. C'est sans doute aussi sa volonté d'accélérer une modernisation de la vie économique, politique et idéologique, freinée des quatre côtés par les vétérans de la révolution qui le poussa à s'opposer à M. Deng, dont il sentait la fibre réformiste mollir face aux attaques et aux difficultés. Il aurait ainsi demandé à son ancien patron de céder la place et de prendre enfin sa retraite, en même temps qu'il posait des questions embarrassantes sur certains points délicats de l'histoire du parti.

Paradoxalement, ce sont les manifestations étudiantes de décembre 1986 qui ont entraîné sa chute, alors que les étudiants n'avaient guère de respect pour cet homme dont ils considéraient mal les motivations. Comme la plupart des Chinois, ils trouvaient son comportement un peu ridicule, alors qu'il voulait surtout secouer le style compassé des dirigeants. Il n'en restait pas moins un communiste convaincu.

Les choses ayant changé, après son éviction par une sorte de coup d'Etat légal et la campagne lancée contre l'ouverture politique au nom de la lutte contre le « libéralisme bourgeois », il a conservé son siège au bureau politique du PCC. Il s'est montré à la tribune, à chaque grande occasion. Mais il n'exerçait plus aucune responsabilité, ne participant guère aux réunions du bureau politique, peu désireux d'apporter sa caution à ceux qui l'avaient limogé. Au moins autant que M. Deng, Hu Yaobang reste le symbole d'une période de réformes audacieuses, mais aussi de ses limites.

PATRICIE DE BEER.

CORÉE DU SUD

Nouvelles arrestations
de dissidentsTOKYO
de notre correspondant

Les méthodes du régime Chun Doo-hwan sont-elles en train de ressembler en Corée du Sud ? L'arrestation, vendredi 14 avril, du professeur et journaliste Lee Young-hee et du directeur adjoint du quotidien d'opposition *Hankyoreh Shinmun*, M. Im Chae-kyung, pourrait le faire penser.

M. Lee, professeur à l'université *Hanyang* et éditeur de la *Hankyoreh*, a passé de longues années dans les prisons de Park Chung-hee où il fut torturé. Il est accusé d'avoir cherché, par l'intermédiaire de contacts japonais, à se rendre en Corée du Nord. M. Im est pour sa part soupçonné d'avoir voulu envoyer des reporters à Pyongyang. M. Lee est le quatrième dissident arrêté dans le cadre de la vague de répression suscitée par la visite du pasteur Moon Il-hwan à Pyongyang. Une manifestation de quinze mille anciens combattants et veuves de guerre a d'autre part eu lieu, vendredi, dans le centre de Séoul pour dénoncer le pasteur Moon aux cris de : « A mort les communistes ! » et « Exécutez Moon Il-hwan ! ». Après s'être scindés en deux camps en signe de détermination, certains manifestants ont écrit des slogans anti-communistes avec leur sang.

Ph. P.

Proche-Orient

LIBAN : début de l'opération « Acanthe »

Quatorze blessés graves
ont été transportés
à bord du navire-hôpital « la Rance »

Bien que l'impasse politique persiste, la France a commencé dans la nuit du vendredi 14 au samedi 15 avril, sous la menace des canons syriens, l'opération « Acanthe » qui prévoit l'évacuation des blessés libanais vers le navire-hôpital *la Rance*, mouillé au large du Liban. Quatorze blessés dont trois enfants ont été placés à bord d'une barge de débarquement de la marine libanaise, qui a quitté la base navale de Jouieh, à 20 kilomètres au nord de Beyrouth, à 23 heures locales (21 h TU), pour rejoindre le navire-hôpital.

Cette barge, de type Edic et de 60 mètres de long, équipée de deux canons de 20 mm et de deux mitrailleuses, est parvenue à son point de rendez-vous avec *la Rance* deux heures après son départ. Une opération identique prévue simultanément n'a pu être conduite à partir des zones musulmanes contrôlées par l'armée syrienne.

L'évacuation, entourée de la plus grande discrétion, était supervisée par le secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, qui a embarqué, en survenement et baskets, à bord de la barge libanaise. Il avait demandé à la presse, « par mesure de sécurité », de respecter un embargo jusqu'à samedi 6 h TU, heure à laquelle M. Salim Hoss, chef du gouvernement à majorité musulmane, devait être informé de cette opération par l'ambassadeur de France au Liban, M. Paul Blanc. Ce délai n'a toutefois pu être respecté, l'embargo ayant été rompu par certains médias.

M. Kouchner, qui arpente le quai avec impatience, a dit à la presse son « regret de ne pouvoir mener simultanément une opération identique de l'autre côté ». Mais, a-t-il ajouté, « nous sommes prêts à envisager toute solution. Je suis à la disposition de Salim Hoss et de ses amis pour qu'ils me disent à quel moment l'opération sera, de leur point de vue, possible. J'attends pour que, comme je l'ai proposé, cette opération puisse être faite pour tous les Libanais ».

Avant le début de l'embarquement, M. Kouchner avait reçu toutes les assurances de la part d'un officier libanais qui lui avait dit que toutes les précautions avaient été prises « pour limiter au possible les risques ». Tous les patients évacués sont des blessés graves qui nécessitent une chirurgie spécialisée urgente, a assuré à l'AFP le docteur Michel Bonnot, qui supervisait l'aspect médical de l'opération. Parmi eux se trouvent notamment plusieurs amputés et des brûlés graves. « Leurs dossiers médicaux ont déjà été transmis à Paris, où une cellule spéciale du secrétariat d'Etat à l'action humanitaire s'est chargée de leur trouver une place dans les hôpitaux français les mieux équipés pour leur pathologie », a-t-il précisé. Neuf membres des familles des quatorze blessés ont également embarqué à bord de la barge. Ils seront pris en charge en France par la communauté libanaise, alors que les soins aux blessés seront assurés gratuitement.

L'opération « Acanthe » a été favorisée par le calme total qui a régné dans la nuit de vendredi à samedi sur le littoral du pays chrétien, notamment à proximité de la base maritime de Jouieh, cible quotidienne de l'artillerie des milices pro-syriennes qui veulent empêcher le trafic en riposte au blocus imposé par la marine du général Aoun dans

les bassins qu'elles contrôlent au sud de Beyrouth.

Sur le plan politique, le directeur des affaires politiques du Quai d'Orsay, M. Bertrand Dufourcq, a réaffirmé aux autorités syriennes « le souhait des autorités françaises d'encadrer un dialogue avec la Syrie, dialogue d'autant plus nécessaire en ce qui concerne le Liban qu'il existe sur cette question des divergences de vues entre les deux pays ». A ce propos, le porte-parole du Quai d'Orsay a précisé que M. Dufourcq n'avait pas, contrairement à ce qui avait été annoncé par Damas, de message de soutien à la Syrie de M. Dumas, indiquant qu'il avait seulement réaffirmé le souhait de la France d'entretenir un dialogue avec Damas.

« Bombardements
sauvages »

A Washington, les Etats-Unis ont condamné vendredi les « bombardements sauvages » au Liban, imputant à toutes les parties, y compris la Syrie, la responsabilité des pilonnages. Le porte-parole du département d'Etat a aussi invité le dirigeant chrétien Michel Aoun à respecter le principe d'un partage du pouvoir entre les communautés libanaise et a recommandé à son rival Salim Hoss d'accepter une proposition de table ronde intercommunautaire. « Nous engageons tous les combattants, y compris les Forces armées libanaises, les différentes milices et l'armée syrienne, à cesser les hostilités et à coopérer avec le comité de la Ligue arabe sur le Liban », a ajouté le porte-parole du département d'Etat, poursuivant : « La force n'entraîne pas le retrait des forces étrangères ». Il a indiqué que les Etats-Unis refusent, « pour le moment », de saisir le Conseil de sécurité de la crise libanaise, estimant que « le cessez-le-feu proposé par la Ligue arabe est la voie que nous devons emprunter actuellement ».

A ce propos, on apprend que le comité de médiation de la Ligue arabe, réuni à Koweït, envisage la création d'une commission militaire comprenant les représentants des pays membres, pour superviser l'application d'un cessez-le-feu éventuel au Liban. Le cheikh Nawaf, ministre de la défense koweïtien, a indiqué que son pays était prêt à envoyer des troupes au Liban au cas où une décision serait prise par les chefs d'Etat arabes.

Enfin, à Beyrouth, le général Aoun a engagé vendredi tous les Libanais à attaquer les « intérêts syriens » à travers le monde. « Il est demandé à tous les Libanais de frapper les intérêts syriens au liban et partout dans le monde », a-t-il dit sur les ondes la station de radio La Voix du Liban.

J. G.

« Un appel de détresse » de plusieurs communautés chrétiennes. — « Plusieurs communautés libanaises viennent de nous adresser un nouveau appel de détresse. Nous ne pouvons plus que nous joindre à tous nos frères libanais pour faire retentir cet appel à la conscience de notre peuple et de tous les peuples libres », affirme, dans un communiqué publié le vendredi 14 avril, le cardinal Albert Decourtray, président de la Conférence des évêques de France.

A TRAVERS LE MONDE

Namibie

Des maquisards de la SWAPO regagnent l'Angola par leurs propres moyens

L'Afrique du Sud et les Nations unies ont annoncé, vendredi 14 avril, qu'ils donnaient jusqu'au 21 avril à la SWAPO, le mouvement indépendantiste, pour retirer ses maquisards du nord de la Namibie et les regrouper en Angola. Dans une intervention devant le Parlement sud-africain, M. « Piki » Botha, ministre des affaires étrangères, a estimé à 350 le nombre des guérilleros qui auraient déjà regagné l'Angola par leurs propres moyens sans passer par les points de rassemblement mis en place par l'ONU.

D'autre part, trois maquisards de la SWAPO ont été tués, depuis samedi dernier, par les forces de sécurité namibiennes, a annoncé un porte-parole sud-africain.

Etats-Unis

M. Tom Bradley réélu maire de Los Angeles

M. Tom Bradley a été élu, mercredi 12 avril, pour la cinquième fois (California). Agé de soixante et onze ans, M. Bradley, petit-fils d'esclaves et ancien lieutenant de police, était devenu en 1973 le premier maire noir de la ville. Il continuera donc à affronter les problèmes pratiquement insolubles qui déchirent la plus cosmopolite des cités californiennes, entre autres, celui d'une très forte recrudescence de la violence, liée au trafic de la drogue, qui a fait plus de trois cents morts l'année dernière. — (AFP.)

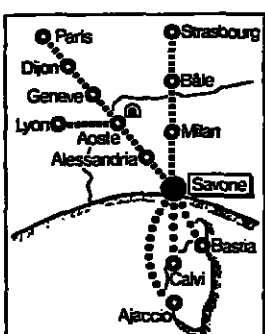
« Nomination de M. Paul Wolfowitz au poste de sous-secrétaire à la défense. — Le président George Bush a annoncé, vendredi 14 avril, la nomination de M. Paul Wolfowitz au poste de sous-secrétaire à la défense chargé des questions politiques, ce qui est dans la hiérarchie, le troisième poste le plus important au Pentagone.

Tunisie

Elargissement du bureau politique du parti au pouvoir

M. Ben Ali a porté, mercredi 12 avril, de six à dix le nombre des membres du bureau politique du Parti constitutionnel démocratique. Le premier ministre, M. Hedi Baccouche, demeure vice-président du parti, M. Abderrahim Zouari, secrétaire général, et M. Abdallah Kallal, ministre de la défense nationale, trésorier.

A MM. Abdelhamid Elcheikh, ministre des affaires étrangères, et Imel Khelil, ministre gouverneur de la Banque centrale, se joignent désormais MM. Hamed Karoui, ministre de la justice, Chadi Neffati, ministre de l'intérieur, Habib Boulan, ministre de la culture et de l'information, Mohamed Ghannouchi, ministre du plan et des finances, et Hamouda ben Siana, ministre de la jeunesse et de l'enfance. — (Corr.)



La Corse par l'Italie:
Sans soucis, sans attente.
Avec un service inégalé
à un prix...

corsica ferries

Ajaccio, Bastia, Calvi... Découvrez l'ABC d'une liberté nouvelle. La Corse sans problèmes, c'est notre affaire: vous en avez rêvé, nous y avons travaillé...



depuis vingt ans! Qualité, service inégalé, Magasins Hors-Taxe, en Saison tous les jours au départ de Savone. Pour tous renseignements: Votre agent de voyage ou

corsica ferries

Corsica Ferries • B.P. 239 • 20294 Bastia • Tel. 95.31.18.09
Minitel 36 15 • Code CORSI

Proche-Orient

ISRAËL : de retour des Etats-Unis

M. Shamir se félicite des résultats de ses entretiens à Washington

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a élevé vendredi 14 avril « une très ferme protestation » après la mort, jeudi, d'un jeune homme de dix-huit ans, tué par des gardes-frontières israéliens dans le village de Nakalin, nous indique notre correspondant à Genève, Isabelle Vichniev.

Selon le porte-parole du CICR, qui cite le chiffre de six morts, les habitants de Nakalin ont été l'objet de « provocations systématiques » de la

part des gardes-frontières, qui ont « tiré sans discrimination et retenue ».

Les Etats-Unis, pour leur part, ont demandé aux Israéliens et aux Palestiniens d'éviter les affrontements « qui provoquent des morts inutiles ». Le porte-parole du département d'Etat a, par ailleurs, déclaré que les Etats-Unis considéraient que « de nouvelles implantations de colonies ne contribuent pas à un climat qui puisse promouvoir le processus de paix ».

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le premier ministre israélien ne cachait pas un sentiment de soulagement certain : de retour d'un voyage de dix jours aux Etats-Unis qui s'annonçait des plus difficiles, M. Itzhak Shamir a parlé de « succès » et s'est déclaré « satisfait de sa prise de contact avec la nouvelle administration américaine ».

Dès son arrivée, vendredi 14 avril, il a souligné : « A la fin de cette visite, j'ai le sentiment que quelque chose a été accompli pour améliorer la dégradation de nos relations avec les Etats-Unis ». Il a constaté que sa proposition d'organiser des élections dans les territoires occupés avait, entre autres, « permis d'améliorer l'image d'Israël dans l'opinion américaine » et particulièrement au sein de la communauté juive.

M. Shamir aurait encore pu se féliciter que la journée de son retour n'ait pas été marquée, comme on le prédisait, par un regain de violence à l'issue d'une semaine riche en affrontements. A en croire des sources palestiniennes et occidentales, le bilan des graves événements de Nakalin (le Monde du 15 avril) s'est encore alourdi, et certains faisaient état, vendredi, de six ou sept morts et de plus d'une trentaine de blessés par balles.

Les services de sécurité avaient déployé un dispositif sans précédent. Jérusalem avait été coupée du reste de la Cisjordanie. Des centaines de soldats cernaient les abords de l'esplanade où pratiquement aucun jeune ne fut admis. Le filtrage était serré, ne laissant passer qu'un petit nombre de fidèles, étroitement surveillés du début à la fin de la prière.

Fidèles étroitement surveillés

C'est dans cette atmosphère que M. Shamir a lancé un « appel » aux Palestiniens des territoires pour qu'ils acceptent de participer à son projet d'élections. Il a insisté sur le fait que les Etats-Unis y avaient « favorablement réagi » mais qu'un tel scrutin ne pouvait avoir lieu dans la violence. D'habitude critiques à son égard, la plupart des commentateurs de la presse israélienne s'accordaient pour dire que le premier ministre avait marqué des points avec cette proposition et s'était dégagé d'une position diplomatique exclusivement défensive.

Au moins momentanément, M. Shamir a réussi, expliquent-ils, à mettre sous le boisseau ses différends avec Washington (sur la conférence internationale, le dialogue avec l'OLP, le principe du compromis territorial). Ce que

l'on retient, c'est qu'il y a maintenant un consensus américano-israélien pour tenter de débloquent la situation en organisant des élections en Cisjordanie et à Gaza. Elles doivent désigner une délégation palestinienne devant conclure avec Israël un accord d'autonomie pour une période limitée — « test de coexistence et de cohabitation » — avant une négociation sur le statut final des territoires.

Le chef du Parti travailliste, M. Shimon Peres, ministre de l'Economie et des Finances, n'y trouve, pour le moment, rien à redire : « Tant que les Etats-Unis prennent en considération ce projet, a-t-il dit à la radio, il faut lui laisser sa chance ».

Rituel obligé, M. Shamir a réaffirmé son opposition à tout contact, « même indirect », avec l'organisation de M. Yasser Arafat. Mais les Etats-Unis se disent convaincus qu'il n'y aura pas d'élections sans l'accord préalable de l'OLP. Et tous les observateurs à Jérusalem s'attendent maintenant que la diplomatie américaine présente à la centrale palestinienne le projet du premier ministre — « c'est clair comme le jour », estime M. Peres — et examine à quelles conditions et garanties l'OLP pourrait revenir sur son rejet initial de ce plan.

ALAIN FRACHON.

Amériques

PARAGUAY : la préparation de l'élection présidentielle du 1^{er} mai

Les paradoxes de l'après-Stroessner

ASUNCION
de notre envoyé spécial

Depuis la chute de Stroessner, la vie au Paraguay est faite de paradoxes. Les quotidiens qui étaient le plus favorables à l'ancien régime sont les premiers à en dénoncer aujourd'hui les turpitudes. C'est ainsi que le *Diario de Noticias*, qui appartenait à un ami du dictateur déchu, publie régulièrement le récit des tortures pratiquées à l'époque de la répression. Il s'écrit même, dans un éditorial, que le problème ait pu être masqué si longtemps ! Les deux chaînes de télévision ouvrent volontiers leurs journaux du soir sur le même sujet. Ni leurs propriétaires ni leurs présentateurs n'ont changé.

Le paradoxe, il est vrai, commence au palais présidentiel, puisque l'homme qui préside au démantèlement du « strossnerisme », le général Andres Rodriguez, en a été longtemps le plus fidèle soutien et l'un des principaux bénéficiaires. Des maisons de change aux *haciendas*, sa fortune est évaluée à 200 millions de dollars. Personne ne sait au juste comment il l'a gagnée. On sait seulement qu'il en a fait un usage « patriotique », puisqu'il l'a investie dans le pays.

Les raisons mêmes de sa rébellion sont suspectes. Il a sorti ses chars quelques heures après que Stroessner eut décidé de le mettre à la retraite. Qu'il ait multiplié alors les professions de foi démocratiques pouvait être mis au compte de la rhétorique habituelle aux *pronunciamentos*.

Intelligence politique

Deux mois ont passé, les libertés ont été rétablies, mais la suspicion subsiste chez certains opposants : « Rodriguez et son équipe jouent aux démocrates pour faire oublier leurs péchés », dit M. Miguel Angel Martinez Yaryes, du Parti libéral radical authentique (PLRA), la principale formation d'opposition. Nous sommes sceptiques sur ce que le général Rodriguez a fait et fera après le 1^{er} mai. Le 1^{er} mai est la date des élections générales convoquées par le président pour donner une légitimité à son gouvernement.

De telles réactions sont compréhensibles après trente-cinq ans d'un régime qui a pratiqué plusieurs fois l'« ouverture », pour mieux manier ensuite le marteau. Mais le premier moment d'enthousiasme, l'heure est à un optimisme modéré. On compte davantage sur les vertus dialectiques de la libéralisation que sur les intentions réelles des nouveaux dirigeants.

Les droits essentiels — d'expression, de réunion — ont été restaurés. Le principal quotidien d'Asuncion, *ABC color*, interdit il y a cinq ans, a repris sa parution. Le radio indépendant Nanduti émet de nouveau, après avoir cessé ses émissions pour cause de sabotage gouvernemental. Les partis proscrits ont été légalisés, à l'exception du PC. Les radicaux authentiques ont ouvert dans les beaux quartiers une Maison de la liberté qui fait pendant à la Maison du peuple du Parti fédériste, de filiation social-démocrate, la seule formation d'opposition qui était tolérée.

Comme le Brésil, le Paraguay possède maintenant un Parti des travailleurs, d'inspiration trotskyste. Ses mouvements sociaux ne sont plus réprimés. Un peu partout, les paysans sans terre protestent contre une concentration foncière qui s'est beaucoup accrue ces dernières années : moins de 1 % des exploitants possèdent 80 % des surfaces agricoles. Les manifestations se succèdent à Asuncion, sans se heurter à la police ou aux commandos de l'officiel Parti Colorado.

« Et sans qu'aucune vitre soit brisée », dit M. Carlos Romero Pereira, ancien dissident du coloradisme, qui a réintégré la direction de son parti, et qui voit dans le pacifisme des manifestations populaires la preuve que « le Paraguay est mûr pour la démocratie », contrairement à ce qu'affirmaient les anciens gouvernements.

M. Romero Pereira n'est pas un ingénu. Il estime néanmoins que le général Rodriguez « est bien intentionné ». M. Alejandro Ladalaro, avocat d'une organisation humanitaire, le Comité des Eglises, constate avec amertume que l'appareil de répression est toujours en place, mais il croit à la sincérité du président quand celui-ci dit vouloir des élections « aussi honnêtes que possible ».

« Rodriguez est un militaire, qui gouverne comme un civil », affirme M. Demetrio Rojas, directeur du journal *Ultima Hora*. Dès son arrivée au palais Lopez, le nouveau président a reçu tous ceux qui étaient tenus, auparavant, pour des pestiférés : le chef de l'opposition, M. Domingo Laino, l'archevêque d'Asuncion, Mgr Rolon, les colorados en rupture de ban, les patrons mécontents... et les journalistes étrangers.

Il s'est montré dans des endroits où Stroessner ne mettait jamais les pieds : à l'hôpital des cliniques, par exemple, l'un des bastions de la contestation syndicale. Et à Concepcion, la ville « maudite » du Nord, que le caudillo privait de crédits pour la punir d'être un fief de l'opposition et qu'il supprimait l'an dernier de l'itinéraire préparé par l'Eglise pour le pape. Le général Rodriguez s'est même payé le luxe d'assister à une messe célébrée par l'évêque local, Mgr Maricevich, considéré comme un personnage sulfureux par ses prédécesseurs. Autant de gestes de bonne volonté et d'intelligence politique, une qualité qui ne lui a pas fait défaut dans le passé.

L'une des surprises du patsch du 2 février tient à l'attitude de l'armée, qu'on croyait fermement tenue en main par Stroessner. En fait, le général Rodriguez l'avait retournée depuis longtemps en sa faveur, dans la guerre sourde qui l'opposait au président et à son entourage. Les officiers lui avaient gré d'être resté un soldat, de passer ses semaines à la caserne, de ne pas mener la *dolce vita* que lui permettait sa fortune. Tel n'était pas le cas de l'homme choisi pour successeur par Stroessner : son fils aîné, Gustavo, colonel sans prestige, décrié pour ses « mauvais moeurs », plus occupé par les racket familiaux que par son métier.

Autant que les motivations d'un général, l'évolution de l'armée a contribué à la chute du dictateur. « La corruption ne profitait qu'aux généraux. Elle indisposait les autres officiers. Ce sont les colonels qui ont poussé Rodriguez au « golpe » [coup d'Etat]. Il existe dans l'armée un important courant favorable à la démocratie », affirme l'écrivain Ruben Barreiro Saguier, qui a quitté son exil parisien pour passer quelques semaines au pays.

Les opposants ne sont pas tous de cet avis. Ils disent que les militaires ne changeront que le jour où ils quitteront la vie politique. Ils disent aussi que la légitimité du nouveau régime ne résultera pas des prochaines élections, mais d'un accord avec eux, pour modifier la Constitution et la loi électorale.

Un scrutin joué d'avance

Le scrutin du 1^{er} mai, en effet, est joué d'avance. Tout le monde sait que le général Rodriguez sera confirmé à son poste, et que le Parti Colorado gagnera — comme il en a l'habitude — la majorité au Parlement. La « révolution libératrice » n'a pas modifié la loi électorale sous le régime précédent, qui prévoyait que le parti arrivé en tête disposait de deux tiers des sièges, le tiers restant étant partagé entre les autres formations.

L'opposition part en effet avec un handicap insurmontable : trois mois pour se faire connaître et s'organiser, c'est peu, après tant d'années d'abstinence forcée. Elle l'a répété sur tous les tons depuis février. Elle

a menacé de boycotter les élections si celles-ci n'étaient pas ajournées. Elle y a renoncé en constatant que « les Paraguayens voulaient voter ». L'électorat, démocrate-chrétien, radical authentique, partent au combat en sachant que les dits sont pipés. Leurs adversaires colorados possèdent les locaux, l'argent, les fonctionnaires, les municipalités. Les listes électorales qui serviront le 1^{er} mai sont celles qui ont permis de faire voter les morts ou les absents quand il fallait à Stroessner 90% des voix, et qui ont donné au parti officiel, dans certaines localités, plus de suffrages qu'il n'y avait de votants.

De nouveaux électeurs ont pu s'inscrire, malgré tout. L'opposition a disposé d'un mois pour porter sur les listes ceux de ses sympathisants qui n'y figuraient pas. Mais les fonctionnaires colorados chargés du travail font de l'obstruction. On parle de nouveau de « fraude ». Les élections ne seront peut-être pas truquées, mais précédées de trop d'irrégularités. Le mieux, expliquent certains opposants, c'est de se préparer pour l'échec d'après.

Libéralisation et privatisation

A cette idée, M. Domingo Laino bondit. Le président du PLRA dit qu'il va à la bataille pour gagner. Ses démentis avec le dictateur l'ont fait connaître de ses compatriotes. Candidat à la présidence, il mesure aujourd'hui sa popularité. « Nous grimpons dans les sondages », dit-il. Le gouvernement a peur. « Sans doute son parti n'a-t-il pas de programme, car il a été « pris de court » par les événements. Mais nous avons des groupes d'intellectuels qui travaillent sur divers sujets ».

C'est vague. Assez vague pour faire dire, aux supporters de la « révolution », qu'il vaut mieux laisser le général Rodriguez gouverner. D'autant qu'il est le seul à pouvoir tenir l'armée. Les ministres chargés de l'économie ont d'ailleurs fait, depuis deux mois, du bon travail. Ils ont adopté le taux de change unique, mesure réclamée depuis longtemps par le patronat. Le système de taux multiples en vigueur auparavant permettait à la Banque centrale de confisquer une partie des recettes à l'exportation. Le producteur était pénalisé, l'investisseur étranger découragé. Libéralisation et privatisation sont les deux mots d'ordre du nouveau gouvernement. L'Etat colorado se mêlait de tout : il faisait du ciment, de l'acier, de l'essence, de l'alcool, voire des équipements sanitaires. « C'était une source de corruption », dit M. Miguel Abdon Saguier, autre dirigeant du PLRA. La politique du général Rodriguez correspond donc à la philosophie libérale du principal parti d'opposition. « D'une société fermée, on passe à une société ouverte », affirme un diplomate étranger.

C'est tout le sens de l'aggiornamento en cours au Paraguay.

CHARLES VANHECKE.

PÉROU Programme commun de la droite pour l'élection présidentielle

LIMA
de notre correspondante

Les dirigeants de trois partis de droite ont annoncé, vendredi 14 avril, un programme de coalition pour l'élection présidentielle prévue en mars 1990.

Le Front démocratique, Fredemo, regroupe le Parti libéral action populaire (AP) de l'ancien président Fernando Belaunde (1963-1968 et 1980-1985), le Parti populaire chrétien (PPC) de Luis Bedoya Reyes, et le mouvement « Libertad » de l'écrivain Mario Vargas Llosa. Les trois dirigeants ont signé les accords de base d'un programme commun.

M. Vargas Llosa a annoncé que le nom du candidat du Fredemo pour la présidence sera proclamé le 28 mai, une fois que les trois partis auront organisé chacun leur congrès. Celui de « Libertad » a débuté vendredi dans une atmosphère euphorique et un décor très moderne. Depuis plus d'un an déjà, les partisans du romancier scandent le slogan : « Ça se sent, ça se sent ! Mario président ! ».

Les congrès de l'AP et du PPC risquent d'être plus boueux. Les militants et même certains dirigeants de ces deux formations, continuent à proclamer leurs leaders respectifs comme tête de liste du Fredemo. Ceux-ci ont pourtant renoncé, sachant pertinemment que la viabilité de la coalition n'est possible que si elle est présidée par un tiers.

N. B.

NICARAGUA Un observateur de l'ONU pour surveiller le processus des réformes

Un représentant des Nations unies était attendu samedi 15 avril au Nicaragua. Ce pays avait en effet récemment demandé à l'organisation internationale d'envoyer des observateurs pour surveiller le processus des réformes démocratiques et la campagne pour l'élection présidentielle prévue en février 1990. Un porte-parole de l'ONU, M. François Giuliani, a déclaré que l'organisation se prononcerait définitivement sur cette demande à la fin mai, après avoir examiné en détail les réformes adoptées par le Parlement nicaraguayen. M. Giuliani a précisé que l'observateur de l'ONU, M. Michael Stopford, aurait durant son séjour à Managua des contacts « avec toutes les parties concernées ».

Les Etats-Unis se sont, pour leur part, inquiétés du refus du gouvernement sandiniste de négocier avec l'opposition la réforme du code électoral et de n'organiser un débat qu'au Parlement. Le Nicaragua s'était engagé, le 14 février dernier, envers le Salvador, le Guatemala, le Costa-Rica et le Honduras à tenir des élections le 25 février 1990 et à libérer le code électoral et la législation sur la presse d'ici au 25 avril prochain. — (AFP).

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

NOUVEAUX TARIFS
"SUPER-LOISIRS" POUR TOUS
PARIS-MARSEILLE
660 F

Je me demande ce que je fais dans cette annonce, les tarifs sont tellement bons, tout le monde peut voyager.

"Bonne nouvelle pour tous les Français : les nouveaux tarifs 'super-loisirs' Air Inter, tout le monde sans exception peut voyager à prix exceptionnellement bas. Il suffit de prendre un billet aller-retour sur les vols bleus désignés, de passer la nuit du samedi au dimanche sur place et de ne pas prolonger votre séjour au delà de 21 jours. Bon voyage et excellentes économies à tous (sauf moi)." Renseignements et réservations : Air Inter Paris : 45 39 25 25 ou votre agent de voyages.

AIR INTER
MAIS L'AVION N'EST PAS EN RETARD

Politique

La préparation des élections européennes

M. Giscard d'Estaing : « Notre liste sera celle des unionistes pour la France et pour l'Europe »

M. Valéry Giscard d'Estaing ne perd pas de temps. A peine avait-il obtenu, jeudi 13 avril, la confirmation du rôle qu'il aura à jouer comme tête de liste UDF-RPR pour les européennes que l'ancien chef de l'Etat multipliait indications et petites phrases sur l'organisation de sa campagne et son dessein personnel. Dans le même temps, les « rénovateurs » précisaient leurs intentions.

Le président de l'UDF n'a guère surpris en affirmant, le vendredi 14 avril, que la présidence du Parlement européen de Strasbourg l'intéressait, lui qui est « très impliqué dans cette affaire européenne ». Reste à savoir comment cette vue serait éventuellement conciliable, le moment venu, avec les rapports de forces au sein de l'Assemblée des Communautés européennes renouvelée et les impératifs d'alternance « nationales » à cette présidence (déjà successivement dévolue depuis 1979 par M. Simone Veil et par M. Pierre Pflimlin).

M. Giscard d'Estaing, en déplacement vendredi en Touraine, a indiqué, dans un entretien accordé au quotidien *la Nouvelle République du Centre-Ouest*, et confirmé, plus tard, au cours d'une réunion publique, que sa liste s'appellera « Les unionistes, les unionistes pour la France, les unionistes pour l'Europe ».

Le député du Puy-de-Dôme a, d'autre part, indiqué qu'il aura deux directeurs de campagne : MM. Alain Madelin, ancien ministre, secrétaire général du Parti républicain, et Alain Juppé, lui aussi ancien ministre, secrétaire général du RPR et qui doit figurer en deuxième position sur la liste « unioniste ».

M. Giscard d'Estaing compte mener une campagne « d'abord régionale », relayée par des comités de soutien régionaux. Il souhaite se rendre dans les vingt-deux régions métropolitaines « car il y a une relation entre la région et l'Europe ».

Dans le même temps, l'ancien président de la République a reçu le soutien de « quatre-vingt-deux jeunes élus de l'opposition, membres de la

génération Europe », qui « souhaitent que s'organise maintenant le rassemblement le plus large autour de la liste commune RPR-UDF ».

L'avenir

Pendant ce temps, la controverse déclenchée par l'initiative des « rénovateurs » continue. M. Madelin s'en est pris, vendredi sur TF1, à ces « rénovateurs » qui « ont perdu la bataille des européennes depuis le début ». Il a aussi regretté que « toute cette agitation politique se fasse sur le dos de l'Europe », incitant ses « amis » Michel Noir, Alain Carignon et Charles Millon, tous « rénovateurs », à ne pas faire « la grève de l'union (...) la grève de l'Europe (...) la grève de la campagne ».

De leur côté, les « rénovateurs » continuent à s'organiser et à dresser des plans pour l'après-18 juin. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *le Point* parusant lundi, l'un d'eux, le député RPR des Vosges Philippe Séguin, décrit les structures de ce qui pourrait être ultérieurement une grande confédération

de la RPR et de l'UDF. Cette nouvelle organisation devrait avoir, selon M. Séguin, trois niveaux : « A la base, que tous ceux qui se reconnaissent dans l'opposition soient consultés, notamment à l'occasion de l'élection présidentielle. Dans les partis (...) doit se mettre en place une organisation démocratique reconnaissant les tendances et les laissant s'exprimer. Leur rôle serait de s'occuper des élections locales et de la réflexion. »

Le troisième niveau, destiné à « transcender et représenter les partis », pourrait être constitué de « deux chambres, l'une ayant le pouvoir de décision avec tous les membres de l'union, l'autre ayant un rôle de conseil avec les représentants des partis ». « Quant aux dirigeants de cette union, ajoute M. Séguin, désignés en dehors des partis et ayant coupé tous les liens avec eux, ils choisiraient les candidats aux élections nationales, définiraient la stratégie commune et les programmes. » « Pendant un référendum de ce vaste ensemble le maire d'Epinal propose, pour commencer, d'organiser un courant appelé « Union et Rénovation ».

M. Le Pen espère améliorer son score du scrutin présidentiel

Aux élections européennes de 1984, M. Jean-Marie Le Pen avait mené campagne sous son slogan habituel : « Les Français d'abord ! ». Cinq ans plus tard, le président du Front national a remis la formule au goût du jour en se prononçant pour « la France française dans une Europe européenne ».

C'est dans le jardin de sa propriété du parc de Montreuil à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) que M. Le Pen, en présence de l'état-major de son mouvement, a lancé sa campagne européenne, vendredi 14 avril, avec le secret espoir de dépasser son score présidentiel (14,39 %) et d'osciller entre 15 % et 20 % au soir du 18 juin.

Les sondages actuels, auxquels il ne croit pas, créditent la liste qu'il conduit de 9 % à 11 % des intentions de vote. Le dirigeant d'extrême droite, qui avait été, en 1984, avec neuf autres de ses collègues (1), prévoit un doublement de la représentation du groupe des droites européennes qui compte actuellement seize membres (neuf Français, cinq Italiens, un Grec et un Irlandais du Nord).

Alors qu'il est acquis que M. Valéry Giscard d'Estaing conduira une liste RPR-UDF privée de centristes, M. Le Pen a d'emblée concentré sa première attaque sur le parti chrétien dans le but d'en séparer les électeurs. « Le RPR a abandonné le gaullisme, a-t-il dit, pour se rallier à une Europe technocratique et cosmopolite, à une Europe ouverte aux quatre vents. Le RPR a choisi le 18 juin pour trahir de Gaulle. » Sans être vraiment qualifié pour se réclamer d'un général qu'il combattit violemment, M. Le Pen cherche ainsi à se présenter comme porteur de la communauté des valeurs gaullistes : « Nous refusons l'Europe à vocation mondialiste et sommes plus près de la conception du général de Gaulle que celle de Jean Monnet commune aux socialistes, au RPR et à l'UDF. » Il veut se battre pour « une Europe des nations et des peuples » que pourrait ne pas venir M. Michel Debré et il refuse « l'européisme des européistes » dont la seule vocation, selon lui, est d'ouvrir « la voie du mondialisme ». Conséquence logique du rejet de tous ces « sinistres » dont le président du Front est fiand : « L'Europe doit avoir une frontière entrante, définie, contrôlée, défendue. » Si M. Le Pen est parvenu d'un « cadre confédéral », il ne veut voir ni la Turquie ni le Maroc ni les pays « neutres ou neutralistes » dans cette Europe qui est « non seulement nécessaire à la France mais aussi à la paix du monde ».

Cette vision incite le dirigeant d'extrême droite à rejeter « la maison commune de Gorbachev » qu'il baptise « Europe sans frontière ». Pour autant, ainsi qu'il le reconnaît dans un entretien avec *National-Hebdo*, M. Le Pen suggère que « les déclarations électorales de l'équipe Gorbachev » ne sont pas que de la poudre aux yeux. « Je pense qu'il se passe quelque chose en URSS », confie-t-il à cet hebdomadaire.

Créer un « milieu de résistance au socialisme »

« La volonté de nos électeurs, leur fidélité doit nous permettre de dépasser les quatre millions et demi de voix de la présidentielle », assure l'ancien député de Paris, en promettant une troisième place à sa liste derrière celles de M. Laurent Fabius et de M. Giscard d'Estaing, et devant celles de M. Antoine Waechter (Verts), M. Philippe Herzig (PCF) et des centristes. Ainsi serait créé, selon lui, « le milieu de résistance au socialisme » qui est le rôle de l'UDF, profondément ébranlé par leurs échecs successifs et désigné par leur stratégie d'exclusion, d'être la volonté d'opposition véritable et la stratégie de reconquête du pouvoir ».

Personne ne saura vraiment avant le 21 mai, la veille de son passage à l'Assemblée nationale, si M. Le Pen a discuté, en assemblée plénière à Strasbourg, de la demande de levée d'immunité parlementaire dont il est l'objet — qui figure parmi les éligibles de la liste du FN. Un membre de son entourage confie que M. Le Pen « choisira entre les quatre premiers ».

Lui affirme que chacun des membres du bureau politique a été invité à lui soumettre une liste. Si le président du Front ne veut livrer aucun nom pour ne chagriner personne, on peut raisonnablement penser que derrière lui M. Maurice Lédoux, président de l'Association des Français d'Europe, et M. Charles de Chambrun, seul maire FN d'une ville moyenne (Saint-Gilles, Gard), seront bien placés ainsi que MM. Jean-Marie Le Chevallier, Bernard Antony dit « Romanin Marie » et Roland Gauthier, directeur de *National-Hebdo*, parlementaires européens sortants.

O.B.

(1) Parmi les dix élus en 1984, Michel de Cusset (2) et Jean-Pierre Schibois (3) sont décédés. M. Olivier D'Ormesson (4) a donné sa démission du FN et a rejoint le CNI. M. Dominique Chabrie a démissionné de son mandat européen. A l'exception de M. D'Ormesson, qui a conservé son siège, les trois autres parlementaires ont été remplacés par MM. Gilbert Devaux, Roland Gauthier et Roger Palmieri.

A la télévision, le feuilleton de la crise — La leçon du maître

Chaud, chaude, la télé ! La crise dans un feuillet. En direct. Comme si vous y étiez ! Appels, tensions, ruptures, supplices, gifles, pardon... De mémoire de téléspectateur, rarement le petit écran nous avait permis de suivre d'aussi près une tempête politique.

Valéry Giscard d'Estaing, mercredi 5 avril, lance sur TF1 un appel à « ces jeunes qui veulent le renouvellement ». Simone Veil, le jeudi, annonce sur A2 son ralliement à une liste des cadets. Alain Juppé, vendredi, évoque sur la même chaîne l'exclusion. Les caméras, samedi, font une entrée remarquée au conseil national du RPR, tandis que, dimanche soir, alors que Charles Millon s'explique sur A2, Dominique Baudis, sur TF1, provoque l'événement en braquant des yeux doux sur le télé-écran, et en lançant au-dessus de son tête un « appel très sincère » à Valéry Giscard d'Estaing. Le lendemain, le mariage continue qui voit Alain Madelin et Alain Juppé user de la même technique et lancer à leur tour des messages per-

sonnels : le premier à Simone Veil, le second aux rénovateurs... A qui le tour de week-end ?

« On verra », dit Michèle Cotta, directrice de l'information sur TF1. Nous choisissons nos invités à chaud, en situation et en fonction de l'événement. Une règle d'or pour tous les secteurs de l'information. Peut-être pas si vieille pourtant, en matière politique, traditionnellement plus sensible et soumise aux pressions... « La teneur de la « Voix de la France » est révélateur, affirme Michèle Cotta. Si la télévision a, de façon orientée, joué un tel rôle dans cette crise, c'est sur le coup de deux facteurs : l'émotion d'une nouvelle génération de journalistes politiques, percutants et dynamiques, capables de traiter de politique avec la même liberté de ton que dans n'importe quel autre autre secteur. Et l'arrivée d'une nouvelle génération d'hommes politiques hostiles à la langue de bois, et conscients qu'un discours fort et concis de trois minutes dans le journal de

20 heures vaut mieux qu'une émission longue et à haut risque, à laquelle ils ne peuvent encore prétendre ».

Le but de ces interviews express en plateau dans la grande-messe du 20 heures ? « Obtenir une petite phrase, provoquer des déclarations, faire avancer le débat », répondent unanimes les responsables de grands journaux télévisés, sans toutefois être dupes.

« Le jeu est ambigu, admet en effet Alain Wiedler, rédacteur en chef du 20 heures d'Antenne 2. Les journalistes cherchent le scoop et le leader politique travaille à faire passer un message. L'interview en plateau naît donc d'un rapprochement d'intérêts, une rencontre entre notre curiosité journalistique et l'opportunité politique qu'elle représente pour le leader ».

La compétition est âpre entre les rédactions qui se disputent la poignée d'interviewables en variant les arguments : la masse d'audience (qui avantage TF1), la spécificité des publics (qui exige

l'alternance des supports), la courtoisie (qui impose un traitement équitable des chaises), le fair-play (qui donne priorité au premier demandeur), les relations personnelles, etc. Mais chaque état-major ou dirigeant politique a d'avance une petite idée de son « plan médias ».

« Un plan qui privilégie la télévision, note Alain Wiedler, au détriment de la conférence de presse traditionnelle, de plus en plus perçue comme un exercice ingrat, difficile et inutilement périlleux ».

Le style Giscard, en tout cas, a fait des émules. Ton grave et posé, visage face à la caméra, communication les yeux dans les yeux, Dominique Baudis, qui a tout de même fait ses classes comme présentateur à la télévision, l'a prouvé, l'autre soir, avec quelque talent. Et le bilan est cruel : « Car l'heure est arrivée où le maître est battu à son propre jeu par ses jeunes élèves », constate Michèle Cotta.

ANNICK COJEAN.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

LES caciques de la politique ont peut-être raison de se méfier des rénovateurs de tout poil : la rénovation, on voit où elle commence, mais on ne sait pas jusqu'où elle ira !

Elle a ses héros, qui prétendent dépasser les clivages de l'opposition. Ne faudrait-il pas aller plus loin ? Voici un auteur qui se fait le chantre d'une rénovation plus large et qui tente de lui donner un contenu. « La rénovation de notre vie politique, c'est-à-dire la rénovation de la droite comme de la gauche, est indispensable pour aboutir à la réconciliation des Français », écrit Gérard Montassier dans *Nouveaux Conquérants*. Car cette réconciliation, déjà inscrite dans les faits, est elle-même indispensable dans la perspective européenne : il suffit donc de la traduire dans nos comportements politiques et notre vie publique.

L'auteur, énarque devenu diplomate, qui se réclame de la droite libérale dans la filiation giscard-barrista, a fréquenté les allées du pouvoir, notamment comme directeur du cabinet de Michel Guy, ancien ministre de la culture, puis comme secrétaire du Haut Conseil de l'audiovisuel auprès de Raymond Barre, premier ministre. Cela nous vaut quelques portraits, notamment celui de Valéry Giscard d'Estaing, et des anecdotes sur la vie des cabinets ministériels qui agitent une double critique : celle de la droite conformiste et sans dessin ; celle d'un socialisme qui serait mort avant d'accéder au pouvoir. Rendons justice à Gérard Montassier, il ne se contente pas de renvoyer des à dos la gauche et la droite, « ces enfants jumeaux de l'histoire », au nom d'un centisme occultin et salvateur. Il juge les deux camps à la lumière des insuffisances qu'il leur reproche et des succès qu'il leur reconnaît, et il tente de cerner les valeurs et les orientations qui, selon lui, sans que ni l'un ni l'autre renonce à ce qu'il est, puissent créer les conditions d'une « véritable ouverture ». Ou, si l'on préfère, d'un code de

conduite qui ne liquiderait pas le clivage entre la gauche et la droite mais serait de nature à « transformer leur relation et à atténuer l'affrontement ».

Cette hypothèse de travail suppose, estime Gérard Montassier, l'existence d'un centre droit autonome représentant environ 15 % de l'électorat. Pour que l'entreprise de rénovation réussisse et s'égarie par contagion, il faut que l'un des deux camps en présence s'y lance. L'auteur pense — et il n'est pas le seul apparemment — que son actuelle cure d'opposition devrait y prédisposer la droite.

D'autres alternatives

Quel contenu aurait cette rénovation ? En matière d'institutions, de défense, de construction européenne, de politique étrangère, les voies sont, estime-t-il, tracées depuis longtemps. Il reste, selon lui, « une lacune béante, l'absence d'une politique sociale de la droite qui soit autre chose que quelques idées volées à la gauche ou un catalogue de mesures hétéroclites, une politique qui soit enfin un véritable dessin de société ». L'auteur en évoque les contours en se fondant sur les valeurs de liberté et de solidarité qui donnent la primauté à l'individu et affirment « les devoirs envers autrui et la société ». Il souligne la part qui devra être faite à l'éducation et à la culture, et celle que la France devra prendre à la mise en œuvre de la fédération européenne. Le prix à payer est celui de l'affranchissement « des derniers vestiges de l'ordre social et moral du vingtième siècle » en optant pour « l'esprit de conquête ».

Ce genre de réflexion explorant de « nouvelles alternatives »

n'est pas isolé en ce moment et, après avoir constaté en 1988 « un amoncellement de positions qui déplaçaient les formes traditionnelles de l'affrontement politique », la revue *Esprit* a estimé qu'il convenait de prendre en compte dans le débat public ces « nouvelles tentatives ». Aussi est-ce cette préoccupation qui a inspiré l'organisation de son numéro spécial sur « La France en politique 1989 », le deuxième du genre dont l'objet est de « jeter un regard rétrospectif sur le passé immédiat », mais, ajouta-t-on, avec une curiosité prospective.

Les diverses contributions analysent, discutent et mettent en perspective certains des phénomènes et des problèmes qui ont marqué 1988, une année très politique, du moins très électorale.

Après les va-et-vient de l'alternance, on peut se demander, on se demande, à quoi se réduit la politique aujourd'hui, sinon « à gouverner à la marge » ? Telle est, par exemple, l'une des questions examinées et débattues dans ce numéro d'*Esprit*. La censure en ce domaine de l'Etat-nation France sera-t-elle compensée au niveau européen, lieu futur des nouvelles alternatives ?

La grève des urnes (l'abstention), le déclin du PC, l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, la fonction de l'Opéra, la venue des Jeux olympiques d'hiver à Albertville, figurent dans cet électrique inventaire. On en retiendra, aussi, la sévère remise en question du consensus sur la « mythe » de la qualité du système français de santé et de Sécurité sociale, et le regard aigu porté sur les dernières tribulations du capitalisme d'Etat, dont les enseignements ne seraient pas si négatifs. A condition, évidemment, d'en tenir compte.

* *Les Nouveaux Conquérants*, de Gérard Montassier. Plon, 190 pages, 80 F.
« La France en politique 1989 », *Esprit*, 212 pages, 68 F.

La formation des hauts

« La création d'un troisième concours d'entrée à PENA nous déclare



Lorsque M. Mitterrand a reçu M. René Lenoir après sa nomination en mai 1988 comme directeur de l'Ecole nationale d'administration il lui a notamment demandé d'envisager une ouverture plus grande de l'accès à cette école.

La création d'une « troisième voie », en 1983, par M. Antoine Le Pors, secrétaire d'Etat à la fonction publique du gouvernement Mauroy, et sa suppression par le gouvernement Chirac, en 1987, avaient donné lieu à de très vives polémiques et entraîné des réactions contradictoires.

M. Lenoir, seulement muni de l'indication très générale que lui avait fournie le président de la République, s'est aussitôt mis au travail. Le texte qu'il a élaboré est désormais prêt et, selon lui, il pourrait s'exprimer un seul article de loi qui lui serait rédigé. « Il est ouvert un nouveau concours d'entrée à l'Ecole nationale d'administration » et renvoyer à des décrets d'application que la direction générale de la fonction publique mettrait en œuvre au point. M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, a d'ailleurs déclaré, au cours de la séance de « Questions-cribles », du

jeudi 6 avril, à l'Assemblée nationale, que cette réforme pourrait être examinée « peut-être dès cette session », par le Parlement. Si elle était aussitôt mise en œuvre, l'ouverture élargie de l'Ecole pourrait ainsi se réaliser concrètement dès le concours de septembre 1990.

M. Lenoir, pour expliquer la solution qu'il a choisie, nous a déclaré : « Il y a deux moyens possibles pour élargir le recrutement de l'Ecole : baisser le niveau du concours ou élever le niveau des candidats ». Et il estime que M. Le Pors a choisi la première de ces possibilités en créant pour les nouveaux « énarques » de la « troisième voie », tout à la fois « un concours spécial, une scolarité spéciale, un classement de sortie spécial et des postes spécialement réservés pour eux dans l'administration ». Ces dispositions étaient donc, selon lui, contraires non seulement aux conceptions qui ont présidé à la fondation de l'Ecole en 1945 mais, aussi, au principe posé dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen qui dispose dans son article 6 que tous les citoyens sont « également admissibles » à tous les emplois publics « selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents ».

C'est pourquoi M. Lenoir, qui préfère parler de « troisième concours » plutôt que de « troisième voie », explique que celui-ci sera du même niveau que les actuels concours réservés aux étudiants et aux fonctionnaires. Il sera accessible à tous les postulants diplômés ou non, justifiant de six à huit ans d'activité professionnelle. Ce critère beaucoup plus large que celui de la loi Le Pors permet ainsi d'inclure notamment la catégorie limitativement prévue par celle-ci (responsables syndicaux, élus locaux, animateurs d'associations). Pour M. Lenoir « l'Ecole moderne a intérêt à diversifier l'origine sociale et géographique de ses hauts fonctionnaires, pour réduire la distance entre l'administration et le reste de la société en tirant profit d'expériences et de sensibilités différentes ». M. Lenoir, inspecteur général des finances, lui-même énarque de la promotion Félix Eboué de 1954, assure : « S'il est toujours possible de ne pas faire de la possession de diplômes une condition d'accès à une fonction, il n'est jamais permis de faire abstraction des connaissances requises pour l'exercer ».

Politique

Les fonctionnaires de Corse poursuivent leur grève

La CGT, relayée par le PCF, pousse les feux

Tandis que les assemblées générales de fonctionnaires qui se sont réunies vendredi 14 avril en Corse ont confirmé la reconduction de la grève décidée la veille par les inter-syndicaux et les premières assemblées du personnel gréviste, la CGT, relayée maintenant par le PCF, pousse les feux pour « nationaliser » le conflit, voire en faire un trébuchet. Encore qu'il semble que ce soient les unions locales CGT qui aient demandé à leur confédération de leur manifester un soutien plus ferme.

Après un rassemblement lundi à Ajaccio, la centrale de M. Henri Krasucki organise une journée nationale d'action, mardi, avec des manifestations, notamment à Paris, de la gare Montparnasse au métro Chambre des députés. M. Krasucki a stigmatisé vendredi « les déclarations et le comportement inadmissible du premier ministre », et ajouté que : « Après plus de huit semaines de grève avec un tel soutien populaire (...), la désobéissance et l'insubordination du gouvernement n'a sont que plus scandaleux. » M. Krasucki a conclu : « Que moment de partout tout à la fois l'exigence revendicative des salariés de toutes les branches et le soutien aux courageux travailleurs corses. » Le syndicat CGT de la Haute-Savoie avait devancé ce

mot d'ordre en demandant, dès mercredi, le classement du département en zone zéro.

L'Humanité de samedi prend le relais de la CGT et amorce une polémique avec le gouvernement à propos de la Corse. La une du quotidien du PCF est barrée par un titre : « Le gouvernement a assez tergiversé avec la Corse ; il faut savoir payer les hommes. » Il s'agit d'une réponse à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des Finances, qui avait lancé vendredi sur France-Inter : « Il faut savoir terminer une grève. »

Le même jour, sur RFI, M. Michel Durafour, ministre d'État, ministre de la fonction publique, a lui aussi affirmé : « Il faut maintenant savoir sortir d'une grève. » Cependant, M. Durafour a reconnu que le gouvernement aurait dû tenir compte du « phénomène » suivant : les syndicats corses « n'ont pas les mêmes pratiques de la négociation » que ceux du continent. « Peut-être les confédérations syndicales pourraient-elles nous aider », a-t-il ajouté.

Le paiement des jours de grève

En dehors de la CGT, les organisations nationales cherchent plutôt

l'apaisement (le Monde du 15 avril) mais critiquant le gouvernement et lui demandant de reprendre le dialogue. M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, a ainsi, vendredi à Commeny (Allier), lancé un appel au gouvernement : « Il faut négocier de façon solennelle avec les syndicats, pour isoler ceux qui font une grève politique », précisant : « Si, aujourd'hui, le gouvernement négocie les conditions dans lesquelles les jours de grève vont être ou ne pas être payés, il y a possibilité d'accord et les troubles cesseront dans les quarante-huit heures. »

De fait, les pouvoirs publics tentent maintenant de définir les conditions de sortie du conflit et d'ouvrir la voie aux tables rondes. Jeudi, nous signalons notre correspondance à Bastia, le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Boucand, a écarté le risque de réquisition des personnels, « qui est de la compétence du gouvernement et ne semble pas à l'ordre du jour ». A propos de la négociation sur les jours de grève, M. Boucand a indiqué : « Des instructions sont données dans le sens du dialogue et de l'apaisement. »

Vendredi, M. Durafour a rappelé que « le gouvernement est prêt, à tout moment, à discuter d'une reprise du travail en Corse et du pro-

blème de la récupération des jours de grève et du paiement de l'indemnité compensatrice de transport ». Le ministre a aussi précisé que M. Michel Prada, responsable des tables rondes souhaitées par M. Rocard, « est prêt à intervenir dès demain matin si les conditions sont réunies, liberté de fonctionnement normal des administrations corses, c'est-à-dire reprise du travail ».

Président RPR de la région Corse, M. Jean-Paul de Rocca Serra a dénoncé, vendredi, les « déclarations dangereuses » du premier ministre, mercredi, à l'Assemblée, et lancé : « Si le gouvernement espère que les grévistes vont mettre un genou à terre, il se trompe. »

A Ajaccio, l'Association A Riposta a souligné que « le règlement du problème corse passe par la libération de tous les détenus politiques corses », en évoquant le cas de douze militants nationalistes condamnés ou prévenus.

A Paris, la LCR (trotskiste), a affirmé jeudi que M. Rocard « doit céder et trouver face à lui la solidarité de tous les travailleurs du pays ».

Le conflit social provoque des difficultés dans la majorité municipale de gauche à Bastia

BASTIA
de notre correspondant

L'unanimité des quarante-trois membres du conseil municipal de Bastia, réuni, jeudi 13 avril, sous la présidence de M. Emile Zuccarelli, nouveau maire et député MRG de Haute-Corse, s'est réunie pour condamner, comme l'a fait le maire, les « éléments incoercibles » qui ont voulu enlever le « sacre clair et digne » de la manifestation syndicale de mercredi. Même unanimité pour s'engager sur le principe de l'« attribution au personnel communal d'une indemnité de transport identique à celle dont pourraient bénéficier les personnels de la fonction publique ».

Il n'en a pas été de même, après la déclaration du conseiller communiste, M. Francis Rinaldi, qui a dénoncé l'« attitude irresponsable et provocatrice du gouvernement d'interrompre les négociations avec les syndicats alors qu'ils commencent une phase active ». Réaction immédiate du troisième adjoint au

maire, le socialiste M. Laurent Croc : « La cohésion politique de la majorité communale n'est pas respectée par les communistes. Nous considérons donc que l'accord municipal d'union du PS avec le PCF et le MRG est rompu ! »

Crise municipale à Bastia ? « Un geste d'humeur compréhensible, mais que chacun oubliera lorsque le dialogue social aura repris », concluait, sereinement, M. Zuccarelli, avant de lever la séance.

Cet épisode traduit le difficile et subtil rapport de forces politique de l'île, rapport de forces sur lequel pèse le conflit social. Le PC, qui depuis huit semaines, manifeste régulièrement aux côtés des fonctionnaires grévistes, soutient davantage la CGT qui fait figure de chef de file du mouvement revendicatif. L'annexion des banderoles célestes à la manifestation de mercredi en a été la démonstration d'autant plus claire que la CFDT et FO ont choisi de ne pas rompre le « front syndical » construit avec la CGT dans une « unité » quelquefois plus autocratique que syndicale.

Le MRG

Ce choix stratégique des syndicats insulaires profite, de fait, aux nationalistes, partisans d'une « solution globale », tout comme le gouvernement. Mais le choix « unitaire » isole davantage le PS qui doit expliquer à ses sympathisants, souvent adhérents de FO et de la CFDT, que « les surenchères conjoncturelles de la CGT ne pourront trouver de solutions éventuelles que par l'application de réformes

structurelles à définir au cours des tables rondes », proposées par M. Michel Rocard.

Le principal parti de gauche en Corse, le MRG, est resté singulièrement muet pendant les huit semaines du conflit. Le président du conseil général de Haute-Corse, le sénateur François Giacobi, et M. Zuccarelli, ne sont pas toujours montrés dans les manifestations et n'ont pris, localement, de positions claires qu'après le succès de la manifestation de mercredi. Une façon de ne pas se couper d'électeurs, collectivement irrités par les propos ministériels.

La droite, plus à l'aise que le MRG dans ce conflit - d'autant qu'il engage la responsabilité d'un gouvernement de gauche - n'a pas manqué de soutenir les grévistes en critiquant la politique de ministres si sévères à l'égard, selon une formule de M. Pierre Joxe, des « carences d'autorité et de compétence de la majorité régionale »... de droite.

MICHEL CODACCONI.

fonctionnaires

peut se faire très vite »

M. René Lenoir

En vertu de cette affirmation, le directeur de l'ENA prévoit que les candidats non diplômés pourront suivre une formation adaptée qui les mettra au niveau du concours. Plus précisément, une commission de sélection retiendra après étude du dossier et conversation un nombre de postulants quatre fois supérieur à celui des places offertes au « troisième concours ». Ils suivront, pendant un an ou deux, la même préparation que les actuels candidats au concours fonctionnaire dans l'un des dix centres spécialisés existant en France (dont trois à Paris). Durant ce stage - temps plein - ils percevront le traitement de base des élèves de l'ENA (soit environ 7 000 francs par mois) assorti, pour certains, de prêts avantageux.

Accroître le brassage

M. Lenoir, qui estime que dix à quinze postes devraient être ainsi offerts chaque année, souhaite que l'âge limite pour ces nouveaux candidats soit aligné sur celui des candidats-fonctionnaires (trente-deux ans, limite reculée d'un an par enfant à charge). Il ne doute pas que les candidats non reçus auront

obtenu une formation supplémentaire qui leur permettra sans peine de passer d'autres concours administratifs ou de valoriser leur retour dans le secteur privé. Une fois à l'école, les élèves seront placés sur le même plan que tous leurs condisciples aussi bien pour la scolarité que pour le classement de sortie et pour le choix des postes.

Cette solution, selon M. Lenoir, « accentuera le brassage sociologique, qui est déjà bien engagé. En effet, contrairement à une légende qui a la vie dure - car elle ne correspond plus à la réalité - la reproduction sociale n'existe plus ». Et il explique : « Dans les cinq dernières promotions, il n'y a eu que 5 % de fils de hauts fonctionnaires. En revanche, 20 % des reçus étaient issus de milieux modestes, dont une moitié étaient fils d'ouvriers et d'autres fils de petits paysans, d'employés ou d'artisans. »

Le projet du nouveau directeur de l'ENA, qui a déjà été approuvé à l'unanimité par le conseil d'administration de l'école et qui est soutenu par l'association des anciens élèves, ne devrait pas donner lieu à des oppositions parlementaires aussi vives que lors de la création de la « troisième voie ».

ANDRÉ PASSERON.

Dans le Puy-de-Dôme

Un « rénovateur » communiste victime d'un licenciement abusif

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Dans un arrêt du lundi 10 avril, la cour d'appel de Riom a suspendu le licenciement dont avait été l'objet, en mai 1988, M. Jean-Jacques Perrin, directeur administratif du comité d'établissement de la SNCF, militant cégétiste et ancien permanent de la fédération communiste du Puy-de-Dôme, mais candidat aux législatives de juin 1988 sous la bannière des « rénovateurs » de M. Pierre Juquin (le Monde daté 29-30 mai).

Les six membres non cégétistes du CE (sur douze), élus sous les étiquettes CFDT, FMC (Fédération maïstrale et cadres) et FGAAC (agents de conduite autonomes),

avaient contesté cette décision, qui, pour eux, constituait « une œuvre caractérisée au fonctionnement du comité d'établissement ». Le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand s'étant déclaré incompétent, ils firent appel. Les magistrats de Riom ont effectivement estimé que le secrétaire de CE, « en décidant seul, a excédé ses pouvoirs » et que le comité avait « été dépossédé sans justification de son pouvoir de décision ». Ils demandent donc un veto et, en attendant, ont suspendu le licenciement.

J.-P. R.

Communication

A Toulouse et à Bordeaux

Les débuts hésitants de la télévision locale

La télévision locale privée se cherche encore. Station indépendante ? Simple décrochage sur une chaîne nationale. Les deux formules coexistent sans qu'il soit déjà possible de dire si l'une prendra le pas sur l'autre ? A Toulouse, TLT, pionnière des télévisions locales de « plein exercice », vient de fêter son premier anniversaire sur un bilan que son opérateur, la Générale d'Images, qualifie avec prudence d'« assez encourageant ». Une étude réalisée par la CNCL en septembre dernier, l'estimait, elle, « contrastée ». Si la progression de l'initiation (45 % seulement des habitants de l'agglomération toulousaine reçoivent effectivement la chaîne) est jugée « largement insuffisante » par le nouveau directeur de la station, M. Robert Piétri, celle de l'audience est estimée plus encourageante : de 10 à 12 % d'audience cumulée en moyenne, selon un récent sondage BVA (1).

Côté programmes, le rythme de croisière n'est pas encore trouvé. La grille, composée pour l'essentiel d'un journal et de magazines thématiques rediffusés deux fois, n'occupe qu'un temps limité d'antenne. Un handicap face à des chaînes nationales émettant beaucoup plus longtemps. Aussi, TLT a-t-elle passé des accords avec TF1 et les clubs sportifs locaux pour retransmettre des matches de football et de rugby. Et la chaîne envisage de lancer sur son antenne, dès mai prochain, Toulouse-Juke-Box, le premier système de programmation de vidéos musicales à la demande. Pour 3,75 F, les téléspectateurs pourront demander par téléphone la diffusion du clip de leur choix.

Cinq vidéoclots sont en cours d'installation, qui n'attendent pour démarrer, à titre expérimental, qu'un feu vert du CSA. Un feu vert qui « ne va pas de soi », explique M. Monique Augé-Lafon, membre du conseil chargé des télévisions locales. « Il nous faut examiner si cette extension des programmes est conforme au cahier des charges et, surtout, si son mode de financement est véritablement d'intérêt public. » et compatible avec les règles existantes. Le CSA pourrait se prononcer rapidement.

Son verdict est d'autant plus attendu que Toulouse-Juke-Box permettrait de favoriser une certaine

« interactivité » entre la chaîne et son public et que TLT manque cruellement de ressources pour développer sa production propre. « Nous avons trouvé environ 6 millions de francs bruts de publicité et de sponsoring pour un budget total de dépenses d'un peu moins de 14 millions », explique M. Etienne Mallet, PDG de la Générale d'Images. Ce qui correspond, compte tenu des frais de régie, à 8,5 millions de francs de déficit. On est loin des 7 millions de pertes sur deux ans, prévues au départ et que la Générale d'Images s'était engagée à combler. TLT a été contrainte de demander une aide à la ville de Toulouse (qui vient de lui accorder 1 million de francs), ainsi qu'au département de la Haute-Garonne et à la région Midi-Pyrénées. Une solution précaire, difficile à renouveler sans compromettre l'indépendance de la station. « TLT doit absolument équilibrer dans trois ans, reconnaît M. Piétri. Faute de quoi, elle disparaîtrait. »

Equilibrer M. 6-Bordeaux n'a pas encore ce souci-là. Cette expérience de décrochage régional cinq jours par semaine est interdite de publicité. Ses deux promoteurs, la sixième chaîne et le quotidien Sud-Ouest, financent entièrement ses 3,5 millions de budget. Mais deux mois après son démarrage (le Monde du 1^{er} février), ce journal de six minutes tout en image diffusé en lien et place du « Six minutes » national, obtient déjà 7 % d'audience cumulée selon un sondage réalisé par BGR (2). Son taux de pénétration était, en moyenne, supérieur à celui de son homologue national. Un essai encourageant donc. Mais qui ne pourra être transformé, après autorisation définitive du CSA, qu'avec la création d'une nouvelle société d'exploitation une chaîne nationale ne pouvant pas contrôler une station locale. On saura alors si le cas bordelais peut faire école.

P.-A. G.

(1) Sondage BVA réalisé du 30 janvier au 18 février auprès de 1 500 personnes (dont 1 000 à Toulouse même).

(2) Sondage BGR réalisé du 21 au 26 mars auprès de 2 000 personnes représentatives.

Chaîne américaine consacrée aux documentaires

Discovery arrive sur le câble européen

Le 21 avril au soir, la chaîne américaine Discovery (en français, « Découverte ») va faire, grâce au satellite Intelsat V, son apparition sur le câble européen. Apparition discrète qui ne devrait concerner pour le moment que 15 000 foyers britanniques et quelque 120 000 foyers scandinaves. Mais apparition symbolique de l'intérêt croissant des compagnies américaines pour l'Europe.

Car Discovery n'est pas n'importe quelle télévision : elle fait partie des réussites les plus spectaculaires du câble aux États-Unis. Lancée en 1985, elle a connu entre 1986 et 1987 un taux de croissance de plus de 70 % et atteint aujourd'hui près de quarante millions de foyers américains. Cette réussite spectaculaire s'explique bien sûr par son intégration dans l'ensemble des réseaux appartenant aux plus gros câblo-opérateurs (notamment TCI), mais avant tout par l'originalité et la qualité des programmes qu'elle propose. En donnant aux Américains une chance d'accéder aux plus beaux documentaires provenant du monde entier (en association, parfois, avec des partenaires prestigieux comme National Geographic ou le commandant Cousteau), elle s'est en effet positionnée la première sur un créneau quasiment déserté par les chaînes traditionnelles, notamment les trois grands networks.

Le contexte européen est, certes, bien différent : l'importance des chaînes publiques y étant pour beaucoup, et le directeur des programmes de Discovery, M. Du Monceau, aujourd'hui installé à Londres, travaille à l'europanisation de la chaîne, dont un tiers de la grille devrait être transformé. « Plus contents du genre documentaire, les Européens ont un regard plus exigeant, plus critique que les Américains », explique-t-il. Il va donc falloir les surprendre et les émerveiller. Une chance sans doute pour les producteurs de ce type de produits, auprès desquels M. Du Monceau - qui a déjà acquis au dernier marché de Monte-Carlo quelque trois cents heures - compte encore se procurer plusieurs centaines d'heures.

Le parti de Discovery est risqué, forcément lié au développement du câble en Europe et à l'existence ou non d'un marché publicitaire paneuropéen. M. Du Monceau admet le danger. « Les cultures du Vieux Continent sont si différentes qu'on a

l'impression que rien, ici, ne peut être vraiment paneuropéen. Mais nous faisons un pari de programmes. Et si nous trouvons le message idoine capable de réunir un public transfrontière, les amorceurs nous suivront. » La France ? Bien dans la ligne de mire de Discovery, malgré l'existence de Planète, la chaîne de la Générale des eaux, assise sur le même créneau. M. Du Monceau se dit en négociation avec des responsables du câble, et prêt à adapter aux publics nationaux une partie des programmes de Discovery Europe.

ANNICK COJEAN.

Aux États-Unis

Un éditeur de la presse du cœur rachète « National Enquirer »

Le deuxième magazine américain, National Enquirer (plus de quatre millions d'exemplaires, ce qui le classe juste derrière TV Guide, qui en diffuse dix-sept millions d'exemplaires), va être vendu à la société Macfadden Holdings Inc., un éditeur spécialisé dans la presse du cœur. Celui-ci a indiqué jeudi 13 avril qu'il allait racheter National Enquirer pour 2,5 milliards de francs. Macfadden qui fait état d'un accord signé avec le groupe éditeur de National Enquirer, Generoso Pope Group, s'est allié pour cette acquisition avec la société Boston Ventures Ltd Partnership.

Le futur propriétaire de National Enquirer, un magazine consacré aux potins, aux scandales et aux informations-services notamment médicales, édite sept journaux à l'eau de rose comme True Story, Modern Romance, etc., qui totalisent deux millions d'exemplaires vendus. Parmi les candidats au rachat de National Enquirer figuraient les groupes Hachette, Maxwell et Bauer. Hachette, premier éditeur mondial de magazines, était particulièrement intéressé par l'aspect populaire du titre (Hachette édite déjà en France Ici Paris et France-Dimanche) et par le réseau de supermarchés dans lequel il était vendu.

JUSTICE

A la cour d'assises du Rhône

Réclusion à perpétuité pour le meurtrier d'un surveillant de prison

LYON
de notre bureau régional

« Nous devons être impitoyables », avait demandé l'avocat général. Le jury l'a entendu. Au terme de trois jours d'audience (le Monde du 14 avril) et après deux heures de délibéré, la cour d'assises du Rhône, présidée par M. André Cerdini, a condamné, vendredi 14 avril, Said Remli, trente-deux ans, à la réclusion à perpétuité, et Boumedienne Merdji, vingt-cinq ans, à vingt ans de réclusion criminelle dont les deux tiers assortis d'une mesure de sûreté. Le premier a été reconnu coupable du meurtre de Charles Pabon, surveillant à la prison de Mouluc de Lyon. L'inculpation de Merdji (homicide volontaire) a été déqualifiée en « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ». Ni l'un ni l'autre n'ont bénéficié de circonstances atténuantes.

La deuxième journée d'audience avait été consacrée à l'examen de la personnalité des accusés et aux plaidoiries des parties civiles. L'intelligence, l'irresponsabilité mais aussi la duplicité de Remli avaient été clairement mises en évidence ainsi que les facultés intellectuelles limitées, l'impulsivité et le caractère influençable de Merdji. Malgré la nouvelle version des faits, qui remontent au 16 avril 1985, présentée le premier jour par Remli, les circonstances réelles dans lesquelles les deux hommes avaient infligé des blessures mortelles à Charles Pabon, à l'aide d'une gâche de serrure, apparaissent nettement établies.

Dans le réquisitoire de deux heures qu'il a prononcé vendredi, M. Jean Viout, avocat général, ne s'en livra pas moins à une reprise de l'ensemble des éléments du dossier. Un récit à la fois dense, précis et coloré qui constituait la plus implacable et la plus limpide des démonstrations.

Pour M. Viout, la distinction entre tel ou tel des coups portés qui auraient été « plus ou moins mortels » ne doit pas empêcher d'associer pleinement Remli et Merdji dans le meurtre. Toutefois, l'état psychologique de dépendance de Merdji et le fait qu'après avoir frappé par deux fois il se soit enfui alors que Remli s'acharnait sur la victime peut autoriser une réflexion voire une différenciation dans l'intention homicide.

Aux yeux du magistrat, les circonstances atténuantes étaient « invisibles » parce que les accusés « n'avaient pas l'excuse du désespoir ». « Ils ont basé leur plan d'évasion sur la violence, et Remli, prisonnier fêlé, n'a pas hésité à se faire mouton pour mieux devenir loup ».

Estimant que la réponse de la collectivité devait être impitoyable face au meurtre d'un gardien de prison, « qui ne porte pas d'arme et n'a que la loi pour le protéger », M. Viout a rendu hommage à Charles Pabon.

La tâche des avocats de la défense, qui se sont opposés souvent pour relativiser les actes respectifs de Remli et de Merdji n'était pas aisée, et finalement la cour a rendu un verdict conforme aux réquisitions.

ROBERT BELLERET.

A Tours

Un radiologue devra verser 450 000 francs à un patient paralysé à vie

Sur décision, jeudi 13 avril, de la chambre civile du tribunal de grande instance de Tours, le docteur Yannick Vermont, radiologue, devra verser une somme de 450 000 francs à l'un de ses patients resté paralysé à vie des membres inférieurs à la suite d'un traitement destiné à le soulager de douleurs lombaires.

Le tribunal a retenu contre le médecin la non-transmission immédiate à l'hôpital des résultats d'une ponction lombaire effectuée au lendemain d'une opération, estimant qu'elle a constitué « la perte d'une chance d'un traitement approprié qui eût peut-être évité le processus engagé ».

M. Jean-Pierre Dumest, quarante-sept ans, professeur de mathématiques, avait subi une chimiothérapie.

lyse (injection dans le disque vertébral d'une substance chimique soulageant la pression osmomé sur les nerfs) dans une clinique de Tours le 5 décembre 1983. A son réveil, il présentait des douleurs lombaires et de la fièvre. Le lendemain, son médecin traitant fait effectuer une ponction lombaire présentant des traces de sang. Ce sont ces résultats qui, selon le tribunal, auraient dû être transmis « immédiatement » à l'hôpital et « personnellement » par le médecin. Le 3 janvier 1984, M. Dumest ne sentait plus ses jambes, il était condamné à vie au fauteuil roulant.

L'avocat de M. Dumest avait réclamé une somme d'environ 5 millions de francs pour le préjudice subi.

A La Rochelle

Un médecin condamné pour homicide involontaire

Après un mois de délibéré, le chef du service de réanimation de l'hôpital Saint-Louis à La Rochelle a été reconnu coupable d'homicide involontaire et condamné, vendredi 14 avril, par le tribunal de La Rochelle, à 8000 F d'amende pour avoir refusé de transférer à Poitiers une jeune fille atteinte d'un traumatisme crânien et décédée par la suite.

L'affaire remonte au mois d'août 1985. Alerté par l'interne de garde qui lui avait proposé de transférer au CHR de Poitiers la jeune Emma-

nelle Guillon, quinze ans, atteinte d'un traumatisme crânien après une chute de vélo, le docteur Patrick Haglun avait décidé de garder la patiente en réanimation à La Rochelle. L'état de la jeune fille, d'abord stationnaire, s'était brutalement aggravé dans la nuit et Emma-

nelle avait finalement été transférée. Le tribunal s'est déclaré incompétent en ce qui concerne les dommages et intérêts demandés par la famille.

Une expérience à Rennes

Le traitement rapide de la petite délinquance

RENNES
de notre correspondant

Le parquet de Rennes vient de mettre en place une expérience de traitement rapide de la petite délinquance en instituant le Service de traitement rapide des affaires pénales (STRAP). Le principe retenu est celui de la médiation grâce à une rencontre entre l'auteur et la victime du délit pour aboutir à une indemnisation rapide de cette dernière.

Une fois l'auteur de l'infraction arrêté, une enquête sociale rapide est menée par l'Association pour l'insertion sociale afin d'éclairer le parquet sur l'intérêt ou non de proposer une médiation pénale. Si l'application de cette procédure simplifiée est acceptée par le parquet, un médiateur tente d'en faire admettre le principe à l'auteur et à la vic-

time. Un protocole d'accord est alors signé et précise les conditions de l'indemnisation.

Trois conditions sont requises pour que le STRAP puisse être mis en œuvre : l'auteur du délit doit reconnaître totalement sa responsabilité ; le préjudice de la victime doit être facilement évaluable et non susceptible d'aggravation ultérieure. Enfin, les parties en cause, qui ont la possibilité de consulter un avocat, doivent donner leur accord sur le principe de la rencontre et de la médiation.

Cette expérience rennaise vise à apporter une réponse quasi immédiate à la petite délinquance. La moitié des frais de fonctionnement de ce nouveau service est prise en charge par le conseil général d'Ille-et-Vilaine et la municipalité de Rennes.

CHRISTIAN TUAL.

MÉDECINE

Pour avoir contesté les déclarations du professeur Escande sur le sida

Le docteur Didier Jayle est relevé de ses fonctions à l'hôpital Tarnier-Cochin

Le professeur Jean-Paul Escande affirmait, dans un récent entretien à l'Express (le Monde du 1^{er} avril) que l'épidémie de sida était « enrayée ». Pour avoir exprimé des doutes sur ce point de vue, l'un de ses attachés, le docteur Didier Jayle, se retrouvera, à partir du 1^{er} mai, privé des deux vacations hebdomadaires qu'il avait à la clinique Tarnier. Dermatologue, ancien chef de clinique, et surtout directeur de Centre

régional d'information et de prévention du sida (CRIPS), le docteur Jayle est l'un des meilleurs spécialistes français du sida. C'est le mardi 11 avril, le lendemain de l'entretien qu'il avait eue avec le professeur Escande, qu'il a reçu un mot manuscrit lui faisant savoir qu'il était mis fin à ses fonctions à la clinique Tarnier. Deux autres attachés du service, les docteurs Sylvie Consoli et Fran-

çoise Aguilhon, ont récemment subi la même sanction. Administrativement, un attaché a un statut lui garantissant l'emploi pendant au moins un an, d'octobre à octobre. La décision du professeur Escande de mettre fin aux fonctions du docteur Jayle à compter du 1^{er} mai n'est donc pas réglementaire. Dans l'article ci-dessous, le docteur Jayle explique quels sont les enjeux de la prévention du sida.

POINT DE VUE

« Ne pas prendre pour victoire des modifications de comportement »

par le docteur Didier Jayle

EN 1986, à l'hôpital Tarnier-Cochin, j'étais jeune chef de clinique. Grâce au soutien de l'équipe avec laquelle je travaillais, et notamment le professeur Escande, je pus élaborer et lancer le projet Sida-stop destiné aux collégiens et aux lycéens. Je tiens, encore aujourd'hui, à remercier J.-P. Escande de la confiance qu'il m'a accordée. Par la suite, nous avons avoisiné 100 000 consultations pour la prévention du sida, toujours en coopération avec l'hôpital Tarnier-Cochin.

Aujourd'hui, la prévention connaît une renouveau avec la création de l'Agence de lutte contre le sida,

dirigée par M. Dominique Coudreau. L'APS présentera la semaine prochaine à M. Coudreau le projet Sida-stop II. Cette situation est favorable pour analyser les enjeux de la prévention, et avoir un regard critique sur ce qui s'est fait jusqu'à présent.

Faire de la prévention sur le sida, c'est se donner deux objectifs de base :

- 1) Permettre à chacun de se situer, en fonction de son histoire par rapport à un risque ;
- 2) Favoriser l'intégration du phénomène sida par le corps social, pour éviter les effets de rejet et de racisme qu'il pourrait générer.

Pour cela, il nous faut communiquer, faire appel à l'intelligence de

l'individu, mais aussi à la sensibilité. La prévention, jusqu'à présent, s'est principalement centrée sur la diffusion des connaissances. Elle a largement informé le public de l'existence du sida, jusqu'à saturation.

Il y a eu communication, mais le message est mal passé. Il ne faut pas prendre pour victoire les modifications de comportement dans certains milieux à hauts risques. L'épave du réel, la maladie de proches, ont provoqué des changements d'attitude, mais ce n'est pas une victoire pour la prévention. Ceux qui croient victoire aujourd'hui sont les mêmes qui crèvent hier, et leur faudrait une bonne guerre ».

Un médecin ne peut pas compter sur l'efficacité d'individus pour résoudre le problème posé par le sida. Les études menées actuellement indiquent clairement que les attitudes ne sont pas corrélées avec le niveau des connaissances.

Sous l'impulsion de l'Agence de lutte contre le sida, les acteurs de la prévention doivent s'attacher maintenant à l'évolution des comportements. Le préservatif reste encore d'un usage aléatoire et ne peut, en aucun cas, représenter la panacée en matière de prévention. L'émergence de la maladie et des maladies dans notre système socio-économique est un facteur de troubles qu'il vaut mieux prévenir que guérir.

SPORTS

Un handicapé au Marathon de Boston

Mustapha Badid cherche fortune en Amérique

Champion olympique et recordman du monde à 1 500 mètres en fauteuil roulant aux Jeux de Séoul, le Français Mustapha Badid n'a toujours pas trouvé de sponsor.

Il sera, lundi 17 avril, au Marathon de Boston, aux Etats-Unis, pour tenter de gagner, comme l'an dernier, l'épreuve la plus dotée au monde et financer ainsi sa saison 1989.

« Après quinze ans passés dans les hôpitaux, je me suis aperçu en arrivant au lycée que j'étais une vraie bille ! » Mustapha Badid est gravement handicapé, amputé des deux jambes à hauteur des genoux suite à une malformation congénitale. En s'inscrivant à Séoul dans la finale olympique du 1 500 mètres en fauteuil roulant, en exprimant sa joie émue à la face de centaines de millions de téléspectateurs, il célébrait une victoire sur le handicap, sur l'intolérance et l'indifférence. Lui qui durant les dix premières années de sa vie fut beloté d'hôpital en clinique venant, durant les 3 min 33 s 51 (nouveau record du monde) de la finale olympique, d'intéresser soudain quarante-mille spectateurs.

« On m'avait refusé à l'école, raconte-t-il, sous prétexte qu'il y avait trop de marches, alors que j'habitais au troisième étage. » Pourtant, avec prothèses et béquilles, Mustapha se dépassait presque normalement. « Le plus dur c'est de lutter contre un système où les gens ne cessent de penser que vous ne pouvez pas faire les choses, poursuit-il. Je me suis fait vivre d'autobus, de boîtes de nuit, de cinémas... Le grand prétexte, ce sont les consignes de sécurité ! »

15 000 F

pour un fauteuil

Lorsqu'à Vincennes, son lycée mixte (« il y avait moitié de handicapés et moitié de valides ») organise une course inter-établissements, Mustapha s'élance et pousse les 25 kilogrammes de son fauteuil devant tous les autres. La suite ressemble à une bataille historique de champion. Un dirigeant de la Fédération handi-sport, assiste à la compétition et décide chez lui « des prédispositions ». Badid s'inscrit dans un club créé par l'un des kinés du centre de cure et de rééducation pour accidentés de la route de Bouffémont, au nord de Paris : « Très vite, avec seulement deux entraîne-

ments par semaine, j'étais parmi les meilleurs sur piste, mais sur route je souffrais ».

En août 1986, c'est le premier exploit : Badid devient à vingt et un ans champion du monde du Marathon à Göteborg. Un an plus tard, c'est le titre mondial du 1 500 mètres, à Rome. Pour préparer Séoul, où le 1 500 mètres est admis dans le programme d'athlétisme comme discipline de démonstration deux semaines avant les Jeux para-olympiques, Badid réclame, et obtient un entraîneur. Ce sera l'ancien champion de France du 800 mètres José Marajo, aujourd'hui responsable du département à l'INSEP de Vincennes.

« Nativement, je pensais que notre présence au sein des vrais Jeux et mon titre allaient changer des choses, mais c'est tout juste s'il y a une embellie pour notre fédération. Le ministère des sports l'approuve, parait-il, à accorder le statut de sportif de haut niveau à certains athlètes handicapés ».

En effet, tout champion olympique qu'il est, Mustapha Badid n'est pas considéré comme un sportif de haut niveau et n'a pu avant Séoul bénéficier d'une assistance pour sa préparation, hormis les 4 000 Francs de sa fédération. Or un fauteuil de haute compétition coûte jusqu'à 15 000 F. « Il s'agit de machines pesant moins de 7 kilogrammes, conçues par des ingénieurs de l'ENSAI à partir d'alliages ultralégers utilisés en aéronautique. La société J.-P. Moreau qui les fabrique, se sert de mon nom et m'a fourni un fauteuil, mais j'ai tout de même dû m'en payer un second. » Et ce n'est pas avec son salaire d'employé au Crédit lyonnais que Badid (qui possède un bac G2 et un BTS de gestion) a pu réunir les 80 000 F que coûte une saison préolympique : « Heureusement, en avril 1988, j'ai gagné le marathon de Mexico payé du monde, à Boston, en battant le record du monde de 6 sec en 1 h 43 min et 19 sec. Après le passage du fisc, il m'est resté un peu plus de 15 000 F ».

Décaimais contrôleur de gestion chez Média-Foot, la société de sponsoring de Jean-Claude Darman, Mustapha Badid a vite dépensé son salaire (6 500 F net pour un mi-temps) ainsi que l'aide de son nouveau club, le Cercle sportif de l'Institut national des invalides : « Depuis des mois, je suis à la recherche d'un partenaire. Mais les gens ne savent pas quoi faire de moi. Le fauteuil roulant, ça leur fait peur ! C'est bien la preuve que Séoul n'a rien changé ».

ERIC MAITROT.

Football : Claude Bez en accusation

La gauche bordelaise refuse de voter la subvention pour les Girondins

BORDEAUX
de notre correspondant

Claude Bez et les Girondins de Bordeaux FC ont été sur la sellette, vendredi 14 avril, à l'occasion du débat budgétaire de la ville. L'opposition socialiste et communiste a refusé, en effet, de voter la subvention en faveur du club, d'un montant de 7,8 millions de francs (en hausse de 500 000 F par rapport à 1988), inscrite au budget municipal 1989.

La gauche réclame « la clarté » dans l'utilisation des deniers publics. François-Xavier Bordeaux, le chef de file de l'opposition socialiste, a déclaré à propos de M. Bez : « Quand un commandant échoue son navire, il est relevé de ses fonctions ; il faut tourner la page ».

M. Bordeaux a critiqué la « folie des grandeurs » financière de Claude Bez et aussi ses « propos irresponsables, nuisibles à l'image de la ville de Bordeaux ». Pour l'écologiste, le « sévère redressement fiscal imposé au club (10 millions de francs) révèle des manquements graves à des règles élémentaires de gestion ». « La règle de

séparation des pouvoirs instituée entre la ville et le club a été inefficace ; il faut chercher ailleurs la transparence financière : l'interdiction des dessous de table et de la fraude fiscale ».

Le conseiller d'opposition a proposé d'instaurer une société d'économie mixte, basée d'un « nouveau partenariat entre les collectivités locales et le sport de haut niveau ». Il a également proposé de « redéfinir les conditions d'accès à la négociation avec les chaînes de télévision et les conditions de partage des retombées publicitaires ».

M. Jacques Chaban-Delmas a cependant renouvelé, au cours de la séance du conseil municipal, son appui au président des Girondins.

L'intervention socialiste au conseil municipal de Bordeaux marque une fissure dans le consensus politique à propos du club des Girondins. Jusqu'à présent le club avait bénéficié de subventions et même d'avances de trésorerie (entre 1982 et 1985), tant de la part de la gauche que de celle de la droite.

G. de M.

1500

مكتبة الأصيل

... Le Monde • Dimanche 16-Lundi 17 avril 1989 9

OLIVETTI SYNTHESIS SYSTÈMES D'AMÉNAGEMENT DE BUREAUX

CRÉÉS PAR LES PLUS GRANDS DESIGNERS E T T O R E
S O T T S A S S
M I C H E L E
D E L U C C H I
H A N S V O N
K L I E R
C L I N O T R I N I
C A S T E L L I

NUOVO SHOW ROOM

91 RUE DU FAUBOURG ST-HONORÉ 75008 PARIS TÉL. 47 42 88 96

olivetti
synthesis

Littérature et perestroïka

Récréation culturelle à Moscou

(Suite de la première page.)

Le peintre Chemiakine, exilé depuis quinze ans aux États-Unis, a été également invité pour l'inauguration d'une exposition personnelle dans la Nouvelle Tretiakov, en face du parc Gorki (où l'on trouve aussi les artistes français des années 70-80 ainsi qu'une superbe rétrospective Morandi prêtée par l'Italie). Mais c'est le tragique, le sinistre de l'exposition du Mémorial consacré aux victimes de Staline qui draine la foule grave, qui font la queue pendant des heures pour acheter un billet et qui semblent assomés, accablés par l'horreur des tragédies dont on n'osait pas parler jusque-là.

Vladimir Votavitch, l'auteur des savoureuses *Aventures extraordinaires du soldat Tchoukine* (en français aux éditions du Seuil), émigré en RFA depuis 1980 pour avoir pris la défense de Soljenitsyne, de Sinavski et de Daniel, est la vedette de toutes les réceptions moscovites, et plusieurs soirées en son honneur ont eu lieu à l'Union des écrivains, qui l'avaient exclu. *Tchoukine* a été publié par le mensuel *Izvestia* et doit être porté prochainement à l'écran; *Tribunal*, une « comédie judiciaire » en trois actes, vient de paraître dans la revue *Teatr*. Et tout le monde se demande ce qu'on fera de Soljenitsyne, le symbole de la résistance russe au communisme, depuis que la revue *Novy Mir* a dû plier, l'an dernier, puis différer — en attendant une autorisation — la publication d'extraits de *L'Archipel du Goulag*, toujours interdit par la censure. Mais, à l'exposition du Mémorial, la foule se presse pour déchiffrer des feuilles tapées à la machine, tirées de l'ouvrage banni.

Ressusciter les morts

Il est évidemment plus facile de trahir avec les morts, et on ressuscite sans discontinuer les auteurs envoyés en leur temps dans « les poubelles de l'histoire ». Deux ans après sa mort, en exil à Paris, Victor Nekrasov, Prix Staline 1947 pour *Dans les tranchées de Stalingrad*, vient justement d'être réintégré à titre posthume au sein de l'Union des écrivains, qui l'avait exclu en 1974 pour avoir d'abord critiqué l'intervention soviétique en Tchecoslovaquie puis pris la défense de Soljenitsyne.

Autre mort prestigieuse, jamais publié en URSS : Vladimir Nabokov, dont la première soirée d'hommage a eu lieu, l'autre jour, à l'Union des écrivains, rue Herzen et l'on a pu voir le premier des 100 000 exemplaires de... *Lolita* (« Une misère que ce « petit » tirage, introuvable dans les librairies, nous expliquaient les mais; mais on pourra sans doute acheter à l'étranger... pour nous les renvoyer ! »).

Comme pour rattrapper au plus vite le temps perdu, on se presse et on se fait concurrence pour publier et combler les lacunes dans la littérature russe et étrangère du vingtième siècle. « Plus de cinquante titres de première importance ont paru l'année dernière, nous expliquent plusieurs directeurs littéraires. « Les journaux sont devenus passionnants. Comment voulez-vous qu'un lecteur, même vorace, puisse absorber, d'un coup, une telle quantité, une telle variété de chefs-d'œuvre ? ».

C'est dans les hebdomadaires et les revues mensuelles de Moscou — introuvables si l'on n'est pas abonné — comme *Ogoniok* (320 000 exemplaires), comme *Novy Mir* (1 000 000 exemplaires), *Znamia* (985 000 exemplaires), *Drouzbanarodov*, *Oktabr*, *Inostranaya Literatura*, consacré aux traductions de littérature étrangère (420 000 exemplaires), ou encore *Niva* de Leningrad, *Volga*, de Volgograd (ex-Stalingrad), des revues de Sibérie, etc., qu'on a sorti des œuvres jusque-là interdites qui, comme 1984, par exemple, que publie actuellement *Znamia*, pouvaient valoir, il y a peu, à son propriétaire trois ou cinq ans de camp ! Parmi les éditions citées encore pêle-mêle : tout Boulgakov, Platonov (notamment *Tchevengour* et *la Foulie*, parus à l'Age d'homme), le *Docteur Jivago*, de Pasternak, Goumilev, le *Regiment*,

© La Fondation Vulton et la bibliothèque de l'Opéra. — Un plan de restauration estimé à 20 millions de francs, dont 12 ont été déboursés par le ministère de la culture et 8 offerts par la Fondation Louis-Vulton pour la musique et l'Opéra, a été présenté par M. Emmanuel Le Roy Ladurie pour la rénovation du musée-bibliothèque de l'Opéra. Les travaux, qui commenceront au palais Garnier en septembre prochain, permettront de doubler les surfaces d'exposition. Ils seront achevés en 1991.

d'Akhmatova, Vladimir Nabokov, le *Meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, et *Nous autres*, d'Evgueni Zamiatine, réunis en un seul volume, épuisé à 300 000 exemplaires. Quant à *Vie et destin*, de Vassili Grossmann, qui paraît dans *Oktabr*, c'est la grande révélation de 1989...

« *Ecrivains néophiles* », reprochent les directeurs des revues slavophiles et antisémites, plus ou moins proches du mouvement Pamiat,

Soljenitsyne. Maknine s'est fait remarquer avec les *Vieux Papiers* (en français chez Alinéa), l'histoire de Svetlana, l'ambitieuse qui veut réussir à Moscou et qui renonce au marché noir des vêtements pour se reconverter dans celui des vieux livres, plus gratifiant pour l'esprit, et plus rentable; on trouve Anatoli Frisavine, né en 1931, orphelin de mère à neuf ans, privé de son père par la guerre, et qui conte dans *Un nuage sur le Caucase* (Ed. Robert Laffont) l'histoire de cinq cents



Leonid Andreyev et sa femme Aleksandra, vers 1902.

tière tranquille (au Seuil), et le *Général militaire*, de Maron Sell, sur les bataillons de constructeurs, qui a failli être interdit par la censure militaire. On sont les grands noms de demain ? Personne ne connaît la réponse.

Ce climat d'attente et de redécouverte nous vaut le plaisir de lire des textes enfin traduits de grands auteurs anciens et on ne peut que conseiller aux curieux de dévorer des petits livres qui ont le charme de la concision et de la subtilité : des nouvelles comme *la Tache d'or*, de Constantin Paoustovsk (Ed. de l'Aube, Diff. Strindberg), un choix de nouvelles de Zamiatine, écrites entre 1918 et sa mort à Paris, en 1937, et parues sous le titre de la plus ancienne, *le Pêcheur d'hommes* (Rivage), et, surtout, l'admirable texte de 1929 intitulé *l'Insomnie* (Ed. Solia), dans lequel l'auteur de *Nous autres* nous plonge, en quelques pages d'une grande force, dans un drame pétersbourgeois. On redécouvre aussi Leonid Andreyev (1871-1919) et *la Pensée*, que Laurent Terzieff nous avait fait connaître dans une adaptation théâtrale et qui paraît chez Ombres, à Toulouse; étonnant récit d'un médecin qui, de l'hôpital psychiatrique où on l'a interné, présente lui-même aux experts un rapport sur l'assassinat qu'il a commis.

Le charme de l'âme russe

Enfin, et surtout, il faut admirer les *Destins*, de Leonid Andreyev, l'extraordinaire album de photos « autographes » prises par Andreyev à partir de 1908, peu après la commercialisation de ce procédé par les frères Lumière : une série de portraits, de paysages, pris essentiellement près de sa maison de bois sur le golfe de Finlande, tous empreints du charme de l'« âme russe ». Un des plus beaux, des plus émouvants livres d'images et de texte, avec une préface de sa petite-fille Olga Andreyev-Carlisle, et une étude de Richard Davies (chez Adam Biro, 298 F.).

La Russie est à la mode. Les Soviétiques, eux, se redécouvrent à travers cette masse d'œuvres occultées, pittoresques, comme dit Boulgakov, « les souvenirs se brûlent par... ». Il est important qu'elles paraissent enfin, même si elles sont, pour une grande part, le terrain de jeux des intellectuels. Même si elles font oublier, un temps, d'autres problèmes autrement importants dans le domaine de l'économie et des nationalités. Ce n'est pas la charité qui fait oublier les difficultés de la vie quotidienne. Les récréations sont indispensables, mais tous les écoliers savent qu'elles ne sont pas éternelles.

NICOLE ZAND.

★ A propos de « La perestroïka dans les lettres soviétiques », voir le numéro du *Magazine littéraire* de mars 1989.

La mort de Charles Vanel

(Suite de la première page.)

En 1930 — il approchait alors de la quarantaine — Charles Vanel franchit, sans encombre, le difficile tournant du parolant. Acteur très populaire, il était alors un homme mûr et solide, vouté, par une sorte d'alternance, aux rôles antipathiques et sympathiques, revêtant, à l'occasion, les uniformes de marins ou d'officiers de la coloniale.

Du notable au patriarcal

En 1932 et 1933, trois films de Raymond Bernard imposèrent ce comédien capable des compositions les plus diverses : *Faubourg Montmartre*, où il était une gouape montant les filles sur le trottoir, *les Croix de bois*, où il était un combattant de la guerre de 14 et *les Misérables*, grande production en trois épisodes d'après Victor Hugo où, face à Harry Baur-Jean Valjean, il fit du personnage de Javert un type inoubliable. Selon lui, en ce temps-là, les cinéastes savaient raconter des histoires et communiquer aux acteurs l'émotion de leur métier. Outre Jacques de Baroncelli, (pour lequel il fut le traître Ogrest dans *Michel Strogoff*), Maurice Tourneur et Raymond Bernard, il appréciait fort Jacques Feyder (qui lui donna un rôle « antipathique » dans *le Grand Jeu*, en 1934, un rôle « sympathique » dans *la Lot du Nord*, en 1940), Julien Duvivier (*la Belle Equipe*, avec Jean Gabin, en 1936) et Henri Decoin (*Abus de confiance*, 1937). Jusqu'en 1940, il tourna cinq ou six films par an.

Son activité se ralentit un peu sous l'occupation. Mais dans le cinéma français d'après-guerre, il devint une sorte de notable. *Les affaires sont*

les affaires et les Roquevillards, de Jean Dreville, dans un style qui devait être, une vingtaine d'années plus tard, celui de Jean Gabin. De ces années-là domine son rôle, admirable, dans *Le ciel est à vous*, de Jean Grémillon (1943), avec Madeleine Renaud : un parigiste de province, dans le film, passe par le goût de l'aviation qu'elle lui reprochait, sacrifie tout à sa passion et s'attaque au record féminin de vol en ligne droite.

Charles Vanel semblait alors parti pour une carrière différente, après avoir dépassé tous ses personnages précédents. De 1945 à 1947, on le vit pourtant dans quelques films médiocres, excepté *Le diable siffle*, d'Edmond T. Gréville. Engagé pour un film en Italie en 1948, il y resta trois ans, tournant, il faut bien le dire, un peu n'importe quoi, surtout *Les années de la loi*, de Pietro Germi. Mais, en 1952, il fit une rentrée éclatante dans le cinéma français avec *le Salaire de la peur*, de Clouzot, qui lui valut un prix d'interprétation au Festival de Cannes 1953. Ce fut une véritable redécouverte, mais cette consécration n'impressionna pas Charles Vanel, pas plus que d'avoir été ensuite l'interprète d'Hitchcock (*la Main au collet*) et de Bresson (*la Mort en jardin*). Évoluant entre la France et l'Italie, il continua son petit bonhomme de chemin jusqu'à *la Vérité*, de Clouzot (1960).

C'est à partir de là qu'il prit définitivement son physique d'homme âgé, au visage craquelé de rides, comme s'il avait vieilli une fois pour toutes. A partir de là que, chose rare dans la carrière d'un acteur (et Vanel n'est-il pas, en fait, un cas unique ?), il devint, quels que fussent les films, un patriarche au jeu sobre,

revenu, étonnamment « moderne » : chez Melville (*l'Âme des Perceux*, d'après Simonen) avec lequel il ne s'était pas entendu, Jacques Derys (*Symphonie pour un massacre*), François Leterrier (*Un roi sans divertissement*), Marcel Camus (*le Chant du monde*), Gérard Vergez (*Chant pour un chien*), Michel Mitran (*la Nuit bulgare*). Mais il ne faut pas oublier que, dans les années 60, c'est la télévision qui révéla, en somme, ce nouveau Charles Vanel : rôle du forçat des *Grandes Espérances* (d'après Dickens), de Claude Santelli et Marcel Cravenne, rôle du vieil homme soudain privé de sa femme morte de *la Séparation*, de Maurice Cammilleri. An cours des années 70, d'ailleurs, Charles Vanel devint même s'il n'aimait pas ce mot — une vedette de la télévision (dans les *Thibaut*, de Roger Martin du Gard, et *le Père Goriot*, de Balzac, par exemple) autant que du cinéma. Les méthodes de travail, trop rapides, de la télévision, ne lui plaisaient guère.

Aussi tourna-t-il jusqu'au bout pour le grand écran. Il tint son dernier grand rôle — un patriarche visionnaire — en 1986, dans *Si le Soleil ne revenait pas*, de Claude Goretta. Il fit une dernière apparition dans *les Saisons du plaisir*, de Jean-Pierre Mocky.

Avare de confidences, modeste et secret, Charles Vanel avait pourtant laissé percer un regret : celui de n'avoir pu s'imposer comme cinéaste. En 1929, il avait réalisé *Dans la nuit*, un film fantastique qui n'eut pas de succès, et, en 1935, *le Coup de minuit*, autre innocuité qui le découragea à jamais de recommencer. Il fait croire que ce n'était pas, là, son destin.

JACQUES SICLER.

Charlie Chaplin aurait cent ans

C'est un des seuls artistes dont le prénom a éclipsé le nom. Un des rares comédiens dont la célébrité a traversé le siècle. Un metteur en scène dont les œuvres sont toujours à l'affiche. Son apparition sur un écran déclenche les mêmes réactions qu'avant la première guerre mondiale. Sa démarche saccadée, son regard noir, sa petite moustache et sa badine, ses souliers éculés et son sourire carnassier ont littéralement fait le tour de la planète.

Le petit homme au grand cœur, qui prenait des coups de pied au cul, est devenu une légende. Mieux, un archétype, un nom commun, une expres-

sion populaire. Charlie Chaplin mort au bord du lac Léman, le soir de Noël 1977, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, aurait cent ans aujourd'hui : il était né à Londres le 16 avril 1889. On n'oublie pas le vieil amoureux pitoyable d'*Un roi à New-York*, l'un de ses derniers films, ni le féroce *Monseigneur Verdoux*, ni même le rival de Hitler du *Dictateur*. Mais il reste pour tous le vagabond, l'éternel fugitif, un don Chisciotte désespéré, qui ne cesse de courir à la recherche du bonheur. Une silhouette dégingandée, sautillante, qui disparaît au coin d'une rue dans la lumière tremblante.

E. de R.

MUSIQUES

Mozart et Chostakovitch par Bychkov

La place du Palais d'hiver

Semyon Bychkov doit prendre, en septembre prochain, la tête de l'Orchestre de Paris, qu'il dirigeait, jeudi dernier, salle Pleyel.

An lendemain du concert de l'Orchestre de Berlin-Est (le Monde du 15 avril), la balance penchait nettement en faveur de l'Orchestre de Paris dans un programme similaire, de Mozart à Mahler d'un côté ou à Chostakovitch de l'autre.

Semyon Bychkov a conquis l'Orchestre de Paris dont il prendra la tête seulement en septembre prochain. Le plus étonnant était, le jeudi 13 avril, salle Pleyel, de le voir déjà en titre une soirée très personnelle, délicate, dans la *Symphonie concertante pour instruments à vent*, K. 297, de Mozart, comme un vieux maître débouaillant de trente-six ans !

Tout était admirablement en place. Tous ces bras pacifiques et bercés y laissent s'épanouir les jeux des hautbois (Michel Benet), clarinettes (Pascal Moragues), basson (André Sennet) et cor (Michel Garcin-Marron), se renvoyant la balle avec des clim d'œil de connivence, chacun exploitant thèmes ou variations dans son meilleur registre. Et quelles belles sonorités magiques dans cet adagio mystérieux comme une sérénade devenue cérémonie initiatrice sous l'éclairage de la *Fûte enchantée* !

Cette richesse orchestrale débordant à tous les pupitres allait ressortir pleinement dans la *Onzième Symphonie* de Chostakovitch (1), où alternent mélodies hives, lugubres et parfois violentes, prises dans un tourbillon qui cingle comme une caravane et vous serre la gorge une heure durant.

Est-ce d'être né à Leningrad qui donne à Bychkov la possibilité d'évo-

quer de façon aussi saisissante le drame du 9 janvier 1905, quand, sur la place du Palais d'hiver, un millier d'ouvriers désarmés, qui venaient présenter une supplique à « notre petit père le tsar », furent massacrés ?

L'automne glaciale, la foule qui s'amoncelle, franchit les barrières, refuse en désordre sous la mitraille; le silence de mort; l'adagio qui pleure les victimes et s'élève en une immense symphonie funèbre et triomphale enfin, la chevauchée fraternelle et le tocsin qui préfigurent la victoire de la révolution d'Octobre... Chostakovitch a traité en « grand cinéaste » cette œuvre où images, sentiments et lyrisme sont aussi inextricablement mêlés que dans le *Catroussé Potemkine*.

Et ce film poignant, déroulant, fondé sur des chants populaires des tchétchènes à un vaste public, est magnifié par le travail d'orchestre de Semyon Bychkov, l'homogénéité, l'exactitude, la splendeur des mélanges instrumentaux, des musiciens français lorsqu'ils sont entraînés avec cette sûreté de main, ce tact infatigable dans les tempos et cette fantastique humanité visionnaire.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Semyon Bychkov a enregistré cette même *Onzième Symphonie* avec la Philharmonie de Berlin (Philips Disque compact, 4209335-2).

ARTS

● Gauguin jusqu'à 22 heures. — Le Musée du Grand Palais, où a lieu actuellement l'exposition Gauguin, sera exceptionnellement ouvert jusqu'à 22 heures, du lundi 17 au mardi 24 avril (dernier jour de l'exposition). Les caisses seront ouvertes jusqu'à 21 h 15. Fermeture le mardi.

VARIÉTÉS

Au Théâtre des Champs-Élysées

Souchon nature

Alain Souchon donne une série de concerts de « chambre » avec ses sentiments incertains et sa manière de dire sans en avoir l'air.

An Palais des sports il y a trois ans, Alain Souchon se présentait lui-même avec dérision comme un homme « creux de poterie mais avec une belle âme ». An Théâtre des Champs-Élysées, cette semaine, l'espace d'une première chanson, il se donne l'allure un peu dégingandée de Dustin Hoffman dans le *Lauréat*, lunettes, veste rouge et pantalon noir. La promesse est conforme à l'image popularisée depuis le milieu des années 70 d'anti-héros doux et fragile, toujours prêt à s'effriter, naviguant entre le rêve et la réalité, camouflant ses angoisses et ses désarrois sous une légère folie.

La scène et le cinéma ont guéri Alain Souchon de sa timidité. Et s'il reste toujours torturé, plein de doutes, s'il conserve une lenteur naturelle, une nécessité de courir

après les mots et les notes, il a pris soin de ne pas laisser son personnage figé dans les mêmes jeux, de dire des choses d'une manière plus crue, plus réaliste, de développer un humour acide, souvent dirigé contre lui-même. De se dégarer enfin d'une enfance un peu réveuse, de parler moins de soi et plus des autres.

An Théâtre des Champs-Élysées, Alain Souchon, plus nature que jamais, chante des chansons nouvelles (les *Cadours*, *Ultra-moderne*, la *Chanson parfaite*, la *Beauté d'ava Gardner*) et anciennes (le *Bagdad de Lann-Bihout*, *On avance*, *Y'a d'la rumba dans l'air*) étroitement mêlées, transcendant l'univers de ses ballades par son plaisir d'être là et de chercher, de trouver des rapports directs avec le public. Notamment par des monologues caustiques sur le thème du « bon chemin » et du « mauvais chemin », de l'immigré venu en France alléché par la devise de la République : liberté, égalité, fraternité.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Albums et CD Virgin.

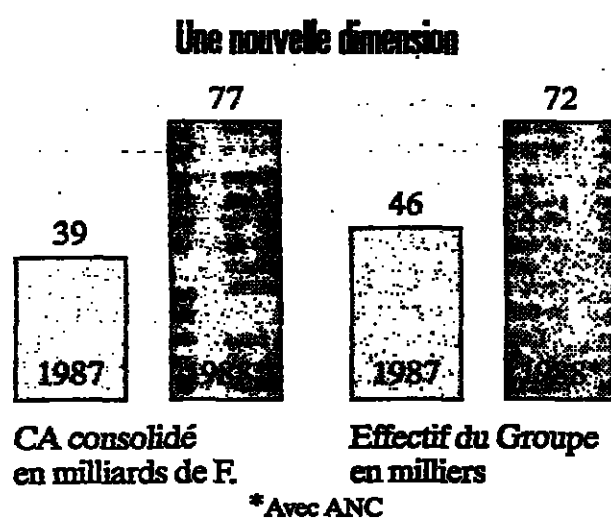
MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris
ouvert tous les jours, sauf lundi, de 10 h à 17 h 40
Métro : Montparnasse-Bienvenue

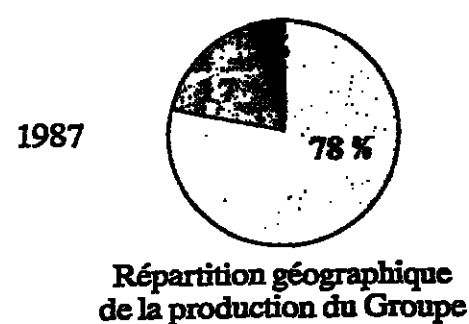
Pechiney émet des C.I.P. à bons de souscription d'actions Pechiney International

LES NOUVEAUX ATOUTS DE PECHINEY

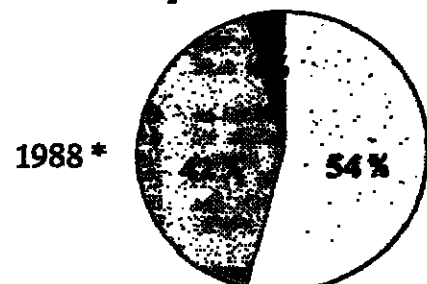
MODALITES DE SOUSCRIPTION



Un nouveau redéploiement international



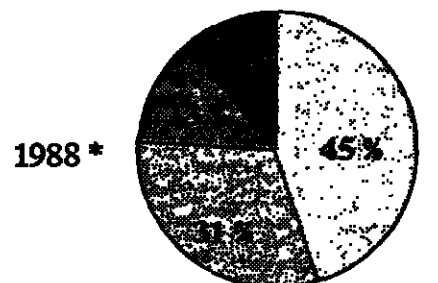
Répartition géographique de la production du Groupe



Europe Amérique
Asie Pacifique

* Avec ANC

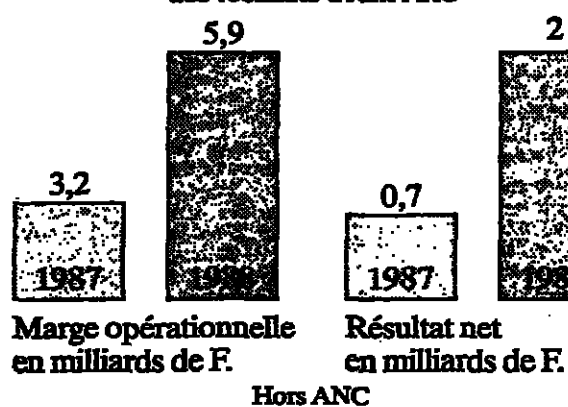
Un nouvel équilibre des activités



Emballage Aluminium
Composants industriels
Autres activités industrielles

* Avec ANC

Et déjà une forte croissance des résultats avant ANC



Le Certificat d'Investissement Privilegié (C.I.P.) vous permet d'être associé à la vie de Pechiney, non par le droit de vote, mais par une participation à ses résultats.

Prix d'émission : F 340

Jouissance : 01.01.1989

Rémunération

Elle est composée d'un dividende prioritaire cumulatif, d'un dividende complémentaire et, le cas échéant, d'un superdividende. A titre d'exemple, le rendement brut du CIP ancien pour l'exercice 1988 est de 5 %.

Droit préférentiel de souscription

Vous pouvez souscrire un CIP nouveau pour 11 droits de souscription.

Si vous êtes porteur de CIP anciens, vous bénéficiez de 2 droits de souscription par CIP ancien.

Caractéristiques des bons de souscription

A chaque CIP nouveau est attaché un bon d'échange contre un bon de souscription d'action Pechiney International.

2 bons permettent de souscrire une action Pechiney International à émettre.

Période de souscription : du 01/09/89 au 30/06/92

Prix de souscription d'une action Pechiney International :

- du 01/09/89 au 30/09/91 : F 245
- du 01/10/91 au 30/06/92 : ce prix est égal à 90 % de la moyenne des cours du mois précédent et au maximum à F 245.

OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 2.901.951 LOTS DE DROITS DE SOUSCRIPTION APPARTENANT A L'ETAT

Date de POPV : le 24.04.89

Prix d'offre : F 35 par lot de 11 droits de souscription avec engagement de souscrire un CIP nouveau au prix de F 340.



Un nouveau classement des villes européennes

La France dans la bonne moyenne

JACQUES CHÉREQUE, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions a rendu public, le 14 avril, un rapport intitulé « Les villes européennes » commandé par la DATAR à l'équipe du professeur Roger Brunet, directeur du groupement d'intérêt public, reclus à Montpellier.

Ce document de quatre-vingt-dix pages, complété par des tableaux et des cartes, compare le rayonnement international, le poids, le dynamisme des grandes villes (plus de deux cent mille habitants) en additionnant seize critères (firmes internationales, nombre de chercheurs, trafic des aéroports, population, nombre de foires et congrès, potentiel universitaire...) et aboutit à des « scores » et à un classement des métropoles françaises par rapport à leurs principales concurrentes de l'Europe des Douze à laquelle ont été ajoutées la Suisse et l'Autriche.

Selon les auteurs, la France se place dans la bonne moyenne pour le nombre de grandes villes en dépit du poids extrême de Paris. On compte une douzaine de villes qui ont vraiment une dimension européenne avec, très en tête, Paris, assez loin derrière Lyon, puis Marseille, Strasbourg, Toulouse et, à quelque distance encore, Lille, Nice, Grenoble, Bordeaux, Montpellier, Nantes et Rennes.

Au classement général européen, Londres, suivi de Paris sont « prix d'excellence ». Une seule agglomération — quand a été faite la synthèse des différents critères d'influence — peut être mise en « seconde classe » : Milan. Sept villes viennent ensuite : Rome d'abord puis trois « couples » : Amsterdam et Bruxelles, Francfort et Munich, Madrid et Barcelone.

A propos des villes de la dernière classe, numérotée « 7 », l'étude fait le commentaire suivant : « Ces villes n'ont pas tout à fait les atouts ou les potentialités des précédentes, et se noient un peu dans la masse. Toutes, pourtant, ont de bons rangs quelque part, sur lesquels elles pourraient sans doute construire une politique. »

Quelques-unes sont d'assez grande taille, mais souffrent de handicaps (industrie en déclin, ou contexte moins développé), comme Newcastle, Cardiff et surtout Liverpool, dont la chute est patente; voire Brême : ou, à l'autre bout, Salonique, voire Cagliari et Catane. D'autres au contraire sont de petites capitales régionales actives, comme Modène, Vérone et Padoue, Groningue, Arnhem, Nimègue ou Münster. L'Espagne y a aussi bien Valladolid, un chef-lieu, que Saragosse, qui n'est pas loin de la classe supérieure et va sans doute y entrer sous peu; ou Malaga, dont les fonctions sont très spécialisées, mais qui manque d'étoffe, et Grenade, de grande réputation touristique mais bien isolée.

« En France, ajoutent les auteurs de l'étude, la situation dans cette classe « 7 » est typiquement celle des villes proches ou assez proches de Paris : on y trouve Rouen et Nancy d'abord, qui se situent encore dans la première moitié de l'ensemble des 165 villes; et aussi Metz, Reims, Orléans, Tours, Angers, Clermont-Ferrand, qui sont au début de la deuxième moitié. On sent bien que cette proximité, qui induit quelques activités dans ces villes, bride leur développement, pour ne pas dire leur autonomie. »

F. Gr.

Paris et Londres largement en tête (*)

Classe 1	Points
Londres	81
Paris	81
Classe 2	
Milan	70
Classe 3	
Madrid	66
Munich, Francfort	65
Rome, Bruxelles, Barcelone	64
Amsterdam	63
Classe 4	
Manchester	58
Berlin, Hambourg	57
Stuttgart, Copenhague, Athènes	56
Rotterdam, Zurich	55
Turin	54
Lyon	53
Genève	52
Classe 5	
Birmingham, Cologne, Lisbonne	51
Glasgow	50
Vienna, Edimbourg	49
Marseille	48
Naples	47
Séville, Strasbourg	46
Bâle, Venise, Utrecht	45
Düsseldorf, Florence, Bologne, La Haye, Anvers, Toulouse	44
Valence, Gênes	43
Classe 6	
Bonn	42
Lille, Nice	41
Bristol, Bordeaux, Hanovre, Grenoble	40
Montpellier, Nantes, Dublin, Porto	39
Nuremberg, Eindhoven, Bilbao	38
Palermo, Bari, Mannheim	37
Liège, Leeds, Rennes	36
Trieste, Essen	35
Classe 7	
Saragosse, Mayence-Wiesbaden	34
Liverpool, Southampton, Newcastle, Salonique, Tarente, Berna, Nanci, Lausanne	33
Karlsruhe, Brême, Gand, Rouen	32
Malaga, Padoue, Cagliari, Arnhem	31
Cardiff, Münster, Brunswick, Metz, Palma	30
Augsbourg	29
Angers, Vérone, Dortmund, Aix, Nimègue, Orléans, Clermont	28
Cadix, Catane, Parme, Groningue, Reims	27
Las Palmas, Valladolid, Grenade, Bochum, Tours	26

(*) Poids international et classement obtenus par chaque ville à partir de seize indicateurs d'influence.

BIG BANG SCHTROUMPF OUVRE SES PORTES

La Lorraine dans ses nouveaux décors

CONSTRUIRE un parc d'attractions à thème sur d'anciennes friches sidérurgiques : quel pari ! Le projet, dévoilé en février 1988 en Lorraine, a surpris et provoqué un électrochoc. Passée la première vague d'enthousiasme quelque peu béat, le temps des interrogations, du réalisme, est venu. Le montage financier est-il possible ? Qui peut conduire un tel projet ? Comment le parc doit-il être conçu ? Les visiteurs attendus viendront-ils ? L'opération sera-t-elle financièrement viable ?

En quatre ans, les promoteurs du Big Bang Schtroumpf, à l'image des petits lutins bleus des bandes dessinées de Peyo, relèvent un à un tous les défis posés. Aujourd'hui, le parc est une réalité. Depuis le 6 avril, il accueille ses premiers visiteurs à Mazéres-lès-Metz, à 15 kilomètres de Metz, à 70 de Nancy, à 85 de Sarrebrück, avant d'être inauguré officiellement le 8 mai prochain.

Quel chemin parcouru ! Il paraît déjà presque oublié, le temps où deux commerçants de Hayange, dans la Moselle, Didier Brennemann et Gérard Kleinberg, voulaient installer en Lorraine des toboggans géants. C'est pourtant leur idée qui a servi de déclencheur au projet. Le concept de parc d'attractions à thème n'est venu qu'ensuite, après que le directeur d'une des sociétés de reconversion de la sidérurgie ait voulu donner un peu plus de corps au dossier des deux commerçants venus lui demander un terrain et une aide financière.

Après plus de quatre années de travail, de la conception à la réalisation, l'objectif affiché est de proposer au public le premier parc à thème d'Europe. Ce parc a hanté les nuits et les nuits de Pierre Julien, président de Sorepark,

société constituée pour créer et gérer le Big Bang Schtroumpf. Avec optimisme, cet ancien numéro deux du groupe sidérurgique Saeclor se consacre à plein temps depuis près de trois ans à la mise en forme du projet. A son côté vit et pétille, on pressent qu'il n'a rien laissé au hasard. Il suffit de l'avoir accompagné lors d'une visite de chantier avec ses actionnaires pour en être tout à fait convaincu.

Apprendre sans enseigner

Après avoir bouclé le montage financier (720 millions de francs d'investissement initial), maîtrisé la coordination du chantier et du thème, le choix des manières parmi lesquels un coût (montagne russe géant) de 1,2 kilomètre de long pour 32 mètres de haut avec des véhicules circulant à 110 kilomètres à l'heure, Pierre Julien suit avec attention les premiers pas de son enfant.

Son pari est de réussir à parler à l'imagination du spectateur, à l'émouvoir : « Distraire sans abaisser, apprendre sans enseigner, montrer sans démontrer. » La tâche est d'autant plus ambitieuse qu'il compte s'adresser dès la première année à 1,8 million de visiteurs.

Au moment où la Lorraine s'apprête à passer de la civilisation industrielle à celle de la communication, Big Bang Schtroumpf veut être le premier à moderniser le thème de l'individu et à la qualité de la vie, mais que les nouvelles technologies sont à son service, qu'elles sont source d'épanouissement, de plaisir, de sensations neuves et de diversité.

Bref, il ne suffit pas de fermer les yeux pour rêver. En prenant la main du visiteur, les Schtroumpfs sont là pour le guider, l'invitant à oublier petit à petit le monde trop raisonnable d'où il vient pour ne garder que des fées de lumière et d'entendre que des bruits joyeux. « La plus étonnante est qu'en changeant de décor vous changez vous-même », explique un des concepteurs du parc, ajoutant dans la foulée : « Vous avez envie de chanter et de parler avec tout le monde et vous le faites. » Dans ce monde si différent, quatre pays (le Continent sauvage, la Cité des eaux, la planète Météo et la place de l'Europe) servent de prétexte pour appréhender les composantes de la communication : l'image, le son, le geste et le mouvement, la mémoire et l'intelligence, la parole et l'écrit.

Le Continent sauvage, par exemple, avec sa rivière des rapides, interpelle le visiteur sur le comportement de la civilisation. Un monstre symbolisant la pollution tente par ses agissements de provoquer une prise de conscience du phénomène. Dans la Cité des eaux, le spectacle « La nuit des géants », comédie burlesque, mélange dessins animés, effets spéciaux et acrobaties, tout en invitant le visiteur à participer. La planète Météo présente notamment le premier film de fiction tourné selon le procédé schowacan par Richard Fleisher, l'auteur de Soleil vert. A la vitesse de 60 images à la seconde, le réalisme est si fort que l'écart entre réalité et fiction s'estompe. Avec ses manèges et ses spectacles, Big Bang Schtroumpf jette une passerelle entre le vrai et le vraisemblable.

JEAN-LOUIS THRS.

ALSACE

Déchets toxiques

Le sous-sol alsacien servira-t-il de lieu de stockage de déchets industriels toxiques ? C'est en tout cas le projet des mines de potasse d'Alsace révisé ces jours derniers par l'Alsace. Selon le président du directoire des MDP, il s'agit de stocker dans la couche de sel de potasse (dans des galeries nouvelles à creuser sur le site abandonné de la mine Joseph-Elise à Wittelsheim-Graffenhardsheim) quelque 500 tonnes de résidus chimiques et d'arsenic actuellement exportés en pays de Bade (RFA) où ils sont entreposés dans les mines de sel de Kali und Salz AG en attendant qu'une méthode de traitement soit mise au point. Un conseil général extraordinaire débatta le 10 mai de la question, et plus généralement des problèmes de pollution de l'eau. Il faut rappeler l'épave lente menée par les écologistes et la population alsacienne de la bande rhénane contre l'injection des saumures de potasse en couche profonde. Un projet sur lequel le gouvernement avait alors dû faire marche arrière.

Sécurité domestique

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la consommation, a rappelé mardi 11 avril à Mulhouse que les accidents domestiques sont à l'origine de vingt-deux mille décès en France (deux fois plus que les accidents de la circulation), notamment parmi les femmes de moins de quarante ans, les plus de cinquante-cinq ans, et chez les sujets de familles défavorisées. M^{me} Neiertz était venue apporter son soutien au Colloque régional sur la sécurité domestique, le quatrième organisé en France après ceux de Rouen, Valence et Nîort et avant celui de Marseille (18 avril) qui marquera la fin de cette consultation, au plan national, des expériences menées ici et là dans ce domaine où la France fait figure de pionnier au niveau européen.

La synthèse sera faite aux Etats généraux de la sécurité domestique, qui se tiendront à la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, le jeudi 18 mai prochain.

M^{me} Neiertz a déclaré ne pas vouloir limiter son action à l'Hexagone, mais en faire une priorité européenne alors que la France va prendre en juillet la présidence de la Communauté.

Auvergne

Les quarante ans des Logis

C'était il y a quarante ans dans un bourg de la Haute-Loire : l'hôtel Miston de Pontenpeyru devenait le premier Logis de France. Aujourd'hui, cinq mille établissements — le cinquième millionnaire dans quelques jours près de Strasbourg — portent le label — cheminée

jaune sur fond vert — de la Fédération des logis qui rassemble quatre-vingt-douze associations départementales.

An départ, un objectif simple formulé par Raymond-Julien Pagès, président de l'office du tourisme du Puy-en-Velay : comment aider les petits hôtelsiers ruraux à se moderniser et, au-delà, promouvoir le tourisme vert dont ils sont les principaux supports ? On va demander à la caisse centrale du Crédit hôtelier de leur accorder des prêts à des conditions très favorables : encore améliorées par l'intervention financière du conseil général. En contrepartie, les bénéficiaires s'engageront à respecter une charte garantissant la qualité de l'accueil et des services.

Le succès, on l'a vu, a sanctionné l'originalité de cette initiative qui institue un partenariat intéressant entre hôteliers, banquiers et collectivités locales. Les Logis ont essaimé sur tout l'Hexagone et veulent aujourd'hui, compte tenu de l'importance de la clientèle étrangère qu'ils reçoivent, faire eux aussi leur percée européenne. En même temps, ils organisent leur classement en hôtels une, deux ou trois « cheminées » — leurs étoiles — suivant le confort et les services qu'ils proposent. Quarante ans, l'âge adulte.

BASSE-NORMANDIE

Un dictionnaire du français régional

Si vous êtes parisiens, vous êtes, pour les Normands, des « horsains ». Ni français courant ni pezois, ce terme désigne en Haute et Basse-Normandie toute personne étrangère à la commune. Et des mots comme celui-ci, René Lepelletier, professeur à l'université de Caen et directeur du Centre d'études normandes, en a répertorié plus de mille dans un Dictionnaire du français régional de Basse-Normandie qui vient de paraître.

Ignorés des dictionnaires classiques, et le plus souvent des habitants des régions voisines, ces mots sont pourtant utilisés quotidiennement dans le langage usuel. René Lepelletier le sait bien. Enseignant en linguistique, il s'est spécialisé en dialectologie et a enquêté pendant plus de dix ans dans l'Orne, le Calvados et la Manche pour noter puis classer avec ses étudiants ces termes parfois colorés, toujours imagés.

Son dictionnaire est le premier volume d'une collection consacrée au français régional. Le deuxième concernera la Lorraine.

★ Dictionnaire du français régional de Basse-Normandie, Christine Bonneton éditeur, Paris.

Le Printemps de la productique

Organisées par le Conseil régional et la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Basse-Normandie, des journées du « Printemps de la productique » viennent

d'être organisées à Caen. Depuis plus de trois ans, Etat et Région encouragent les entreprises à moderniser leurs équipements de production. Selon une enquête réalisée par l'Association pour la promotion de la robotique, seul un établissement industriel normand sur trois est en effet équipé en matériel automatisé et 64 % des salariés de l'industrie travaillent dans ces entreprises. L'effort d'automatisation est plus important dans le secteur de l'automobile et celui de la fabrication des biens de consommation.

Le Printemps de la productique est l'occasion de faire connaître aux chefs d'entreprise l'état de l'art en ce domaine avec les équipements de la dernière génération, les principaux constructeurs et fournisseurs, les outils de formation.

Cette action sera poursuivie dans les années qui viennent grâce au fonds régional de soutien à l'investissement productique. Il permet aux industriels de financer leur matériel par l'intermédiaire d'une avance remboursable à taux nul.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Reims sans fumée

Désormais, les élus municipaux de Reims et de son district devront s'abstenir de fumer durant les séances du conseil. Jean Falala, le maire RPR, a pris, en effet, le 3 avril dernier, l'arrêté suivant : il est interdit de fumer dans la salle des séances.

« Bien entendu, cette mesure concerne également la presse et le public : « Article 1 : il est interdit de fumer dans la salle des séances de l'hôtel de ville, où se tiennent notamment les réunions du conseil municipal ;

« Article 2 : le présent arrêté prendra effet à compter du 3 avril 1989 ;

« Article 3 : les infractions au présent arrêté seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés par tout agent de l'autorité ayant qualité à cet effet et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur ;

« Article 4 : M. le commissaire divisionnaire, commissaire central de police, et M. le secrétaire général, directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. »

FRANCHE-COMTÉ

Pour la pêche

Une maison nationale de la pêche et de l'eau (MNPE), tout à la fois musée, centre de formation et laboratoire de recherche, vient d'être inaugurée à Ornans dans le Doubs.

Créée sur l'initiative de l'association des journalistes spécialistes de la pêche sur le modèle de structures similaires aux Etats-Unis ou dans les pays scandinaves, la maison est

ouverte au public depuis le début de l'année, au bord de la rivière la Lône. Le musée, qui dispose d'un fonds de plus de 4 400 articles, retrace l'histoire de la pêche, depuis la pêche à la main jusqu'aux leurres les plus sophistiqués.

Depuis 1987, la MNPE dispense des formations d'accompagnateurs de pêche, de spécialistes de gestion piscicole (BEP) et d'agents de développement, option limnologie (BTS). Centre de vacances au printemps et à l'automne, elle accueille les classes de rivière, sur le modèle des classes de neige. Elle souhaite également proposer des guides et des circuits touristiques (route de l'eau et route du sel).

Les responsables de la maison espèrent qu'avec le goût de la pêche, se développera celui de la protection de l'eau : un souci de l'environnement qui se traduit notamment par la mise en place, en collaboration avec la faculté des sciences de Besançon, d'un laboratoire d'hydrobiologie.

PAYS DE LA LOIRE

Un bateau à plusieurs

Dans la ligne des armateurs nantais du dix-huitième siècle, deux jeunes capitaines au long cours, Philippe Videau et Jean-Emanuel Sauvé choisissent le grand large. Ils ont fondé une société d'armement, la Compagnie des Iles du Poizat, à fin d'exploiter des bateaux de croisière dans les Caraïbes. Mais surtout ils ont trouvé un mode de financement — jamais encore utilisé — pour la construction de leur premier navire *Iles-du-Poizat-1*, un yacht à voile de 83 mètres de long, qui va être mis sur cale au chantier de la Société française de constructions navales, implanté sur la Seine à Villeneuve-la-Garenne.

Cet élégant navire — capable d'accueillir cinquante-cinq passagers dans ses cabines confortables — est financé, en effet, par appel public à l'épargne. Ces deux navires comptent réunir rapidement par ce biais les 115 millions de francs à investir dans l'affaire.

Ils ne devraient pas avoir trop de mal, car l'offre est alléchante sur le plan fiscal. Tout un chacun peut ainsi devenir propriétaire (on dit qu'il y a 100 000 francs. Après l'aval de la Commission des opérations de Bourse (COB) et surtout avec la bénédiction de Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des finances, il bénéficiera des avantages fiscaux contenus dans la loi. Pos concernant les DOM-TOM : déduction de l'investissement à 100 %, amortissement comptable, possibilité d'investissement à crédit avec intérêts déductibles.

Cette page a été réalisée par nos correspondants.

Coordination : Jacques-François SIMON.

CHAMPAGNE-ARDENNE

LE 27 AVRIL 1989

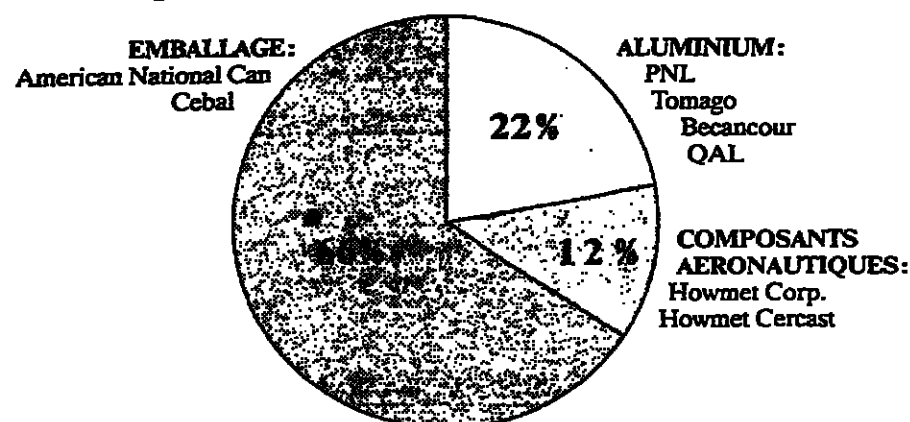
Pechiney International à la Bourse de Paris Prix d'offre : 196 F

PECHINEY INTERNATIONAL regroupe les principaux actifs internationaux de Pechiney pour constituer ainsi un puissant pôle de développement sur les marchés de la grande consommation et des composants aéronautiques. Ses domaines d'intervention (L'EMBALLAGE, LES COMPOSANTS AERONAUTIQUES, L'ALUMINIUM) se caractérisent par une valeur ajoutée élevée et un fort contenu technologique. Aujourd'hui, 25 % du capital est offert aux investisseurs : c'est une bonne opportunité de s'associer au développement du Groupe Pechiney dans des secteurs en forte expansion.

Pechiney International en chiffres

CHIFFRES CLES CONSOLIDES	PRO FORMA 88 en millions de francs
CHIFFRE D'AFFAIRES	44.448
RESULTAT NET	1.757
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT	3.275

Répartition du chiffre d'affaires par activité



Modalités de l'offre

PROCEDURE D'INTRODUCTION :
Offre Publique de Vente

PRIX D'OFFRE : F 196 soit 8,5 fois les résultats 1988
NOMBRE D'ACTIONS OFFERTES : 7.539.528
JOUISSANCE : 01.01.89

Droit de priorité aux détenteurs de C.I.P. Pechiney

1 action PECHINEY INTERNATIONAL
pour 2 CIP Pechiney détenus
DELAI DE PRIORITE : du 17.04.89 au 24.04.89

**PECHINEY
INTERNATIONAL**

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 89/130 en date du 14-04-89 est disponible sans frais au siège de la société. BALO du 17-04-89.

SOCIAL

Un entretien avec M. Jean Bornard

« Le climat social est dangereux »

affirme le président de la CFTC

Eviter de relancer l'inflation, mais rendre justice aux salariés en matière de rémunération, développer la médiation dans les conflits du travail : tels sont les objectifs que présente M. Jean Bornard, président de la CFTC, qui explique aussi pourquoi la centrale chrétienne a refusé de signer l'accord sur l'aménagement du temps de travail.

« Comment analysez-vous le climat social et l'attitude du gouvernement face aux différents conflits ? »

« Voilà des mois que le climat social est fortement perturbé. La raison fondamentale est que le gouvernement a trop attendu. Depuis 1982, il y a une crise de la politique contractuelle. Les salariés ont le sentiment que la situation économique s'est très sérieusement améliorée et ils veulent leur part. Le gouvernement a commis l'erreur, au départ, de ne pas apporter une réponse globale. Il a laissé se développer dans le désordre les revendications catégorielles. L'équilibre entre son orientation générale en matière de salaires et les remèdes au coup par coup s'est mal fait. On est dans une période d'incertitude extrêmement difficile à maîtriser. Plus personne n'apprécie clairement les limites du possible. C'est un climat dangereux. »

« Ne risquez-vous pas de « casser la baraque » en de retour à la rigueur si la reprise de l'inflation se confirme ? »

« Il faut conjuguer équité et réalisme. L'équité signifie qu'en cas d'amélioration économique les salariés doivent recevoir leur part. Mais nous devons avoir clairement conscience des risques d'inflation, qui pourraient avoir des conséquences extrêmement graves sur l'activité économique et sur l'emploi. La politique salariale doit reposer sur des bases solides. Elle suppose une garantie de pouvoir d'achat pour tous, ce que rend incontestablement possible une expansion à 3 %. La progression du pouvoir d'achat doit être liée aux améliorations de productivité. Enfin, il faut mettre de l'ordre, par la voie contractuelle, dans la pagaille des classifications professionnelles actuelles. Les nouvelles technologies ont changé bien des emplois. Il faut adapter les classifications à ces changements et éviter ainsi les décalages catégoriels. On peut donc espérer son temps sans... casser la baraque. »

« En ne signant pas un accord sur l'aménagement du temps de travail, dont le but principal est de favoriser des négociations dans les branches, la CFTC ne va-t-elle pas se retrouver dans un nouveau camp de refus avec la CGT et FO ? »

« Notre refus n'est pas tactique. Il résulte du constat que l'équilibre nous paraît avoir été rompu entre les réalités économiques et les exigences sociales. Autant on est pleinement conscient des exigences économiques, autant on tient à ce que les aspirations des hommes soient

préservées. Les conditions de travail et la qualité de la vie sont des finalités de l'économie au moins aussi essentielles que la production. Le travail à la chaîne a longtemps brisé les hommes et cassé la vie de famille. Il faut éviter aujourd'hui que la généralisation du travail continu entraîne de tels troubles. »

Nous ne sommes pas systématiquement hostiles à l'aménagement du temps de travail. Mais on peut trouver d'autres modalités permettant de faire fonctionner les équipements 5 000 heures par an sans



Un certain réalisme

« La coopération entre syndicats réformistes a-t-elle encore de l'avenir ? »

« Au départ, ce sont les salaires et même les conditions de travail qui ont constitué le point de rencontre entre les syndicalistes qui mettaient un pas devant l'autre et avançaient progressivement et ceux qui accusaient les autres de collaboration avec le capitalisme et donnaient la priorité aux changements de structures politiques. Aujourd'hui, on s'est rendu compte que, quelles que soient les évolutions politiques, les contraintes économiques étaient très lourdes. Un certain réalisme a progressé. On ne peut plus faire de syndicalisme sans tenir compte des réalités économiques, même s'il faut prendre conscience des limites de l'économie. »

« A la CFTC, nous n'avons pas eu à reconsidérer nos positions. Dans le domaine interprofessionnel, il y a l'évolution de la CFTC, celle de FO qui ne sont pas homogènes à l'intérieur de chaque organisation. Les points de rencontre peuvent être divers avec les autres confédérations. »

Aujourd'hui, on ne peut pas faire d'alliance systématique avec tel ou tel. La CFTC cherche donc à être elle-même et à coopérer quand il y a coïncidence d'objectifs et de loyautés.

« L'UNEDIC a indiqué qu'en 1988 elle comptait 265 000 affiliés supplémentaires. Cette envolée de la création d'emplois n'a-t-elle pas été favorisée, au-delà de la hausse du chômage, par une plus grande flexibilité ? Peut-il poursuivre dans cette voie ou faire une pause ? »

« La cause de cette augmentation de l'emploi vient du rétablissement de la croissance. Avec 3,5 % de croissance en 1988, on a créé plus d'emplois qu'on en a supprimés. L'argument de la flexibilité est douteux car il y a eu des excès dans ce domaine. Dans les entreprises de plus de dix salariés, le fait d'avoir eu, en 1987, 70 % d'embauches avec des emplois précaires est anormal. Pour bénéficier des aides, des employeurs ont liquidé des emplois normaux pour les remplacer par des emplois avec concentration de charges sociales. Il faut certes des souplesses mais il faut les limiter. Notre action vise à cadrer les flexibilités et à éviter le détournement des aides à l'emploi. »

« A propos du droit de grève, pensez-vous que vos propositions sur la médiation ont une chance d'aboutir ? »

« La voie de la médiation que la CFTC préconise depuis longtemps est en train de gagner du terrain. Depuis les conflits de l'automne 1988, il nous semble que l'intérêt de M. Rocard pour cette proposition a augmenté. On assiste à la multiplication d'expériences de médiation ou de conciliation. Cela nous encourage dans nos orientations consistant à rechercher d'autres méthodes que l'affrontement direct pour sortir des conflits. Dans le secteur public, le refus de la médiation tient à ce que l'Etat a peur de perdre son prestige. Mais des conflits interminables sont pires pour son prestige que l'appel à des personnalités extérieures. La médiation est un moyen de modernisation du règlement des conflits que nous évoquons lors d'un colloque le 20 avril. »

Un syndicalisme solidaire

« La CFTC représente-t-elle une voie originale pour favoriser le renouveau d'un syndicalisme encore bien affaibli ? »

« Le syndicalisme moderne doit être un syndicalisme qui embrasse toutes les réalités y compris économiques sans, pour autant, tout sacrifier. Si on n'arrive pas à construire un syndicalisme solidaire, en rupture avec les revendications catégorielles, où les salariés ont conscience de leurs problèmes mais en cohérence avec ceux des autres catégories, on va faire exploser la société. Le syndicalisme doit aussi manifester sa solidarité au plan international, comme nous y invite la formidable parole de Jean-Paul II : « La question sociale est internationale. » Quand la CFTC revendique, pour le syndicalisme, la qualité de partenaire, cela signifie que les hommes ne sont pas des

« Blocage du chantier de La Hague. — Les sociés du chantier de la nouvelle trémie de l'usine de retraitement de La Hague (Manche), qui emploie six mille salariés, sont bloqués depuis le 6 avril par des salariés de la société de nettoyage ONET employés sur le chantier, en grève depuis le 4 avril pour obtenir une augmentation mensuelle des salaires de 1 500 F et un treizième mois. Le tribunal des référés saisi par la SGN, filiale de la Cogema, a ordonné, mercredi 14 avril, à onze membres des piquets de grève de lever le blocage des sociés, sous peine d'une amende de 3 000 F par jour et par personne, et a autorisé l'appel à la force publique. Un premier jugement, le 7 avril, avec une astreinte de 1 000 F par jour, était resté sans effet. »

« Reprise du travail chez Aubert et Duval. — Le personnel des aciéries Aubert et Duval (1 673 salariés), dans le Puy-de-Dôme, qui travaillaient pour l'aéronautique et le nucléaire, a repris ses activités, vendredi 14 avril, après dix-sept jours de grève, bien que les propositions de la direction soient jugées insuffisantes (une augmentation supplémentaire à l'automne de 2 % pour les salariés de moins de 6 000 F et de 1 % pour les autres). »

CONJONCTURE

MM. Rocard et Delors se concertent sur la fiscalité européenne

L'harmonisation fiscale dans la perspective du marché unifié européen de 1992 et l'union monétaire : tels ont été les deux points à l'ordre du jour de la réunion de travail qui s'est déroulée, vendredi 14 avril, dans l'après-midi, à Matignon, sous la présidence du premier ministre, M. Michel Rocard.

Outre les trois ministres français directement concernés, M^{me} Edith Cresson et M^{me} Pierre Bérégovoy et Roland Dumas, le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, et le commissaire européen chargé des questions fiscales, M^{me} Christiane Scriveur participaient à cette rencontre.

Il semble désormais peu probable que l'échéance du 30 juin 1989, initialement prévue pour la définition d'une harmonisation en matière de TVA et surtout pour la fiscalité des revenus de l'épargne, puisse être tenue.

La nouvelle position allemande (une réforme, selon une suppression de la retenue à la source de 10 % sur les revenus des obligations est désormais envisagée contre-Rhin) complique, en effet, encore la donne.

Le dossier fiscal, qui sera abordé, lundi 17 avril, à l'occasion de la réunion des ministres des finances des Douze, ne sera sans doute pas réglé avant la présidence française (au deuxième semestre 1989).

Une enquête sur les prix en France et en Espagne

« Vérité en deçà des Pyrénées... »

Les Espagnols de San-Sebastian et de Bilbao ont tout à fait intérêt à franchir la frontière et à aller à Bayonne, Anglet ou Biarritz pour acheter une calculatrice, un appareil photo compact, des cosmétiques, des chaussures de sport ou des articles de ski : une famille de San-Sebastian, pour sept articles de ce genre, économiserait, même en tenant compte des frais de déplacement, près de 32 000 pesetas (près de 1 700 F). Pour peu que cette famille achète des produits alimentaires dans un supermarché du coin, sa facture globale sera allégée de 4 % supplémentaires. En revanche, la famille française qui aurait l'idée de franchir la frontière pour faire des achats à San-Sebastian ferait une erreur. C'est ce que révèle une enquête menée par l'Union fédérale des consommateurs, éditrice de la revue *Que Choisir* 7, en coopération avec l'Association de consommateurs espagnols *Educusa* (qui publie la revue *Que Comprar Mejor*) entre le 9 et le 15 janvier dernier, sur 193 produits.

La première explication qui vient à l'esprit est la différence des taux de TVA entre les deux pays. Mais cette explication ne tient pas : les taux de TVA sont plus élevés en France, où ils atteignent 18,6 % et 25 %, qu'en Espagne (12 %), sauf pour l'alimentation (5,5 % en France, 6 % en Espagne).

Il faut — bien sûr — nuancer la conclusion générale de cette enquête : San-Sebastian est moins chère pour les pellicules photo, les cassettes vidéo ou le carburant diesel ; Bilbao est moins chère pour les cassettes audio et le carburant diesel. Il y a aussi des produits où l'on observe de grandes variations entre les marques et modèles d'un même groupe, tandis qu'en France, tandis qu'en Espagne, les prix sont moins chers en France. Enfin, moins chère pour les produits d'alimentation générale, la France est plus chère pour les boissons alcoolisées, le chocolat et les produits d'entretien.

Pour faire de « bonnes affaires » au moment des vacances, par exemple, il est indispensable d'avoir vérifié les prix dans son propre pays, d'avoir présents à l'esprit les taux de change, de s'assurer qu'on peut bénéficier de la franchise de 350 francs (2 540 F ou 45 000 pesetas) accordée aux voyageurs à la frontière, et, surtout, de s'assurer de la validité de la garantie et de l'existence d'un service après-vente.

M^{me} Neiertz : n'achetez pas votre essence chez Total

M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation a invité les contribuables à ne pas acheter leur essence dans certaines stations pratiquant des prix élevés. Au micro de RTL, M^{me} Neiertz a déclaré : « J'appelle les consommateurs à ne pas aller acheter leur essence chez Total, qui affiche actuellement les prix les plus élevés. »

Le gouvernement estime que certaines compagnies pétrolières ont trop anticipé la hausse des prix mondiaux du pétrole et majoré exagérément les prix à la pompe.

Un porte-parole du secrétariat d'Etat à la consommation a précisé que la déclaration de M^{me} Neiertz ne constituait pas un appel à boycotter, mais simplement un « appel aux principes de la concurrence du marché ».

Dans un communiqué, les services de M^{me} Neiertz rappellent que : « La hausse actuelle n'est pas due à la fiscalité, mais à l'évolution des cours sur les marchés internationaux, et également pour certaines compagnies, à un accroissement de leurs marges. »

« L'augmentation de la taxe sur l'essence, la TIPP, a eu lieu le 7 janvier et a été de 9 centimes. Depuis le 20 mars, les prix à la pompe ont augmenté en moyenne, pour réseaux confondus, de 27 centimes, dont 11 centimes pour la seule semaine du 3 au 10 avril. »

« Des écarts de prix existent entre les réseaux. Entre les grandes compagnies et les grandes surfaces, l'écart est de 31 centimes. Des différences de prix existent aussi entre les grandes sociétés : l'écart est de 9 centimes entre le prix moyen de la société la plus chère et le prix moyen de la société la moins chère. »

« La marge des compagnies, c'est-à-dire le prix pratiqué à la pompe moins le prix du brut coté à Rotterdam dix-huit jours auparavant, était de l'ordre de 42 centimes au 20 mars. Elle est passée en moyenne à environ 50 centimes au 10 avril. »

« LOYERS : + 3,28 % au quatrième trimestre 1988. — L'indice trimestriel du coût de la construction de l'INSEE, publié au *Journal officiel* du 14 avril, s'est établi à 919 pour le quatrième trimestre de 1988, en hausse de 3,28 % par rapport à celui de l'année (890). Cette hausse est applicable pour la révision annuelle de tous les loyers dont le bail prend pour référence l'indice du quatrième trimestre. »

« Matières premières : poursuite de la hausse en mars. — Les prix des matières premières importées par la France ont augmenté (en francs) de 1,8 % en mars par rapport à février. Les prix des produits alimentaires ont progressé de 0,2 % et ceux des produits industriels de 2,2 %. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE

SICAV

SAINT-HONORÉ CAPITAL

ABSORBE

RENTOLIG & SAINT-HONORÉ VALOR

Sous réserve de l'accord des autorités de tutelle, les conseils d'administration de Saint-Honoré Capital et Saint-Honoré Valor, réunis le 16 mars 1989, Rentolig, réunis le 12 avril 1989, ont approuvé à l'unanimité le projet d'un contrat de fusion-absorption par lequel Saint-Honoré Capital absorbera Rentolig et Saint-Honoré Valor normalement le 28 juillet 1989.

Dans le cadre de cette fusion-absorption, les actions Saint-Honoré Valor et Rentolig seront échangées sans frais contre des actions Saint-Honoré Capital sur la base de la parité qui sera définie le 28 juillet 1989 ; les rompus pourront être soit remboursés, soit complétés par un versement effectué en espèces permettant l'attribution d'une action Saint-Honoré Capital supplémentaire sans frais.

Il est souligné, par ailleurs, que les rachats et les souscriptions d'actions Saint-Honoré Valor et Rentolig seront interrompus à compter du 21 juillet 1989 à 12 heures (article 22 du décret n° 79-323 du 24 avril 1979).

Cette fusion-absorption et ses modalités devront, au préalable, être approuvées par une assemblée générale extraordinaire de chacune des trois sociétés concernées. Ces assemblées vont être convoquées aux sièges sociaux le 10 juillet 1989.

An cas où le quorum ne pourrait être réuni ce jour-là, ces assemblées seront convoquées à nouveau le 24 juillet 1989.

Il est précisé qu'à la date du 28 juillet 1989 les Sicav Saint-Honoré Valor et Rentolig se trouveront dissoutes par anticipation.

Siège social des Sicav :

Rentolig, 20, rue de la Banque, 75008 Paris
Saint-Honoré Capital, 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris
Saint-Honoré Valor, 47, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

Le Monde

LUNDI 17 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 18)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

avec

- Le Monde économie
- Le SICOB 89
- 30 pages d'offres d'emplois pour les cadres.

PILE
SÉPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le *Monde Économie* en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

Chapman & Hall

Économie

ÉTRANGER

Le compromis avec le Congrès sur le budget 1990 est un succès pour M. Bush

(Suite de la première page.)
C'est, le résultat du commerce extérieur vient rappeler que tout ne va pas pour le mieux, mais on se console en notant que la forte augmentation des importations correspond cette fois pour l'essentiel à des dépenses d'équipements et de machines, ce qui pourrait être de bon augure à moyen terme.

Aux termes de l'accord réalisé avec le Congrès, le déficit budgétaire devrait atteindre 99,4 milliards de dollars, c'est-à-dire inférieure la limite des 100 milliards de dollars fixée par la loi Gramm-Rudman pour 1990. C'est donc sensiblement « moins bien » que l'objectif de 91 milliards de dollars, défini par M. Bush lors de la présentation de son budget initial. Et, surtout, cela signifie presque à coup sûr qu'en fait la barre des 100 milliards de dollars sera nettement dépassée. Les estimations restent fondées sur des prévisions économiques généralement considérées comme très optimistes, notamment en matière d'inflation et de taux d'intérêt, et l'expérience montre que la réalité des déficits dépasse, souvent très largement, la fiction des budgets.

Revenus nouveaux non spécifiés
Autre sujet de préoccupation : les procédés utilisés pour limiter le déficit ne semblent pas tous du meilleur aloi. Pour dégager des revenus supplémentaires, on s'est de nouveau tourné vers l'expédient des ventes d'actifs de l'État (pour 5,7 milliards de dollars). Quant aux 5,3 milliards de revenus nouveaux « non spécifiés », ils constituent déjà un motif de discorde.

La Maison Blanche veut croire qu'ils tomberont d'eux-mêmes dans les dépenses militaires, qui seront désormais inférieures à 300 milliards de dollars, et diminueront donc en valeur réelle. On est loin du « budget testament » élaboré en décembre dernier par M. Ronald Reagan, et qui fixait comme objectif une hausse de 2 % en termes réels, indispensable, disait l'ancien président, après plusieurs années de vaches maigres pour le Pentagone.

De fait, de douloureux sacrifices vont devoir être faits, notamment en matière d'armements nouveaux, et le nouveau secrétaire de la défense, M. Richard Cheney, s'est attelé à cette tâche ingrate.

An total, ce compromis budgétaire ne satisfait vraiment personne. M. Lloyd Bentsen, président de la commission des finances du Sénat, a même manifesté sa mauvaise humeur en refusant de participer à la cérémonie de la Chambre, Jim Wright — qui, lui, était présent — a déclaré sur un ton grave que cet accord ne répondait pas vraiment aux nécessités de l'heure. Il est vrai que M. Wright, objet d'une enquête de la part d'une commission d'enquête de la Chambre, avait des raisons très personnelles d'être lugubre (le Monde du 15 avril).

Malgré ses défauts évidents, le compromis budgétaire a le mérite d'exister, et d'avoir été réalisé beaucoup plus rapidement que prévu — à peine plus de deux mois après l'annonce par M. Bush de son projet de budget. Là où Ronald Reagan bataillait des mois durant, son successeur signe au plus vite un armistice dont les détails restent à négocier.

Face au Congrès dominé par les démocrates, M. Bush n'a qu'un sabre de bois, et il le garde au fourreau : ce n'est peut-être pas très glorieux, surtout pour un président qui entame son mandat. Mais, comme l'a dit lui-même M. Bush vendredi, cela montre qu'il est possible « de faire fonctionner le système » politique américain, même dans une situation où l'exécutif et le législatif sont aux mains des partis opposés. Savoir si ce système fonctionne bien ou mal est une autre question.

● **Les prix de gros.** — Après l'inquiétante poussée de janvier et février, 1 % dans les deux cas, l'indice des prix de gros donne des signes d'apaisement. Sa progression a été limitée à 0,4 % en mars, en dépit du renchérissement du fuel domestique et des produits alimentaires. Sur l'ensemble du premier trimestre, le dérapage est encore impressionnant : 10,2 % en rythme annuel, la croissance des prix de gros la plus rapide depuis 1981.

● **Le taux d'utilisation des capacités de production.** — Le phénomène n'est pas spectaculaire mais, pour le deuxième mois consécutif, cet indice a légèrement baissé, tendant à prouver que les usines ne tournent plus à plein régime. Le recul avait été de 0,4 % en février, il est de 0,2 % en mars, ramenant cet indice à 84 % des capacités de production.

(1) Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour.

L'accord avec le FMI est bien accueilli au Mexique

MEXICO
de notre correspondant
en Amérique centrale

Pour la première fois dans l'histoire des relations tumultueuses entre l'Amérique latine et le Fonds monétaire international, l'accord intervenu il y a quelques jours entre le Mexique et l'organisme financier basé à Washington, n'a pas provoqué l'habituelle levée de boucliers. L'entente a été généralement bien accueillie par la plupart des secteurs de la société mexicaine (milieux financiers, syndicats et partis politiques), souffrants du changement d'attitude du FMI, qui, disent-ils, « a enfin compris que le plan d'austérité ne donnait aucun résultat et aggravait les tensions sociales ».

Le document publié dans les journaux mexicains du mercredi 12 — fait sans précédent car dans le passé les autorités se gardaient bien de donner les détails de leur « capitulation » devant le FMI — reconnaît la nécessité de renégocier les conditions de remboursement de la dette de 100 milliards de dollars du Mexique : réduction des paiements annuels à 2 % du produit national brut au lieu des 6 % actuels. Cela afin de dégager des ressources nécessaires à la relance de l'économie.

De surcroît, le FMI et la Banque mondiale accordent un crédit de 4,1 milliards de dollars pour appuyer les mesures économiques du président Carlos Salinas.

« C'est un premier pas, mais le plus difficile reste à faire, reconnaît-on généralement à Mexico. Il va maintenant falloir négocier avec les cinq cent quarante banques étrangères qui nous ont prêté de l'argent. » Les discussions commenceront le 20 avril à New-York avec les représentants d'une douzaine de banques. Mais les Mexicains, forts de l'appui du FMI, sont confiants : « Pour la première fois », affirme M. Salinas, la sortie est en vue.

Il s'agit d'un succès personnel pour le président qui s'était engagé à « défendre les intérêts des Mexicains avant ceux des créanciers ». L'ensemble de la presse, y compris certains journaux d'opposition qui accusent M. Salinas d'avoir remporté les élections de juillet dernier grâce à une

fraude massive, oublie temporairement les querelles politiques pour appuyer fermement la stratégie du gouvernement face au FMI.

« L'accord, écrit (la Jornada), a des aspects positifs car il ne remet pas en question les objectifs du programme économique présenté par le gouvernement le 1^{er} décembre et approuvé par le Congrès : croissance économique, stabilité des prix et récupération graduelle des salaires. »

● **La médaille de la persévérance**
Le pouvoir d'achat des salariés a baissé de 50 % depuis 1982. La plupart des commentateurs soulignent que le Mexique a obtenu le maximum de ce qu'il était en mesure d'espérer dans les circonstances présentes. « Épuisé par les sacrifices, l'élève exemplaire a enfin reçu la médaille de la persévérance », écrit un économiste. « Le FMI ne nous a pas fait de cadeau, en exigeant pas d'ajustement de notre politique économique. Et pour cause : le Mexique était déjà allé au-delà de ce qu'on pouvait exiger de lui. »

C'est précisément ce que l'opposition de gauche reproche à M. Salinas, accusé de pratiquer une politique décidée à Washington, notamment l'ouverture des frontières aux pays étrangers et la privatisation des entreprises nationales. « Le projet de modernisation économique du gouvernement », affirme le dirigeant de la gauche, M. Cardenas, aggrave l'appauvrissement des Mexicains, constitue une atteinte à notre souveraineté et provoque le démantèlement du secteur public. » M. Cardenas estime qu'il faut suspendre unilatéralement le remboursement de la dette pour déterminer sa valeur réelle — moins de la moitié selon lui — avant de négocier avec les banques.

Les dirigeants syndicaux qui, il est vrai, sont une simple courroie de transmission de la formation politique au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), estiment que l'accord avec le FMI est une « grande victoire pour le gouvernement ». Le principal dirigeant syndical du pays, M. Fidel Velasquez, reconnaît cependant que « les sacrifices vont devoir continuer ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Dégradation du commerce extérieur

Pou avant l'annonce par le président George Bush d'un accord avec le Congrès sur une réduction du déficit budgétaire, la publication des trois indices, vendredi 14 avril, a diversément impressionné les marchés financiers.

La dégradation du commerce extérieur avait été largement anticipée et les opérateurs ont surtout été intéressés par la hausse modérée des prix de gros et le recul, pour le second mois consécutif, du taux d'utilisation des capacités de production. Ces derniers éléments semblent confirmer un net ralentissement de la croissance économique et, de plus, pour le moment, un relèvement des taux d'intérêt par la Réserve fédérale.

● **Le commerce extérieur.** — Le déficit de février s'inscrivait à 10,5 milliards de dollars (86,15 milliards de francs) contre 8,5 milliards en janvier, un chiffre révisé à la baisse par le département du commerce. Cette dégradation recouvre une remontée de 5,3 % des importations et une

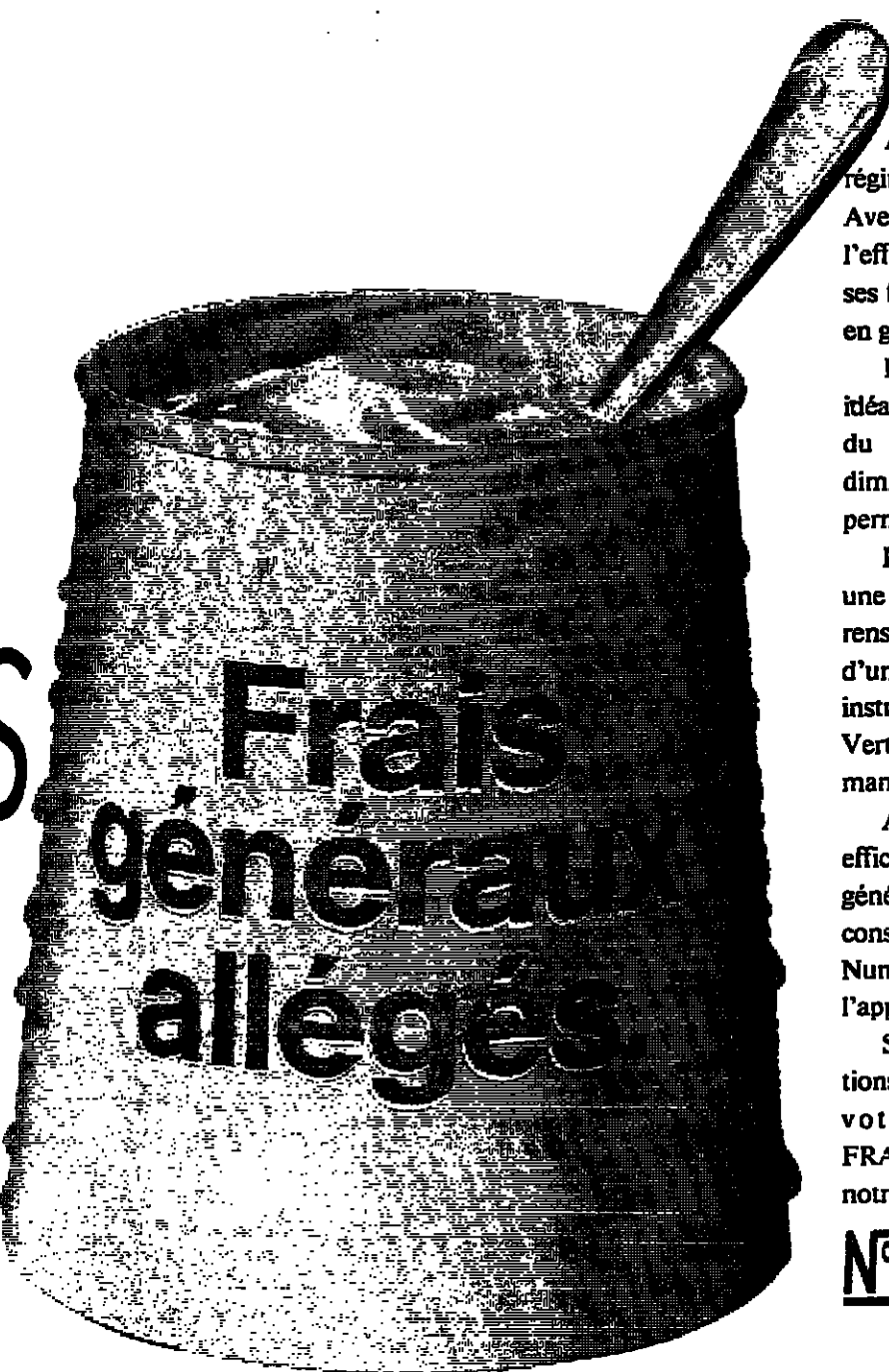
hausse marginale de 0,6 % des exportations. Mais plus que ces chiffres mensuels qui, selon les experts, recouvrent une correction après la sensible baisse des achats de produits étrangers en janvier, un fait s'impose. Depuis juin dernier, les soldes déficitaires du commerce extérieur américain restent pratiquement bloqués à une moyenne mensuelle de près de 11 milliards de dollars. Sur les deux premiers mois de 1989, le déficit se creuse avec le Japon pour atteindre 8,2 milliards de dollars contre 4,9 milliards durant la période correspondante de 1988. Il s'aggrave légèrement avec les quatre « dragons » (1) d'Asie pour représenter 4,2 milliards de dollars contre 5,3 milliards en janvier-février 1988. Il se confirme par contre que l'Europe assure l'essentiel de l'amélioration, par région, des échanges américains. Les États-Unis voient leur solde déficitaire avec le Vieux Continent revenir à 577 millions de dollars contre 2,2 milliards durant les deux premiers mois de l'an dernier.

● **Les prix de gros.** — Après l'inquiétante poussée de janvier et février, 1 % dans les deux cas, l'indice des prix de gros donne des signes d'apaisement. Sa progression a été limitée à 0,4 % en mars, en dépit du renchérissement du fuel domestique et des produits alimentaires. Sur l'ensemble du premier trimestre, le dérapage est encore impressionnant : 10,2 % en rythme annuel, la croissance des prix de gros la plus rapide depuis 1981.

● **Le taux d'utilisation des capacités de production.** — Le phénomène n'est pas spectaculaire mais, pour le deuxième mois consécutif, cet indice a légèrement baissé, tendant à prouver que les usines ne tournent plus à plein régime. Le recul avait été de 0,4 % en février, il est de 0,2 % en mars, ramenant cet indice à 84 % des capacités de production.

(1) Corée du Sud, Taïwan, Hongkong, Singapour.

Avec
le N° Vert
les économies
répondent
à l'appel.



Avec le Numéro Vert,
maîtrisez et réduisez
vos frais de gestion.

Avec votre Numéro Vert,
régime sur toute la ligne.

Avec un numéro qui améliore
l'efficacité de ses services et réduit
ses frais de gestion, l'entreprise est
en grande forme.

Le Numéro Vert est la réponse
idéale aux problèmes de gestion
du personnel en déplacement. Il
diminue les frais généraux et
permet un meilleur contrôle.

Pour transmettre directement
une commande, demander des
renseignements sur la disponibilité
d'un produit, ou recevoir des
instructions urgentes, le Numéro
Vert améliore nettement la perfor-
mance de vos itinérants.

Avec des liaisons internes plus
efficaces et plus rentables, les frais
généraux de votre entreprise sont
considérablement allégés. Avec le
Numéro Vert, le succès répond à
l'appel.

Si vous souhaitez des informa-
tions supplémentaires, contactez
votre Agence Commerciale
FRANCE TELECOM ou appelez
notre Numéro Vert national :

N° Vert 05 00 00 01
APPEL GRATUIT

FRANCE
TELECOM



Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Convergence

Les conditions de l'important emprunt en ECU que la France s'apprete à émettre seront décidées lundi 17 avril par M. Pierre Bérégovoy lui-même. Elles témoignent d'une des évolutions majeures de ces derniers mois sur les marchés des capitaux : la convergence des rendements des placements dans les grandes monnaies de notre continent. Le taux d'intérêt de ce nouvel emprunt ne différera en effet guère de celui qui serait associé à des fonds d'Etat libellés en francs (voir ci-contre la rubrique « Marché monétaire »). A la fin de l'année dernière encore, s'endetter en ECU aurait été beaucoup moins coûteux qu'en francs français. Il aurait été possible de réaliser une économie de plus de 1 % l'an. Aujourd'hui, l'écart a pratiquement disparu, les taux du franc s'étant infléchis et ceux de l'unité monétaire européenne ayant au contraire augmenté.

Ce rapprochement traduit à l'évidence celui des politiques suivies dans la plupart des grands pays de notre continent. Les efforts

d'harmonisation à travers l'Europe portent leurs fruits, et les disparités ont tendance à s'effacer. La convergence des taux en ECU et en francs français n'est assurément pas fortuite. Elle s'inscrit dans le mouvement d'ensemble qui pousse les niveaux de rémunération des obligations en francs suisses à rejoindre ceux du deutschemark.

Si donc l'Etat ne trouve guère d'avantages immédiats à préférer l'ECU au franc français pour son prochain emprunt et si la rémunération qu'il aura à servir sur ses titres sera sensiblement la même, la portée de son geste, apparemment gratuite, n'en sera que plus ample. L'intention des autorités de développer et de promouvoir le rôle de Paris en tant que place financière internationale apparaît de façon tout à fait évidente et convaincante. D'un montant de 1 milliard d'ECU et d'une durée probable de huit ans, l'emprunt sera dirigé conjointement par la banque Paribas et le Crédit lyonnais.

Rumeurs allemandes

Le remaniement ministériel que vient de décider le chancelier Kohl a entraîné un autre événement d'importance pour les marchés internationaux des capitaux : la remise en question de la retenue à la source de 10 % qui, depuis le début de cette année, frappe outre-Rhin les revenus du capital. Aucune précision n'a été fournie quant aux changements qui pourraient se produire, mais le parti auquel appartient le nouveau ministre des finances (la CSU bavaroise) a suffisamment témoigné de son opposition à l'introduction d'un précompte mobilier pour que les innombrables adversaires de cette mesure prévoient déjà son abolition. Il est en fait peu vraisemblable qu'on puisse la supprimer rapidement. Il est par contre tout à fait possible que, par divers aménagements, on la vide d'une grande partie de son sens. Il faut

probablement attendre le 27 avril pour en savoir davantage. Le caractère pernicieux de cette taxe, qui est à l'origine d'une extraordinaire fuite des capitaux, est d'autant plus évident que nul ne se fait plus d'illusions sur sa contribution aux recettes fiscales du pays. Celle-ci sera sans doute inférieure, du moins très inférieure aux 4 à 5 milliards de deutschemarks par an que l'on en espérait initialement. Le rapport annuel que la Bundesbank a publié jeudi fournit beaucoup de précisions sur tous ces points. Quoi qu'il en soit, la tournure prise par les événements en Allemagne incite guère à penser que les efforts européens d'harmonisation fiscale pourraient aboutir rapidement. Sur le marché, Bruxelles s'est pour quelques heures assuré la place de vedette qui devrait reve-

nir bientôt à Paris dans le compartiment de l'ECU. Le royaume de Belgique, en effet, émis vendredi matin, au pair, une superbe transaction de 200 millions d'ECU à un taux variable dont le profil est le suivant : durée dix ans et taux d'intérêt révisable tous les trois mois sur la base de la moyenne des taux interbancaires offerts et demandés à Londres. L'opération est placée sous la direction de la banque Paribas. Elle a été fort bien accueillie. D'un point de vue technique, il est très intéressant de relever que tous les membres de son puissant groupe de direction se partagent l'intégralité des commissions (0,40 %). Le produit de l'emprunt est réparti entre des fonds en francs suisses et à taux d'intérêt fixe.

En euros francs français l'activité primaire a repris comme il se devait, et deux emprunts, destinés à se greffer sur des sous-crochets, ont eu l'occasion de bénéficier des bonnes dispositions de ce marché. Il ne pouvait s'agir que de débiteurs qui ont l'emploi de francs français, car, on le sait, du fait du démantèlement du dispositif de contrôle des changes en France, il n'est plus question de swapper de telles transactions en devises étrangères. Les deux nouvelles opérations ont été couronnées de succès, celle de 200 millions de francs lancée pour le compte des lignes aériennes SAS, dont s'occupait la BNP, et celle de 1 milliard pour le compte de la Caisse nationale des télécommunications (CNT), que dirigeait le CCF. La transaction de la CNT est particulièrement importante ; elle va représenter le plus grand emprunt à taux fixe du compartiment de l'euro franc, puisqu'elle va s'ajouter à une transaction de départ de 1 milliard également. Son taux d'intérêt facial est de 9 % l'an pour une durée d'un an et neuf ans. Son produit est partagé entre des fonds variables, mais l'emprunteur disposera toujours de francs français.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Un coup de pouce au deutschemark

Le semaine a été un peu plus animée, avec deux points forts : la nomination en Allemagne, d'une part, d'un nouveau ministre des finances opposé à la retenue à la source sur les revenus de l'épargne mise en vigueur par son prédécesseur le 1^{er} janvier dernier ; la publication, d'autre part, à la veille du week-end, des chiffres sur les prix de gros en mars et sur le commerce extérieur des Etats-Unis en février, qui représentaient les obstacles hebdomadaires à sauter par les petits chevaux du marché dans leur course d'obstacles devenue désormais rituelle.

L'Allemagne d'abord. Le remplacement de M. Gerhard Stoltenberg, en demi-disgrâce, par M. Theo Waigel, chef du Parti chrétien démocrate bavarois et partisan résolu d'une remise en cause de la fameuse retenue à la source, jugée par lui et son parti impopulaire et nuisible, a immédiatement poussé le deutschemark à la hausse. Les opérateurs tablent sur un relâchement des sorties de capitaux hors d'Allemagne, que le rapport annuel de la Bundesbank impute, pour une large part, à la maudite retenue qui, selon elle, a agi comme un « drapeau rouge » sur les investisseurs allemands et étrangers. Conséquence, une baisse du deutschemark qui a contribué à renchérir les importations et à relancer l'inflation, pèche mortel aux yeux de la banque centrale qui règle ses comptes avec M. Stoltenberg, apôtre de la retenue.

On vit donc le cours du mark passer, à Paris, de 3,3750 F à 3,3850 F, pour retomber un peu peu à 3,3825 après que le comte Lambdort, pré-

sident du Parti libéral allemand (FDP), eut affirmé que « personne n'avait parlé d'abolir cette retenue lors des négociations précédant le remaniement ministériel ».

Sur le front du dollar, les milieux financiers internationaux ont donc attendu toute la semaine deux chiffres. Le premier était l'indice des prix de gros américains pour mars, qui avait progressé d'un point entier en janvier et en février, ce qui faisait redouter une reprise de l'inflation. On attendait une augmentation de 0,4 % à 0,5 %, jugée « raisonnable » : ce fut 0,4 %, chiffre de nature à rassurer les marchés, et la Bourse de New-York. Le second chiffre était celui du déficit commercial, que l'on voyait aux environs de 10 milliards de dollars, contre 8,68 milliards, montant révisé, en janvier, et 10,99 milliards en décembre. Le résultat des courses fut 10,50 milliards de dollars, qui laisse insensible les marchés et fit un peu monter le dollar. La semaine s'est achevée sur un net soulagement : à chaque jour suffit sa peine.

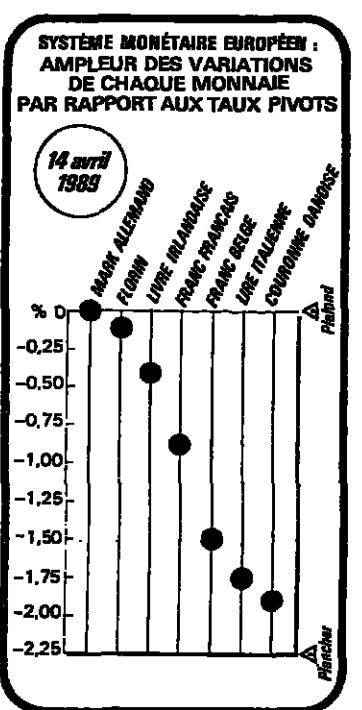
Le glissement du franc suisse, en revanche, a repris sur les marchés des changes, malgré le relèvement de ses taux directeurs par la Banque nationale suisse (BNS).

La BNS, jeudi 13 avril, a porté son taux d'escompte de 4 % à 4,5 %, et son taux Lombard d'avance sur titres, destiné à refinancer les banques en dernier recours, de 6 % à 7 %. C'est la cinquième fois depuis juillet 1988 que la Banque centrale helvétique relève ses taux, la dernière hausse, d'un demi-point, remontant à janvier dernier. Cette mesure a été décidée pour tenter de

freiner la baisse du franc suisse qui, ce début de semaine, était tombé à près de 3,82 F à Paris, au plus bas depuis la mi-1986, le cours du mark à Zurich s'élevait à 88,50 centimes. Après son annonce sur les marchés des changes, les cours de la devise helvétique remontent fugitivement presque à 3,855 F, pour retomber à 3,8350 F. A Zurich, le deutschemark, revu quelques heures à 87,75 centimes, se retrouvait à 88,30 centimes à la veille du week-end.

Le franc suisse est « plombé », estiment les bons analystes à Zurich : rien n'arrêtera sa chute actuelle, avec un mark montant à 92 centimes. Le rythme de l'inflation pourrait atteindre 3,5 % en 1989 dans la Confédération helvétique et, surtout, quelque chose s'est « cassé » sur les bords du Léman, du moins pour l'instant : la confiance. « Après mai 1968 en France, c'est mai 1989 à Zurich », soupire un observateur helvète : « Tout se conjugue contre notre monnaie. Le secret bancaire est écorné au profit du Luxembourg qui le renforce, les produits sont moins chers en France. C'est un juste retour des choses ». En faisant la part des choses, on doit reconnaître que, dans les esprits comme dans les chiffres, le franc suisse traverse une mauvaise passe.

FRANÇOIS RENARD.



MATIÈRES PREMIÈRES

La rechute du cacao

Une fois encore, le cacao a connu cette semaine un accès de faiblesse, les prix à Londres tombant le 14 avril à leur plus bas niveau depuis six mois (747 livres la tonne).

Une fois encore, c'est de Côte-d'Ivoire, le premier producteur mondial, que sont parvenues les nouvelles ou plutôt les rumeurs baissières. Les autorités d'Abidjan auraient en effet proposé ces jours derniers de vendre un volume non précisé de cacao, par le biais de courtiers établis en Suisse. Le bruit courait que le président ivoirien, M. Félix Houphouët-Boigny, n'aurait pas trouvé d'autres solutions pour assurer le financement de la basilique qu'il fait bâtir dans la capitale administrative de Yamoussoukro. Des négociants français présentaient en outre que la compagnie Sucres et Denrées, qui avait acheté, fin 1988, 400 000 tonnes de cacao à la Côte-d'Ivoire, dans le cadre d'un accord resté obscur, serait sur le point d'en liquider 200 000 tonnes, afin de limiter ses pertes.

Ces rumeurs sont l'aboutissement, hélas attendu d'un phénomène de

déliquescence de l'économie ivoirienne, qui s'est accentué depuis deux ans. Le premier responsable de cette déroute est la surproduction de cacao.

En 1989, pour la cinquième année consécutive, l'offre dépassera la demande. L'excédent est évalué à 150 000 tonnes. En se retirant du marché fin 87 et toute l'année 88 (quinze longs mois au total), la Côte-d'Ivoire croyait redonner vigueur aux prix. Elle a tendu les verges pour se faire battre, et, rapidement, la concurrence venue de Malaisie n'a cessé de s'engouffrer dans le vide laissé à dessin par les Ivoiriens. Abidjan ne sait plus que faire de son cacao, alors que les besoins de financement du premier producteur mondial sont très importants. La dette ivoirienne atteint quelque 10 milliards de dollars. Sans compter les dépenses somptuaires engagées par le chef de l'Etat pour donner à son ancien village de Yamoussoukro des allures de Vatican tropical. La communauté internationale reste impuissante face à cette situation.

L'accord de régulation des prix du cacao est en sommeil, alourdi par un stockage de 250 000 tonnes qui n'a pas suffi à redonner consistance au marché. L'Organisation internationale du cacao (ICO) traverse une crise de financement, plusieurs de ses membres tardant à verser leurs contributions. On comprend, dans ce contexte, pourquoi l'annonce, le 12 avril, d'une production de près de 7 % des broyages de fèves, en Grande-Bretagne, au premier trimestre 89 (28 500 tonnes), n'a pas eu d'impact réel sur les prix. Le cacao est, avec le café, la seule exception à la remontée générale des cours des matières premières depuis deux ans. Le fait qu'il s'agit là d'une demande tropicale donne à cette contre-tendance une évidence dimension Nord-Sud. Parler d'une annulation d'une partie de la dette des pays en voie de développement est vain si les produits de base dont dépendent fortement leurs recettes d'exportation continuent de se dévaloriser.

Le duel Malaisie-Côte-d'Ivoire sur le marché du cacao montre cependant que la dimension Sud-Sud du problème est aussi importante que son aspect Nord-Sud. Le tiers-monde ne pourra impunément continuer à développer sa production de cacao plus vite que la croissance de la consommation (3 % par an) dans les pays occidentaux.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 14-4
Café (Londres) Trois mois	1 794 (+ 86) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	2 095 (+ 55) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	34 625 (- 625) Dollars/tonne
Sucre (Paris) —	2 185 (+ 25) Francs/tonne
Café (Londres) Mai	1 162 (+ 47) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mai	1 302 (+ 10) Dollars/tonne
Bé (Chicago) Mai	412 (+ 21) Cents/bushels
Malt (Chicago) Mai	270 (+ 4) Cents/bushels
Soja (Chicago) Mai	226,90 (+ 7,8) Dollars/c. courts

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une séance sur l'autre.

Accord entre Drexel et la SEC

La banque d'affaires Drexel Burnham Lambert et la Security Exchange Commission (SEC) sont parvenues à un accord dans la plus grosse affaire de délits d'initiés qu'ait connue Wall Street et pour laquelle la firme a accepté en début d'année de plaider coupable.

Comme convenu, Drexel devra payer une amende de 850 millions de dollars (3,9 milliards de francs) et modifier en profondeur son fonctionnement interne. Dans cette optique, M. John Shad, un ancien président de la SEC ayant joué un rôle-clé dans l'enquête sur les activités de la banque d'affaires, sera nommé à la tête de cet établissement (le Monde du 17 janvier). Par ailleurs, une partie des activités de la firme, notamment celle qui traite des opérations d'investissement à hauts risques, sera ainsi sous « surveillance » et contrôlée pendant trois ans par la SEC.

Enfin, aux termes du règlement accepté par Drexel, la banque s'est engagée à couper tous ses liens avec M. Michael Milken, l'inventeur des « junk bonds », ces fausses obligations pourries utilisées à grande échelle aux Etats-Unis pour financer les rachats d'entreprises. M. Milken a été licencié au mois de janvier dernier. Depuis, il est inculpé par une chambre d'accusation new-yorkaise qui retient contre lui quatre-vingt-deux délits de violation des réglementations boursières et d'extorsion de fonds, dont le montant est estimé à 1,8 milliard de dollars (11,3 milliards de francs). Vendredi 14, M. Milken a accepté de geler 800 millions de dollars de ses actifs pour garantir le paiement d'une amende éventuelle s'il est reconnu coupable de fraude boursière. Ces sommes, versées sur un compte bancaire contrôlé par les autorités fédérales, constituent un record en la matière. M. Milken plaide non-coupable.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nette amélioration

Dans l'attente, comme les marchés des changes, de la publication des chiffres américains en fin de semaine (voir ci-dessus), les marchés financiers ont bien accueilli l'augmentation de 0,4 % « seulement » des prix de gros américains en mars, conforme aux prévisions. Il est vrai que ces prix de gros ne pouvaient, le mois dernier, continuer à progresser de 1 %, comme en février et en janvier : la chose eût été vraiment catastrophique. Un peu rassurés, ces marchés se sont orientés à la hausse, du cours bien entendu, les rendements des emprunts d'Etat s'orientant à la baisse, comme celui du « trentième » du Trésor américain, revenu, vendredi, de 9,14 % à 9,06 %.

De coup, le MATIF français se sentit des ailes, le cours de l'échéance juin passant, toujours vendredi, de 105,40 à plus de 106, la crainte d'une nouvelle tension des taux d'intérêt s'atténuant un peu, du moins pour l'instant.

En milieu de semaine, toutefois, une petite alerte avait été provoquée par l'annonce d'une augmentation de 0,6 % des prix de gros allemands, la plus forte depuis 1982. Sur un an, elle portait la hausse de 5,80 % environ, ce qui était de nature à redonner peu probable un assouplissement de la politique de la Banque fédérale d'Allemagne, toujours très attentive aux risques de dérapage inflationniste.

Mais aussitôt, un événement allait défrayer les marchés, celui de la possibilité de la remise en question, totale ou partielle, de la retenue à la source de 10 % sur les revenus de l'épargne. (Voir ci-dessus.) Il y a de fortes chances que cette remise en question ne soit que partielle, ou seulement temporaire en cas d'abolition, pour des questions d'harmonisation européenne. Mais la seule perspective d'une modification de cette taxe, rendue publique jeudi à Bonn par le nouveau ministre des

finances, M. Theo Waigel, suffit à doper non seulement le deutschemark, mais aussi le marché des obligations, qui spéculent sur une baisse des taux d'intérêt que l'instauration de la taxe au 1^{er} janvier dernier avait contribué à faire monter. Les emprunts à dix ans du Bund ont vu leur rendement revenir de 7 % à 6,90 %, révélant un optimisme qui s'est communiqué au MATIF à Paris, comme on l'a vu.

Il n'échappera à personne qu'une telle remise en cause de la retenue allemande à la source risquerait de rendre plus délicates l'adoption et l'application du plan « Schöper » de la Commission de Bruxelles, tendant à instaurer en Europe une retenue de 15 %. Que va-t-il se passer si l'Allemagne revient sur sa décision ?

Un véritable problème continue de se poser au cœur de l'Europe, celui du havre, constitué par la place de Luxembourg, qui, certes, pouvait se résigner à instituer une retenue à la source de 5 % par exemple, au lieu d'une exemption totale, mais vient de renforcer son secret bancaire en interdisant au fisc de se faire communiquer la moindre indication par les banques locales.

Cette, l'exemption actuelle de retenue agit comme un aimant sur les capitaux allemands, par exemple : 100 milliards de deutschemarks d'entrées, dit-on, depuis le début de l'année, dont 40 milliards pour le seul mois de janvier. L'effet Stoltenberg, du nom du ministre allemand des finances sortant, qui a instauré la retenue à la source au 1^{er} janvier dernier. Mais c'est surtout le secret bancaire luxembourgeois, désormais plus complet que celui, légendaire, de la Suisse, qui attire les capitaux, notamment français. Peu de bordereaux déclaratifs, comme dans notre pays. Aussi, à Luxembourg, on fait la queue et les banques manquent cruellement de personnel qualifié.

Sur le front des émissions, le seul emprunt de la semaine a été celui du

Crédit foncier de France, lancé en fin de semaine et qui a connu un très vif succès malgré des conditions jugées un peu « sèches ». D'un montant de 2 milliards de francs, la tranche à taux fixe de 9 %, avec un rendement actuariel de 8,88 %, soit 9 % pour les placeurs, compte tenu d'une commission de 1 %, a été prestement enlevée. La signature est jugée excellente et l'émission a bénéficié de l'amélioration générale du climat sur le marché, vendredi après-midi.

L'annonce du lancement prochain du premier emprunt d'Etat français en ECU pour 1 milliard environ, soit 7 milliards de francs environ, sur une durée de sept à dix ans, a été très bien accueillie. Réserve sur tout aux souscripteurs français, il fera l'objet d'une demande soutenue de la part de ces derniers, toujours sensibles à la garantie partielle de change qui lui est implicitement impartie en raison de la composition du panier de monnaies qui entrent dans son calcul. Confiée au Crédit lyonnais et à Paribas, son taux d'émission pouvait s'établir entre 8,60 % et 8,70 %, peu différent des rendements français.

Il était temps, d'ailleurs, que la France fut présente sur ce marché des émissions en ECU, que la Grande-Bretagne est en train de monopoliser, avec un total émis de 4,7 milliards depuis octobre 1988 et un encours total de 2,4 milliards, à court terme, il est vrai (un mois à six mois).

Ce faisant, la Banque d'Angleterre est en train d'attirer à Londres le marché des emprunts en ECUS assurant même sa liquidité. Le souci de liquidité devra animer le Trésor français et ses mandataires. Le bon fonctionnement du marché secondaire, c'est-à-dire celui de la revente, étant indispensable au maintien d'un succès durable.

F. R.

